



le Canard Libéré

Dix-septième année N°721 vendredi 10 mars 2023 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Droits des femmes

Moudawana, le texte dépassé par le contexte

P7



Scandales de la 7ème édition de la CHAN en Algérie

La CAF botte en touche

Patrice Motsepe.

P3

Escroquerie immobilière

L'accusée principale se tire d'affaires...

P4

Le tagine risque d'être encore plus cher

Les ingrédients d'une nouvelle hausse en ébullition

Une série de facteurs insidieux concourent au renchérissement des denrées alimentaires dont le Maroc est un grand producteur. Révélation.

P6



Mohamed Sadiki ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts.

L'entretien - à peine- fictif de la semaine



Aawatif Hayar

Tout femme, tout fun...

P10

Confus DE CANARD

Un psychopathe raciste à Tunis

P2



Dépendance des finances publiques des recettes fiscales générées par les fumeurs

Faut-il désintoxiquer l'État?

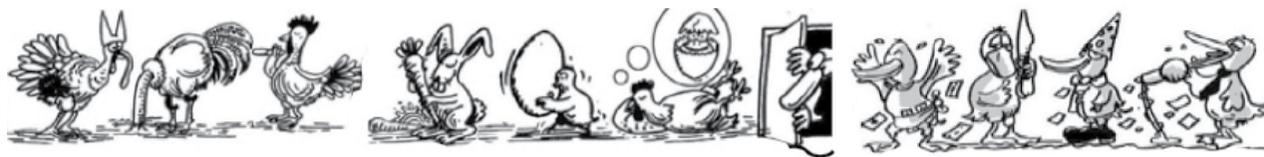
Censée aboutir à une réduction du phénomène du tabagisme au Maroc, la forte taxation des industriels du tabac n'a comme effet concret que de renflouer les caisses de l'État avec l'argent des fumeurs.

Éthiquement délicat.

P8



Confus de CANARD



Abdellah Chankou

Un psychopathe raciste à Tunis

La petite Tunisie, ainsi baptisée eu égard à sa superficie modeste, était grande par ses dirigeants. Le pays n'en a pas connu de la trempe Habib Bourguiba, le père de la Tunisie moderne, seul chef d'État d'envergure depuis son accession à l'indépendance en 1956, destitué en novembre 1987 via un coup d'État médical, par son Premier ministre, un certain Zine El Abidine Ben Ali. Le putschiste sera à son tour chassé du pouvoir en janvier 2011 par un soulèvement populaire qui marqua le point de départ d'une vague de révoltes dans certains pays arabes, connues sous le nom de «Printemps arabe». En plus de deux décennies de pouvoir répressif-affairiste, l'ex-attaché militaire de l'ambassade de Tunis à Rabat, décédé en 2109 dans son exil saoudien, a fini par cristalliser les mécontentements et nourrir la haine des Tunisiens à son encontre.

Mais, à y regarder de plus près, tout n'est pas mauvais dans le bilan du défunt Ben Ali : Les observateurs le créditent de certains acquis non négligeables, notamment la lutte contre l'islamisme, l'émancipation de la femme tunisienne et la prospérité économique du pays. Après le mandat post révolution de Moncef Marzouki (2011-2014), qui a longtemps incarné le combat pour la démocratie et l'intermède Béji Caïd Essebsi, décédé en juillet 2019, soit cinq mois après son arrivée au pouvoir, la Tunisie vote pour Kaïs Saïed Saïed, un universitaire novice en politique, sans parti ni base électorale, qui prônait une démocratie décentralisée et participative en incarnant les espoirs de la relance d'une révolution en panne. Mal en a pris au peuple tunisien qui s'est fait rouler dans la harissa.

Avec le recul, et à la lumière de la dérive clairement autoritaire du Saïed, les slogans du président apparaissent pour ce qu'ils sont. Juste un leurre. Utilisés pour mettre la main sur le pays en l'engageant sur une voie hasardeuse, voire périlleuse.

Sous des dehors de démocrate réformateur se cache en vérité un dictateur qui a attendu le moment opportun pour montrer son vrai visage. Ne s'est-il pas arrogé les pleins pouvoirs en juillet 2021 après avoir dissous le Parlement, arguant de la nécessité de «préserver l'Etat et ses institutions et pour préserver le peuple tunisien»?

Spartiate, impassible, froid et diction mécanique. Celui que les Tunisiens, résignés, surnomment « Robocop » a fourni la preuve qu'il est surtout un Terminator impitoyable des voix dissonantes. Juges, militants, opposants politiques, journalistes, hommes d'affaires, avocats... Une vague d'arrestations sans précédent n'arrête pas de s'abattre sur ses adversaires. Les prévenus comparaissent devant la justice sous un chef d'accusation familier des pires dictatures du passé : «Complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État».

De mémoire de Tunisien, on n'a jamais vu un tel niveau de répression même sous la période Ben Ali que bien des Tunisiens, gagnés par une immense déception politique et aux prises avec une crise économique et sociale sans précédent, en sont arrivés à regretter. Au moins avec l'ex-président, la population jouissait d'un certain bien-être social, mangeait à sa faim, trouvait du travail grâce à une économie prospère qui produisait de la richesse. Les fruits de cette réussite se sont envolés comme un essaim d'oiseaux apeurés tout comme les acquis de la révolution confisqués par un président agissant comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Il faut dire que Saïed a entamé son travail de sape en étant fort du soutien de l'élite sociale tunisienne qui voyait en lui l'éradicateur efficace des islamistes d'En-

nahda dont il a fait l'ennemi à abattre en faisant emprisonner ses ténors sous divers motifs «fabriqués de toutes pièces ». Mais l'aversion de Kaïs Saïed ne se limite pas seulement à Ghannouchi et ses congénères, elle s'exprime aussi, comme en témoigne le large spectre des personnalités arrêtées, contre toutes les autres composantes de la société qui osent dénoncer ses méthodes autoritaires. En fait, Kaïs Saïed est obnubilé par son projet politique hautement hasardeux, la «construction démocratique par la base» où la souveraineté revient au peuple. Dans sa vision dangereusement messianique, l'instauration d'un tel schéma passe par la liquidation de tous les corps intermédiaires, partis et syndicats.

Le voilà qui montre une autre facette sombre de sa personnalité en s'en prenant contre toute attente aux migrants subsahariens vivant sur le sol tunisien en les plaçant dans un « plan criminel pour changer la composition du paysage démographique » du pays. Rien que ça. Il qualifie sa nouvelle cible de source de «violence, de crimes et d'actes inacceptables», appelant à «mettre rapidement fin» à la présence des migrants en Tunisie. Ces propos horriblement choquants, vigoureusement condamnés en interne et en Afrique, déclenchent aussitôt une vaste chasse à l'homme dans tout le pays. Désignés ainsi à la

vindictive, les migrants clandestins fuient leurs agresseurs, laissant derrière eux le peu qu'ils possèdent. Les pourchassés ne doivent leur salut qu'à l'intervention des autorités de leurs pays d'origine, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali... qui ont organisé des vols de rapatriement de leurs ressortissants.

La Tunisie sous l'emprise de Kaïs Saïed renvoie l'image désolante d'une société divisée et malheureuse, d'une transition politique en ruine et d'un terreau où prospère aussi la haine et la xénophobie exprimée par l'homme fort du pays. Tel est le bilan du professeur de droit qui s'est abattu comme un Scud sur ce beau pays qu'il a vassalisé, autre exploit, à l'Algérie des caporaux. Dramatique. Bourguiba et même Ben Ali doivent se retourner dans leurs tombes.

La Tunisie sous l'emprise de Kaïs Saïed renvoie l'image désolante d'une société divisée et malheureuse, d'une transition politique en ruine et d'un terreau où prospère aussi la haine et la xénophobie

Côté BASSE-COUR



PROPOS RACISTE DE SAIED: LA BANQUE MONDIALE LÂCHE LA TUNISIE



Justice

Les faux témoins dans le viseur

Il n'est pas rare qu'un inconnu aborde un justiciable aux abords d'un tribunal pour lui demander s'il a besoin d'un témoin. En fait, d'un faux témoin. Le faux témoignage est une activité prospère au Maroc, exercée par des gens sans foi ni loi moyennant bakchich. Le faux témoignage, que ce soit contre l'accusé ou en sa faveur, est puni par la loi d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans dans une affaire criminelle contre 5 ans pour les dossiers délictuels. Ces sanctions n'ont pas empê-

ché le phénomène de prendre de l'ampleur. Si bien que le ministre de la Justice a décidé de s'y attaquer par des méthodes soft. Via la mise en place un portail électronique dont le rôle est de répertorier les témoins désireux d'intervenir dans le cadre des dossiers judiciaires. Permettant de recueillir les données personnelles sur les témoins, la digitalisation est de nature à avoir un effet dissuasif sur les professionnels du parjure qui ne connaissent que le serment du mensonge.

Unité pionnière à Bouknadel

Une unité de proximité et de prise en charge des femmes et enfants victimes de violences a été inaugurée samedi 4 mars dans le centre de santé de Bouknadel dans la région de Salé. Objectif : améliorer la qualité des services socio-sanitaires dans la commune en faveur de ces personnes. Projet pionnier au Maroc, cette unité est le fruit d'un partenariat entre le ministère de la Santé et l'ONG «Touche pas à mon enfant» fondée et dirigée par Najat Anouar. En

vertu de cette collaboration, le ministère et la commune de Bouknadel ont mis à la disposition de cette structure une équipe dédiée formée de techniciens, ambulanciers, assistants sociaux et agents communaux. Le rôle de ces derniers consiste à informer les autorités judiciaires et juridiques du drame survenu, fournir une prise en charge rapide aux victimes des violences avec suivi de leurs cas en les orientant vers l'établissement de soins approprié.

JOURNÉE DE LA FEMME



Scandales de la 7ème édition de la CHAN en Algérie

La CAF botte en touche

La Confédération africaine de football, on sait botter en touche pour éviter de prendre ses responsabilités. Le jury disciplinaire de cette instance en a administré la preuve éclatante avec ses verdicts « ni figue-ni raisin » dans deux dossiers liés où les intérêts du Maroc ont été clairement piétinés par l'Algérie. Le premier concerne le non-show forcé de l'équipe nationale de football au Championnat d'Afrique des nations (CHAN) organisé par l'Algérie en janvier 2023. Un fait qui n'a pas tiré à conséquence pour le Maroc « en raison de circonstances totalement indépendantes de sa volonté, et en tant que tel aucune sanction de quelque nature que ce soit n'est imposée à la Fédération royale marocaine », ont estimé à raison les gardiens du temple disciplinaire de la CAF. Si le Maroc n'a pas participé à la 7ème édition de la CHAN dont il est le double tenant du titre, c'est parce que le pays organisateur a refusé d'ouvrir son espace aérien aux joueurs locaux marocains. Ces derniers ont attendu jusqu'à la dernière minute à l'aéroport de Rabat-Salé l'autorisation de vol direct pour Constantine. Une séquence d'attente qui s'est déroulée sous le regard des patrons de la CAF Patrice Motsepe, de la FIFA Gianni Infantino et du président de la FRMF Fouzi Lekjaa. Ce dernier a refusé la proposition algérienne d'emprunter un trajet via Tunis, en violation des « clauses du cahier des charges des compétitions africaines ». Mais l'Algérie, aveuglée par sa haine malade du Maroc, s'est cachée derrière la décision de fermer son ciel aux compagnies marocaines pour imposer des vols avec escale y compris aux équipes sportives marocaines. L'autre dossier est tout aussi grave ayant trait au discours scandaleux du petit-fils de Mandela, un mercenaire acheté par Alger, qui a appelé le 13 janvier lors de la cérémonie d'ouverture de la CHAN à la lutte « pour libérer le Sahara occidental de l'oppression ». Le Maroc a l'habitude des aboiements si récurrents des autorités algériennes contre son intégrité territoriale qu'il ne les entend même plus. Mais sous-traiter ces aboiements à un petit gangster en ouverture d'un tournoi sportif continental représente clairement une violation inadmissible du règlement de la CAF et une atteinte frontale contre le sport et ses valeurs. Or, dans son verdict, le jury disciplinaire de la CAF a jugé bizarrement judiciaire de « ne pas retenir la responsabilité du fait d'autrui à la fédération algérienne de Football », se contentant de faire « un rappel formel à toutes les associations nationales pour qu'elles soient conscientes que les dispositions de la responsabilité d'autrui et de la responsabilité objective peuvent à l'avenir être appliquées à la suite de toute déclaration politique (...) » lors d'une compétition ou événement officiel de la CAF.



Patrice Motsepe, président de la CAF.

Le fait de ne pas sanctionner l'Algérie pour ce fait provocateur en particulier a poussé Fouzi Lekjaa à interjeter appel des décisions de la commission de discipline de la CAF pour lesquelles il s'est déclaré « insatisfait ». La CAF semble avoir cherché dans sa démarche à couper la poire en deux. Ne pas sanctionner financièrement la FRMF pour son boycott contraint de la CHAN et adresser un simple rappel épistolaire à l'ordre à l'adresse la de fédération algérienne de football. Mais en agissant ainsi, la Confédération du football africain a surtout évité de mouiller son maillot.

Akdital affiche une belle santé financière

Au 4ème trimestre 2022, le groupe Akdital a réalisé un chiffre d'affaires de 318 MDH, en hausse de 69,1% par rapport à la même période de 2021, confirmant ainsi la croissance soutenue de ses activités. Le chiffre d'affaires a franchi, quant à lui, le cap de 1 milliard de DH, soit une progression de 34,2% par rapport à l'année précédente. Cette performance remarquable est le fruit de la stratégie d'expansion menée par le leader national de la santé privée. En effet, en 2022, le groupe a bénéficié de l'effet d'une année 2021 marquée par plusieurs ouvertures et acquisitions d'établissements, notamment l'Hôpital Privé d'El Jadida, le Centre International d'Oncologie d'El Jadida, la clinique

Da Vinci, et la clinique pédiatrique Atfal de Casablanca, ainsi que des ouvertures de nouveaux établissements en 2022 dans plusieurs villes du pays. Les entités historiques ont poursuivi en parallèle leur progression en 2022, consolidant ainsi leur positionnement et la confiance de leurs patients. Durant le premier trimestre 2023, Akdital finalisera son deuxième plan d'investissement avec l'ouverture de 4 nouveaux établissements à Fès, Bouskoura et Mohammedia. Fort de de la densité de son maillage territorial et de la qualité de son offre de soins qui couvre toutes les spécialités, Akdital est bien positionné pour mieux accompagner la dynamique initiée par la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire.



Côté BASSE-COUR



Escroquerie immobilière

L'accusée principale se tire d'affaires...

Les escroqueries immobilières au Maroc, qui frappent de plus en plus de clients, continuent de plus belle, sans que les coupables ne soient vraiment inquiétés. Ces derniers arrivent souvent à se tirer d'affaires en exploitant les contradictions du système judiciaire. Le verdict est tombé lundi 20 février dans une affaire troublante, examinée depuis quelques mois devant la Cour d'appel à Casablanca. Le jugement est encore plus décevant pour le plaignant qui s'attendait à ce que la justice fasse condamner le cerveau d'une escroquerie ingénieuse, la directrice commerciale de l'entreprise, en l'occurrence. Mais celle-ci, poursuivie en état de liberté, n'a pas été curieusement inquiétée, elle s'en est tirée en appel comme en première instance. Mieux encore, l'un des commerciaux qui travaillait sous ses ordres a été innocenté en appel après avoir été condamné, preuves à l'appui, à un an de prison ferme en première instance avec réduction des dommages et intérêts de 140.000 à 100.000 DH... Les victimes de la tromperie sont des clients d'un projet immobilier à Sidi Rahal dans la banlieue de Casablanca. Le procédé frauduleux consiste à leur faire croire, lors de la phase de la réservation de leur bien, qu'elle, la directrice commerciale, a le pouvoir d'intervenir en leur faveur pour faire baisser de manière significative le prix du logement. En échange de cette faveur en fait illusoire, elle empoche avec la complicité de ses deux collaborateurs pour chaque

opération la somme d'au moins 20.000 DH au titre de récompense. Se comptant par plusieurs dizaines, les victimes sont principalement des Marocains de l'étranger. Quant au promoteur qui se trouvait à l'étranger au moment des faits, il s'agit d'un investisseur franco-marocain qui a créé plusieurs milliers d'emplois au Maroc dans l'industrie. Or, toutes les preuves sont contre cette femme, matérialisées notamment par les aveux accablants consignés dans le PV de la gendarmerie de deux commerciaux opérant sous ses ordres. Venant à l'appui de cette déposition, un enregistrement audio où l'un d'eux avoue clairement au plaignant, le promoteur lésé, avoir partagé avec l'accusée principale à 50/50 les sommes soutirées de façon malhonnête aux futurs acquéreurs. Un système d'encaissement frauduleux qu'elle a déjà utilisé, selon son complice, chez leur ancien employeur immobilier... Poursuivie dans une affaire similaire, le cerveau de l'escroquerie c'est clairement elle. Et voilà que l'inculpée qui est passé à table est blanchi de toute accusation qui lui avait valu un an d'emprisonnement ferme en première instance. Mais pas l'accusée principale alors qu'elle est l'artisan présumé de l'escroquerie qui bizarrement s'en est tirée à très bon compte en déployant, paraît-il, des arguments en béton ! Le plaignant, qui a porté plainte contre les mêmes personnes accusées d'avoir sévi avec le même opératoire frauduleux dans un autre projet immobilier, n'est pas encore au bout de ses peines.

Beurgeois GENTLEMAN

Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (17)

Entre Dominique Voynet et Lionel Jospin, c'est une histoire non pas platonique, mais atomique. La Voynet a donné l'avoinée au trotskiste Jospin ! Ce rouge qui s'est fait ripoliner en rose pour essayer de devenir président de la République s'est fait lamentablement sortir par Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002... C'était bien La Peine de se présenter pour se vautrer ainsi, ça n'en valait pas Le Pen... Depuis, après avoir reçu l'avoinée de sa vie, l'ex-trotskiste s'est définitivement retiré de la vie politique. Ce garçon aura porté un coup fatal à la recherche française en sabordant le projet nucléaire Superphénix qui avait coûté 10 milliards d'euros pour sa construction... Actuellement, ce site coûte « un pognon de dingue » pour sa déconstruction... La défense de l'actuelle Présidence de la République consistant à rappeler qu'elle a repoussé l'objectif de 50 % de nucléaire dans le mix électrique de 2025 à 2035 pour « donner de la visibilité à la filière » est assez légère : c'était uniquement pour draguer Nicolas Hulot... La hulotte a fini par s'envoler dans la nuit noire en claquant des ailes la porte de la Macronie quand elle a constaté que le grand-duc, l'actuel résident du Palais de l'Élysée se foutait de sa gueule de chouette. Et même si Macrouste repousse l'échéance de 50 % de nucléaire, il ne peut pas faire l'électrification des usages et de l'hydrogène sans augmenter la production d'électricité décarbonée. Or Macrouste n'en a pas tenu compte, et n'a pas



remis en cause la loi de transition énergétique et de croissance verte qui tablait sur une consommation électrique qui stagnerait. Une fois n'est pas coutume une sénatrice rattachée au groupe communiste, abonde dans ce sens... Selon elle, la première responsabilité, c'est celle de l'Etat français, qui est clairement dans une fuite en avant. On ne peut pas dire qu'EDF n'avait pas travaillé sur les nécessités financières sur le grand carénage, c'est l'Etat qui a tergiversé et a fait l'autruche sur les besoins financiers, puis a trouvé un bouc émissaire qui est le président d'EDF. La France n'a jamais voulu avoir une confrontation objective avec les écologistes sur ce sujet pendant le quinquennat gauche (et non pas de gauche) de Franck Netherlands - quinquennat qui s'est rétréci en tri-nanas (François Hollande avait un comportement qui a rendu ces trois nanas folles : Ségolène Royal, Valérie Trierweiler et Julie Gayet). Depuis Jospin, chaque nouvel arrivant aux affaires faisait comme si en diminuant le nucléaire, on allait faire plus d'énergies renouvelables. Qu'il est loin, le temps des pionniers de l'indépendance énergétique de la France... Des personnes de la trempe de Marcel Boiteux, né en 1922, aujourd'hui un peu plus que centenaire, ont disparu des cercles du pouvoir et ont été remplacés par des communicateurs zélés qui se réveillent à 4 du matin, pour être à l'heure aux séances de maquillage des 3 chaînes de télé-diarrhée-infos-continues appartenant aux trois milliardaires Bolloré, Bouygues et Drahi... Après la séance de maquillage de 6 h du matin, ils révisent les punchlines à asséner aux journalistes animateurs des matinales de ZNews, LCI, et autres BFM télés des 3 milliardaires précités ! Mais revenons à notre mouton de l'aïd pas boiteux du tout ! Marcel Boiteux a suivi sa scolarité au Lycée Montaigne à Bordeaux... (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Côté **BASSE-COUR**



Égalité devant l'héritage, le PJD relance une affaire qui partage...

Les islamistes sont de nouveau vent debout contre le projet de réforme du code de la famille, notamment le point très sensible portant sur le partage de l'héritage. Dans un communiqué rendu public à l'issue de la réunion extraordinaire de son secrétariat général le 28 février, le PJD a relancé le débat en critiquant vertement la revendication de certains milieux féministes consistant à instaurer l'égalité en matière d'héritage. Or, selon le PJD cette vieille réclamation, remise aujourd'hui sur le tapis, « va à l'encontre des convictions de la société marocaine musulmane et de ses véritables attentes » et représente une menace pour « la structure familiale » et pour « la paix sociale et familiale ». La question est très complexe et elle divise au plus haut point. Toucher au dispositif successoral musulman, clairement défini dans la Coran, à savoir que la femme hérite de la moitié de la part de l'homme, revient à amender ce qui relève de la prescription divine. Gardienne du temple religieux au Maroc dans ce qu'il a de plus sensible, la Rabita des oulémas du Maroc rejoint la position du PJD sur ce sujet. Aucune réforme touchant aux recommandations coraniques en général n'est possible sans son accord. Une ligne rouge impossible à franchir. Les crispations autour de l'héritage ne sont pas nouvelles, régulièrement exprimées par les milieux progressistes qui trouvent que la femme est lésée même si en vérité elle hérite, selon la répartition coranique, de la moitié dans plusieurs configurations (la fille unique, la fille unique du fils en l'absence de fille, la sœur germaine en l'absence de père, de frère, de fils et de petit-fils, la sœur consanguine en l'absence de père, de frère, de fils et de petit-fils). En 2015, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) avait publié un rapport dans

lequel il appelait à « garantir aux femmes les mêmes droits de succession que les hommes ». Mais son appel n'a pas trouvé écho auprès de la société. Dans ce domaine, les Marocains sont conservateurs et très partagés.



Abdelilah Benkirane. Pas touche à l'héritage !

CIH > BANK

ON M'A DIT :
"OCCUPE-TOI DE
TA MAISON"

J'AI CRÉÉ MA SOCIÉTÉ DE DESIGN
@DarChitect

Commence ton projet
dès maintenant avec

SAYIDATI PRO





Le Maigret du CANARD



Le tagine risque d'être encore plus cher

Les ingrédients d'une nouvelle hausse en ébullition

Le Maroc est confronté à une tension réelle sur le marché des intrants et des semences qui pourrait mettre de nouveau le feu aux prix des fruits et légumes. Révélations.

Ahmed Zoubair

A compter du 1er février 2023, les importateurs des produits et équipements à usage agricole sont soumis à une TVA de l'ordre de 20%. Toutes les fournitures, intrants et machines, excepté celles destinés à l'irrigation, sont imposables. Ainsi en ont décidé les faiseurs de la Loi de finances 2023. Cette nouvelle mesure n'est pas du goût des fournisseurs d'intrants agricoles obligés d'acquitter la TVA. Ce qui, se plaignent-ils, induit une pression sur leur trésorerie surtout qu'ils ne doivent pas, en vertu de cette nouvelle décision fiscale, répercuter le montant de la taxe sur les prix de vente aux clients que sont principalement les agriculteurs. L'objectif étant d'éviter un renchérissement des produits agricoles en permettant aux fellahs de produire à des coûts de revient raisonnables.

Pour bénéficier du remboursement de la TVA déjà versée, l'importateur est tenu d'en faire la demande par voie électronique auprès de l'administration fiscale en y joignant un certain nombre de justificatifs dont la facture proforma mentionnant les marchandises importées avec prix d'achat et TVA correspondante. Le hic c'est que les importateurs ne récupèrent pas les montants de la TVA dans un délai court de quelques mois mais doivent attendre deux ou trois ans et l'écoulement de leurs stocks de la saison pour qu'ils soient exigibles. «Ce recouvrement tardif de la TVA est préjudiciable à notre activité exercée surtout par des PME dont la trésorerie risque de souffrir fortement», indique un distributeur qui dénonce un dispositif pervers aux conséquences lourdes sur le secteur. «Le fait de ne pas répercuter immédiatement la TVA sur le client et d'attendre quelques années pour la récupérer fait peser un risque de faillite sur les agents importateurs d'intrants et machines agricoles»,



Le ministre de l'Agriculture Mohamed Sadiki interpellé.

renchérit un autre distributeur. Un opérateur reconnaît avoir pris la décision concertée avec son associé de suspendre leurs importations «en attendant d'y voir plus clair».

La disparition potentielle des petites structures profiterait directement aux multinationales qui disposent de représentants au Maroc, fait remarquer pour sa part un expert du secteur. Ce qui fait craindre pour certains la constitution de situations de monopole commercial dans un marché stratégique. D'ores et déjà, certaines enseignes anticipent la crise à venir en pensant sérieusement à réduire la voilure par la diminution du volume de leurs commandes. Ce scénario n'est pas forcément la meilleure parade en ce sens que les fournisseurs étrangers peuvent être fortement tentés de se détourner des entreprises qui ne leur garantissent pas un certain chiffre d'affaires.

«Le Maroc est déjà pour eux un petit marché», affirme un petit détaillant qui craint que cette histoire de TVA non facturée au client ne finisse par impacter la filière agricole en faisant flamber les prix des légumes essen-

tiellement. Dans le même registre, les exploitants agricoles marocains se sont inquiétés tout récemment d'un renchérissement non motivé de l'ordre de 8 à 10%, constaté dans toute la gamme de produits comme les semences, plantes et autres substances de protection des sols (herbicides, insecticides) commercialisés, via son réseau de distributeurs au Maroc, par la multinationale suisse Syngenta. Dans une correspondance en date du 2 mars adressée au directeur Maroc de la multinationale en question, le président de l'association marocaine des producteurs exportateurs de fruits et légumes (Apefel), Khalid Saidi, n'y va pas par quatre champs : «(...), votre nouvelle grille sera certainement le catalyseur d'une nouvelle avalanche d'augmentations des prix qui vont s'abattre sur nos producteurs», prévient-il. Et d'ajouter, encore plus alarmiste tout en lui demandant les raisons de cette hausse brutale : «Nos producteurs (...) vivent des moments très contraignants pour participer à approvisionner à perte les marchés locaux tout en essayant, difficilement, d'entretenir leurs clients

européens». Le ministre de l'Agriculture Mohamed Sadiki a été saisi par le patron de l'Apefel de cette situation préjudiciable à ses yeux à «notre capacité compétitive à l'export et met en danger [l'activité des] petits producteurs».

Cette hausse tarifaire des produits phytosanitaires de Syngenta est d'autant plus nuisible qu'elle intervient concomitamment à l'exemption de la TVA consentie par le gouvernement sur l'achat des produits phytosanitaires comme mesure forte visant à juguler une hausse sans précédent des prix des légumes sur le marché national. Une hausse qui a alimenté la grogne sociale et poussé plusieurs centaines de citoyens à manifester dans nombre de villes contre la vie chère induite par une inflation galopante.

En pleine crise mondiale, Syngenta a réalisé d'excellents résultats financiers pour le troisième trimestre de 2022. Les ventes du groupe ont augmenté de 20% pour atteindre 7,9 milliards de dollars, en hausse de 1,4 milliard de dollars en glissement annuel. En augmentant les prix de ses substances, Syngenta cherche à faire encore plus de superprofits au cours de l'exercice 2023. Syngenta et ses semblables ne connaissent pas la crise. Ce sont eux qui la provoquent chez la classe moyenne et les couches modestes en alimentent l'inflation par leur voracité sans limites.

Vrais gagnants du conflit en Ukraine, jamais rassasiés, ils se nourrissent tel des vampires du sang du consommateur lambda qui doit payer à chaque fois plus cher sa pitance quotidienne de base. Dans un pays où la paix sociale passe par le tagine, les décideurs doivent trouver des solutions durables pour le protéger du jeu dangereux des profiteurs de guerre... ▸



Le Maigret du CANARD



Droits des femmes

Moudawana, le texte dépassé par le contexte

Il ne suffit pas d'édicter des lois aussi-avant-gardistes soient-elles pour changer la réalité. Encore faut-il agir sur les poches de résistance et le poids des conservatismes qui perdurent au sein de la société...

Saliha Toumi

La nouvelle Moudawana, entrée en vigueur le 5 février 2004, est de moins en moins adaptée au nouveau contexte social. En un mot, elle est dépassée. Que d'eau a coulé sous les ponts depuis cette première réforme saluée alors comme une avancée majeure sur la voie de l'émancipation de la femme marocaine. Sans conteste, le texte a besoin plus que jamais d'une révision pour adapter certains aspects aux nouvelles mutations comme S.M le Roi Mohammed VI en a souligné la nécessité lors de son discours du Trône du 30 juillet 2022.

Rappelant que le Code de la famille constituait un grand pas en avant, le souverain a expliqué que celui-ci «ne suffit plus en tant que tel», arguant que «l'expérience a en effet mis en évidence certains obstacles qui empêchent de parfaire la réforme initiée et d'atteindre les objectifs escomptés».

Parmi les points épineux à revoir et qui continue à cristalliser les critiques de la société civile, le mariage des mineures. Quand bien même la loi a interdit ce dernier (la Moudawana ayant relevé l'âge du mariage de 15 à 18 ans), il peut en vertu de l'article 20 de cette même Moudawana être autorisé par le juge

de la famille dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire dans certaines situations précises. Sauf que ce qui était censé relever de la dérogation a eu tendance à se généraliser dans les faits. En effet, l'exception en la matière est devenue la règle au vu des chiffres, il est vrai, effarants relatifs aux mariages précoces. En 2020, pas moins de 13.000 dérogations sur près de 20.000 demandes déposées ont été accordées pour marier des filles mineures. Encore que ces statistiques ne représentent que la face visible de l'iceberg en raison de la persistance du mariage coutumier par simple "Fatiha" qui continue à être contracté en dehors de la voie légale. Jugé source du mal, plusieurs milieux associatifs et politiques appellent à l'abrogation de ce fameux article 20. Mais le problème est plus complexe qu'il n'y paraît. En cause, la réalité d'une bonne partie du pays, précisément le monde rural où les conditions sociales de la fille en particulier et de la femme en général sont très peu reluisantes. Une réalité à laquelle le juge de la famille tente de s'adapter à défaut de pouvoir l'ignorer... Dans le Maroc des campagnes, les filles sont souvent considérées comme une charge dont il faut se débarrasser en les mariant le plus tôt possible souvent contre leur gré. D'ailleurs, 74,3% des mariages en dessous de l'âge légal éma-

nent de familles où la décision revient au père. Or, il est incontestable que la place naturelle d'un enfant, fille ou garçon, se trouve à l'école comme le confirme l'échec, démontré par une série d'études et d'enquêtes, de la majorité des mariages précoces.

Changement des mentalités

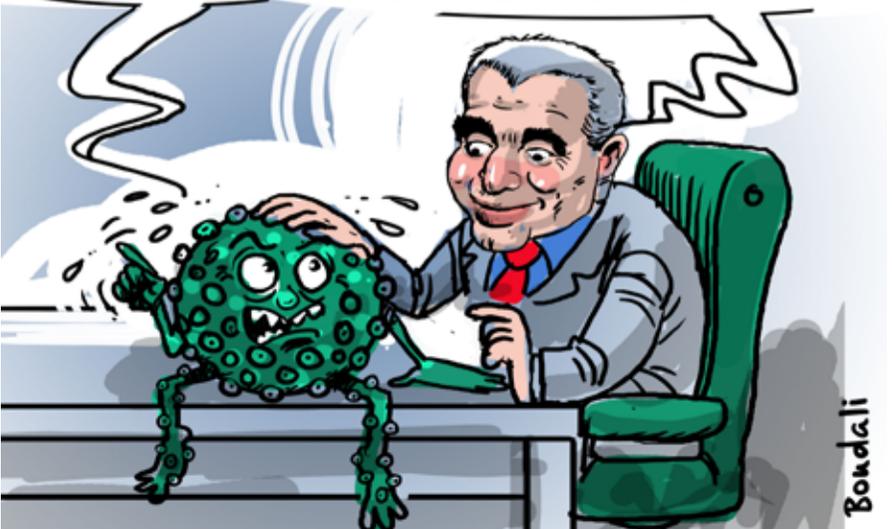
Mais le grand défi réside dans la capacité des gouvernants à agir sur le réel de la fille rurale pour le changer, sachant que la loi, ainsi que l'a montré l'article 20, ne peut pas, à elle seule, provoquer ce changement. Améliorer le sort de la gent féminine en milieu rural passe évidemment par l'éducation. Effectivement, il ne suffit pas d'édicter des lois aussi-avant-gardistes soient-elles pour changer la réalité. Justement, la Moudawana ne fait pas exception, qui se heurte aux poches de résistance et au poids des conservatismes qui perdurent au sein de la société. La Moudawana a le mérite d'exister, c'est une plate-forme juridique essentielle, mais il n'en reste pas moins qu'il est primordial de favoriser un changement des mentalités en actionnant principalement le levier éducatif en l'accompagnant par un arsenal législatif qui ne soit pas en déphasage avec réalité sociale. En somme, l'évolution tant attendue est intimement liée au degré de progrès que la société est

prête à consentir particulièrement dans le domaine de l'éducation où le Maroc cumule bien des déficits et des ratages. L'analphabétisme et l'ignorance, conjugués au dénuement et aux inégalités qui frappent encore des pans importants de la population, agissent comme un frein à toute véritable évolution de la cause des femmes.

L'amélioration des conditions socio-économiques de la majorité des citoyens dans le Maroc des villes et surtout des campagnes où la femme ne jouit pas encore de ses droits les plus élémentaires est seul à même de lui donner la place qui lui revient au sein de la société avec tout le respect et la considération dus au partenaire de l'homme. Il est vrai que le niveau de vie des Marocains en général a évolué au cours de ces deux dernières décennies mais force est de constater que la faiblesse des salaires qui est le lot des populations rivées en bas de l'échelle est source de discrimination pour les femmes surtout si elles ne sont pas indépendantes économiquement. Les divorces dans les milieux défavorisés tournent au drame, en ce sens que le mari est obligé de payer de son salaire dérisoire, insuffisant pour couvrir ses propres besoins, une pension pour sa femme et ses enfants ! Les juges des tribunaux de la famille croulent sous ces dossiers qui en disent long sur l'insuffisance des textes en l'absence d'une bouchée, matériel et éducatif, servant de protection à la fois du mari et de la femme. ▀

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ARRÊTE SON BULLETIN COVID QUOTIDIEN QUI DEVIENT HEBDOMADAIRE

POURQUOI VOUS NOUS AVEZ DÉGRADÉS ? VOUS ÊTES DEVENUS TROP GENTILS, UNE FOIS PAR SEMAINE ÇA NE FERA DE MAL À PERSONNE...



La femme rurale, la principale laissée-pour-compte...

Selon une enquête réalisée en 2021 par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), la population féminine rurale est estimée à 6,5 millions de femmes, soit plus de 18% de la population nationale. Près de 59 % d'entre elles sont en âge d'activité (15-59 ans) contre 29,6% âgées de moins de 15 ans et 11% de 60 ans et plus. Selon le HCP, cette catégorie est la plus vulnérable car la plus touchée par la précarité. En dépit des efforts déployés par les pouvoirs publics, la situation de la femme rurale reste assez difficile et plombe le classement mondial du Maroc dans les indices de développement humain.

Les femmes rurales sont confrontées à divers maux, essentiellement l'analphabétisme et la pauvreté. D'après les données du HCP, le taux de scolarisation dans le cycle primaire des jeunes filles rurales est passé de 45% en 2017 à près de 70% en 2020. Mais plusieurs contraintes les empêchent de poursuivre leur scolarité, comme le travail dans les champs. Or, l'éducation est l'un des moyens les plus sûrs pour améliorer le sort des femmes rurales, notamment en encourageant la scolarisation des filles. En effet, plus une jeune fille est éduquée, moins elle a de risque d'être mariée enfant et donc de perpétuer son statut de victime et de défavorisée.



Le Maigret du CANARD



Dépendance des finances publiques des recettes fiscales générées par les fumeurs

Faut-il désintoxiquer l'État?

Censée aboutir à une réduction du phénomène du tabagisme au Maroc, la forte taxation des industriels du tabac n'a comme effet concret que de renflouer les caisses de l'État avec l'argent des fumeurs. Éthiquement délicat.

Jamil Manar

Les différentes activités à fort potentiel addictif sont néfastes pour la santé mais rapportent gros aux caisses de l'État. Ainsi des produits licites comme la cigarette qui continue à elle seule de doper les recettes fiscales au-delà des prévisions, 11,8 milliards de DH en 2022 ! Dans son projet de loi de finances de l'année 2023, le gouvernement, encore plus optimiste, table sur plus de 14 milliards de DH au titre des taxes pour les tabacs manufacturés, les boissons alcoolisées et les bières. Il y a de quoi s'alarmer devant cette hausse continue de la fiscalité générée par la communauté des fumeurs et des buveurs qui en dit long sur la recrudescence de la consommation de ces deux produits dont les dégâts sont énormes notamment en termes de coût sanitaire...

Mais les pouvoirs publics ne semblent pas s'en émouvoir alors que ces prélèvements fiscaux faramineux se font en quelque sorte au détriment de la santé du consommateur. A caractère éthique, le problème se pose principalement pour la cigarette dont les effets ravageurs sur la santé (cancer des poumons notamment) sont connus. Dans de nombreux pays, la décision de taxer le tabac relève d'une obligation morale dont l'effet escompté est de pousser les fumeurs à renoncer à la cigarette ou en réduire du moins la consommation. Tel n'est pas le cas puisque le tabagisme ne

fait qu'augmenter au fil des ans et avec lui les recettes fiscales. Ce qui montre clairement l'absence réel d'un lien de causalité entre la taxation de plus en plus forte de la cigarette et la réduction du tabagisme. Autrement dit, les hausses des taxes répétées imposées aux industriels du tabac qui les répercutent sur leurs clients dépendants ne sont pas le levier le plus efficace pour lutter efficacement contre le phénomène du tabagisme.

Interdiction de fumer

L'obligation faite aux industriels du tabac d'imprimer des avertissements du genre « Fumer tue » sur les paquets de cigarettes n'a pas non plus montré son utilité. Être averti des dangers de la cigarette n'est pas suffisant pour arrêter de fumer mais permet aux pouvoirs publics de se donner bonne conscience sans aucune obligation de résultat. En cause, la nicotine, cette substance puissante, un véritable poison, qui provoque la dépendance et s'installe au cerveau après chaque bouffée de cigarette. C'est elle qui annule l'effet des diverses mesures anti-tabac comme l'interdiction de la publicité sur la cigarette, la hausse continue des taxes sur le tabac ou les mises en garde sur les emballages de la cigarette. Pour preuve, quelque 6 millions de Marocains sur quelque 40 millions d'habitants fument dont 5,4 millions d'adultes et un demi-million



Les fumeurs au Maroc sont estimés à 6 près de 6 millions .

de mineurs de moins de 18 ans. Ce qui en fait, avec plus de 15 milliards de cigarettes par an, l'un des plus grands consommateurs de tabac dans la zone méditerranéenne. Mais le gouvernement marocain se contente d'enranger bon an mal an ce qui ressemble à une rente fiscale en hausse perpétuelle. Une hausse qui continue à être absorbée par une population accro au tabac devant une absence de dispositifs de prévention et de sensibilisation sur les dangers de la cigarette. Le gouvernement n'intervient même pas pour lutter contre le tabagisme passif en faisant respecter l'interdiction de fumer dans les lieux publics qui a fait l'objet d'une loi votée en 1991. A ce jour, les non-fumeurs attendent toujours les décrets d'application...

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a sorti en janvier 2022 un excellent rapport sur le phénomène des addictions au Maroc où il a tiré, chiffres à l'appui, la sonnette d'alarme sur l'absence de leur prise en charge par les organismes de protection sociale en tant que maladies, alors qu'elles sont considérées comme telles par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à ce titre éligibles aux soins. Dans ses conclusions, le rapport, réalisé dans le cadre d'une auto-saisine, relève également que les biens et services licites à fort potentiel addictif représentent un volume d'affaire de l'ordre de 3% du PIB (plus de 30 mil-

liards de DH) et pèsent de plus de 9% dans les recettes fiscales de l'État. Le document recommande ainsi qu'une partie de ces revenus soit affectée à la prévention et aux soins contre les troubles addictifs. Chez les décideurs politiques, ces propositions n'ont pas fait un tabac. ▀

Épidémie industrielle

L'addiction au tabac est un phénomène massif au Maroc. Selon les informations fournies par le site de la Fondation Lalla Salma, plus d'un homme sur trois (31,5%) et 3,3% des femmes sont fumeurs. De plus, 41% de la population est exposée au tabagisme passif. Ces chiffres confirmés par le ministère de la Santé en 2018 ont été revus à la baisse au niveau de « l'enquête nationale sur les facteurs de risques communs des maladies non transmissibles (Ministère de la Santé 2017-2018) publiée en 2020. Selon les résultats de cette dernière enquête, la prévalence du tabagisme au Maroc est de 13,4% chez les adultes de plus de 18 ans, dont 26,90% chez les hommes et 0,4% chez les femmes. L'exposition au tabagisme passif dans les lieux publics et professionnels est quant à elle estimée à 35,6% »

Extrait du rapport du CESE

L'ONU CONCOCTE UN ACCORD SUR LA PROTECTION DE LA HAUTE MER

TU CROIS QUE LE MACHIN PEUT S'ATTAQUER AUX GROS POISSONS ?



ZAG



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

Le modèle agro-exportateur et la souveraineté alimentaire

Au cours des derniers jours, suite au renchérissement sans précédent des denrées alimentaires de base, qui sont devenues hors de portée de la majorité des familles, on a assisté à une vague de protestations populaires et spontanées à travers différentes régions du pays. Pour apaiser la situation et éteindre l'étincelle, le gouvernement est enfin sorti de son mutisme pour s'expliquer et prendre des mesures urgentes dans l'espoir de voir les conditions du marché revenir à la normale. Effectivement, les prix affichés sur les différentes places enregistrent une tendance légère à la baisse mais pour combien de temps encore, dans la mesure où le gouvernement ne s'est pas attaqué aux facteurs ayant conduit à l'envolée des prix et tout particulièrement aux facteurs endogènes et systémiques.

Après chaque crise, on nous promet des changements de paradigme et d'orientation et que la situation ne sera plus comme avant. Ainsi, lors de la crise covid, la question de l'indépendance économique revenait comme un leitmotiv. Il était question de souveraineté alimentaire, de souveraineté énergétique, de souveraineté sanitaire...

Intéressons-nous à la question de souveraineté alimentaire et posons-nous la question suivante : est-elle compatible avec les orientations du plan Maroc Vert et du plan «Génération Green» qui lui a succédé ? Nous répondons d'emblée par la négative et nous en expliquons les raisons. D'ailleurs, ce plan Maroc Vert est décrié de toutes parts. Même ceux qui étaient auparavant réticents se sont rendus à l'évidence que ce plan a été à l'origine du déséquilibre que connaît le marché des produits agricoles, ne serait-ce qu'en privilégiant l'export au

détriment de l'approvisionnement du marché local.

Ce qui est demandé aujourd'hui, c'est de revoir notre modèle de développement d'une façon générale et le modèle agro-exportateur à l'œuvre depuis les années quatre-vingts du siècle dernier. Ce modèle s'inscrit dans la logique du libre-échange et de loi ricardienne des avantages comparatifs. Selon cette théorie, largement critiquée par ailleurs, un pays aurait intérêt à produire des biens dans lesquels il dispose d'un avantage et les échanger contre des biens dans lesquels il est relativement désavantagé.

On ne se pose nullement la question de l'indépendance économique et de la nécessité d'assurer la souveraineté alimentaire ou autres.

Bien sûr, ce choix n'est pas né ex-nihilo. Il est le produit d'une histoire mouvementée du Maroc post-colonial qui a commencé dès le début des années soixante avec la récupération des terres de la colonisation qui ont été spoliées aux paysans marocains. Contre toute attente, ces terres récupérées (autour d'un million d'hectares), situées dans les plaines fertiles du pays et dont une partie irriguée, n'ont pas été remises intégralement à leurs anciens propriétaires/exploitants dans le cadre d'une réforme agraire, mais elles ont été mises sous la tutelle de l'Etat et exploitées par deux entreprises publiques, SODEA et SOGETA.

Une partie non négligeable est passée, par des moyens discutables, entre les mains des gros propriétaires marocains. Par la suite, l'Etat s'est débarrassé de ce capital foncier public au profit des personnes influentes politiquement et socialement, à travers un système de location de longue durée moyennant des montants symboliques.

Ce processus a conduit à l'émergence d'une classe de capitalistes agraires qui détient les terres les plus fertiles du pays et situées dans les zones irriguées. Une classe réduite en nombre, mais suffisamment forte en influence pour infléchir les politiques publiques et peser sur les choix de développement en s'appuyant sur ses ramifications dans l'administration et les centres de décision.

Une partie non négligeable de cette nouvelle classe capitalise dans l'agriculture n'est pas uniquement d'origine rurale, mais elle est issue également des rangs de la « bourgeoisie bureaucratique » citadine et de la « bourgeoisie affairiste »

exerçant dans les activités spéculatives et rentières. Elle s'est servie des largesses de l'administration sous forme d'exonérations fiscales, de subventions à tout va y compris l'utilisation de l'eau d'irrigation quasi-gratuit, d'une main d'œuvre exploitable et corvéable à merci. Il a fallu des années de combat pour imposer l'élargissement de la sécurité sociale à l'agriculture, des décennies de luttes et de revendications pour appliquer l'alignement du SMAG (salaire minimum dans l'agriculture fixé à la journée) sur le SMIG. Un accord social, signé dans ce sens en 2011, est resté lettre morte. Ce n'est que lors de l'accord social d'avril 2022 qu'une augmentation de 10% du SMAG fut décidée en perspective de l'alignement définitif en 2028 ! En fin de compte, cette bourgeoisie agraire a eu le beurre et l'argent du beurre.

Le choix est fait et la sentence est rendue. Injustement et cruellement. En revanche, la paysannerie laborieuse qui peuple nos campagnes et qui vit dans le dénuement total a été sacrifiée, laissée à l'abandon et demeure à la merci des mesures de lutte contre la pauvreté et l'enclavement du monde rural. Et pourtant, il y avait un autre choix possible que d'autres pays ont suivi et qui les a mis à l'abri des vicissitudes du marché mondial et des perturbations des chaînes de valeur et d'approvisionnement. Ce choix est celui du développement de l'agriculture paysanne qui mobilise les forces vives de notre paysannerie riche, faut-il le souligner, d'une histoire millénaire et d'un génie créateur. Ce choix serait à même de garantir notre sécurité alimentaire et d'assurer au pays un mieux vivre en réduisant la pauvreté et en améliorant le cadre de vie de nos campagnes.

Il va sans dire qu'un tel choix a nécessairement des exigences. Il nécessite la définition d'une politique de développement rural axé sur l'inclusivité et la mobilisation populaire en s'appuyant sur le savoir-faire acquis au fil des années par le paysan marocain.

Ce modèle a l'avantage d'assurer une agriculture durable, peu consommatrice d'intrants et économe en matière d'eaux. Il assure un meilleur équilibre entre l'homme et la nature, plus de justice sociale. Il est fortement créateur d'emplois et de valeur ajoutée, sans perdre de vue ses impacts multiples sur la santé du citoyen.

En plaidant pour le développement de l'agriculture paysanne et solidaire, il n'est pas dans notre intention de condamner tout recours à l'agriculture capitaliste et à l'exportation de nos produits agro-alimentaires. Le tout doit s'inscrire dans un modèle de développement équilibré et orienté en priorité vers la satisfaction des besoins de la population. En somme, les deux secteurs, les deux piliers pour reprendre la terminologie du PMV, doivent évoluer en parfaite symbiose avec une affectation équitable et démocratique des ressources disponibles.

Ce qui est loin d'être le cas pour le moment. ▀

LE MAROC MULTIPLIE LES SORTIES : SORTIE DE LA LISTE GRISE DU GAFI, SORTIE DU TRÉSOR À L'INTERNATIONAL, SORTIE DE L'INFLUENCE FRANÇAISE...

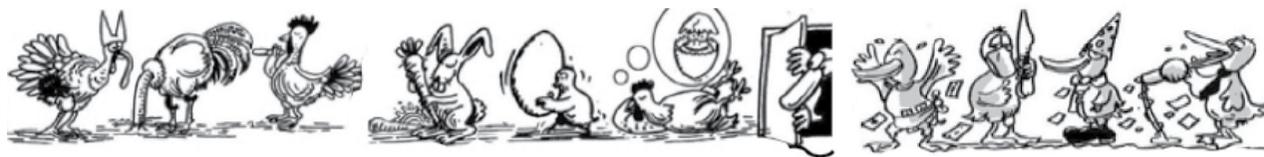
MAIS ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE



Boudali



Bec et ONGLES



Aawatif Hayar, ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, l'Istqlalienne

Tout femme, tout fun...

Ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, l'Istqlalienne Aawatif Hayar reçoit une équipe féminine du Canard à l'occasion de la Fête de la femme.

Que vous inspire la Journée internationale du 8 mars en tant que femme et ministre en charge de la Famille ?

D'abord une remarque : Ils auraient pu ajouter la cause masculine dans l'intitulé de ma fonction hautement importante. Cela m'aurait fait plaisir et m'honore en tant que femme ambitieuse, très proche de son époux, battante mais jamais battue. Cela dit, le 8 mars est synonyme pour moi d'une foultitude de bonnes choses. L'amour, les fleurs, les cadeaux, la liberté et la fin du sexisme et des discriminations.

Mais encore ?

Toute ma vie, j'ai agi en femme de combat qui se bat pour sa famille. A cet égard, je suis fière d'avoir un mari qui se bat à mes côtés dans la vie autant familiale que ministérielle. J'en ai fait mon proche collaborateur quand j'étais présidente de l'université Hassan II de Casablanca et mon conseiller spécial dès que j'étais été parachutée, pardon nommée au gouvernement.

Ça prouve quoi selon vous ?

Une seule chose. Que l'homme et la femme sont des partenaires qui non seulement se complètent mais s'entraident. Cela prouve aussi que la femme peut être supérieure de l'homme et le pistonner pour lui trouver du travail.

Votre message aux femmes ?

J'invite mes congénères, les femmes patronnes comme moi, à privilégier leur mari dans leurs opérations de recrutement. L'amour du proche bien ordonné commence par soi-même. C'est ma doctrine très istqlalienne par rapport à la politique de proximité que je suis fière d'avoir réinventée. J'attends le moment opportun pour embaucher dans le cadre de mes attributions portant sur la Famille mon fils, une cousine lointaine et l'amie d'un oncle très charmant.

Cela se voit que vous êtes une femme très occupée qui n'a pas le temps pour agir en faveur de la cause de la femme, donner un contenu à la solidarité et l'insertion sociale ...

Absolument. Mais j'ai des idées extraordinaires sur ce qu'il faut faire : il faut d'abord réformer la Mou-

dawana qui ne relève pas de mon ressort, interdire le mariage et le travail des petites filles qui font partie de la responsabilité des ministères de la Justice et de l'Emploi.

En quoi consiste votre rôle de ministre ?

Mon rôle s'inscrit dans une globalité constructive qui intègre la solidarité, l'insertion sociale et la famille. Mes attributions sont un peu vagues mais je travaille tous les jours pour briser les clichés et les stéréotypes sur les femmes tout en s'attribuant, lors des parlottes en interne et à l'international, les réalisations concrètes des autres départements.

Vous faites le bilan des autres en quelque sorte ?

Tout à fait. Intégrer les actions des autres dans mon bilan est un travail à plein temps, un travail tout femme, tout fun!

Comment vous définissez-vous ?

Je me définis comme une enseignante chercheuse chanceuse qui a trouvé un job de peinarde de luxe.

Faux avocats, vrais procès

Les faux avocats se multiplient et ils gagnent même des procès après avoir plaidé devant la cour ! Officiant dans des tribunaux de la capitale, le premier a été récemment démasqué et interpellé à la faveur d'une plainte déposée à l'encontre de l'intéressé auprès du bâtonnier de Rabat. Celui-ci découvre le pot-aux-roses quand il consulte le registre des avocats. A quelques jours d'intervalle, une pseudo-avocate sera arrêtée à Casablanca. Comme son collègue, elle a plaidé dans plusieurs dossiers dont certains relèvent du pénal. Les deux robes noires indélicates sont poursuivies pour usurpation d'une fonction régie par la loi, arnaque et escroquerie. Pas besoin de leur trouver un avocat, ils sauront se défendre eux-mêmes comme de bons faux avocats. Ne soyez pas surpris s'ils gagnent leur procès.

Enfants disparus

Meta et la DGSN collaborent

Les méthodes classiques de recherche des disparus, via la télévision, les ondes de la radio ou les services de police, seront bientôt révolues. Le signalement se fera désormais par le truchement d'un outil virtuel bien parti pour les ringardiser. C'est dans ce cadre que s'inscrit le partenariat scellé entre META, maison mère de Facebook, WhatsApp et Instagram, et la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) visant à mettre au point un nouveau dispositif intégré d'alerte et de recherche des enfants déclarés disparus dans des circonstances suspectes. Selon

un communiqué conjoint, ce programme consiste en une batterie de mesures visant à renforcer le système de protection de l'enfance. Il inclut le mécanisme américain «Amber Alert», disponible sur la plateforme «Facebook», relatif au signalement et à la recherche d'enfants disparus. Ce nouveau dispositif induit une remise en cause complète de la procédure de signalement et de recherche des enfants disparus par les services de police compétents. Encore une victoire de la virtualité contre la réalité. L'histoire ne dit pas si le préposé à cette tâche perdra son travail.

La Banque mondiale punit la Tunisie

La nouvelle est tombée en début de semaine comme un couperet. La Banque mondiale a annoncé avoir mis « en pause le cadre de partenariat » avec la Tunisie. Cette décision fait suite aux propos à caractère raciste tenus par le président tunisien Kais Saïed à l'encontre des migrants subsahariens. Dans une note interne adressée par mail à ses collègues de la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord), le président de la Banque mondiale l'Américain David Malpass a fait part de ces propos « qui préoccupent profondément le Groupe de la Banque mondiale et son personnel ». Le couperet de la Banque mondiale ne pouvait mal tomber, la Tunisie qui se débat dans une crise multiforme a besoin du soutien du bailleur de fonds mondial pour boucler son budget. Aux prises avec un quotidien de plus en plus difficile, la population n'en finit pas de payer les dérives multiples de son président unique en son genre.



Mostafa Boudarka, premier vice-président de la commune d'Agadir

« Agadir est en pleine mutation »

Spécial AGADIR

Les cahiers

du **Canard Libéré**



Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou



Said Scally, président du CRT Agadir Souss-Massa

« Il faut des solutions pour accompagner tout l'écosystème touristique d'Agadir »

Said Dor, président de la chambre de Commerce, d'Industrie et de Services Souss Massa



« Nous jouons le rôle d'impulseur et d'accompagnateur de la dynamique économique régionale »

Agadir se projette dans l'avenir

Une équipe de choc pour une transformation tous azimuts



Abdelaziz Houays, président de Danialand

« Nous sommes déterminés à étoffer notre offre de divertissement sur Agadir »



EDITO

Par Abdellah
Chankou

L'atout Akhannouch

Celui qui débarque à Agadir sent d'emblée un changement notable. La ville bouge de nouveau. L'effervescence est là, signe d'une mue en gestation. La ville d'avant les communales de septembre 2021, plongée dans une profonde léthargie, doublée de morosité, préjudiciable à tout point de vue, s'est transformée en chantiers à ciel ouvert. Mise à niveau de la voirie, élargissement des principales artères, renouvellement de l'éclairage public, construction de trémies et de nouvelles voies de contournement, optimisation de la collecte des déchets, actions d'embellissement tous azimuts... Côté attractions touristiques, Agadir a mis en service en juillet 2022 le premier téléphérique du pays venu enrichir l'offre récréative locale composée de la belle Vallée des oiseaux en cours de restauration, du magnifique parc à crocodiles de Drarga et du delphinarium d'Anza. La culture et le sport ne sont pas en reste, figurant en bonne place dans le Programme de développement urbain (PDU) de la ville. La capitale du Souss reprend des couleurs, au grand plaisir de l'habitant et du visiteur, et commence à envisager l'avenir entre espoir et confiance. C'est l'effet Aziz Akhannouch, enfant prodige de la région, dont la liste qu'il a conduite lors des communales de septembre 2021 a bénéficié d'un

Forte de sa centralité consacrée par le souverain dans son discours de la Marche Verte de 2019, Agadir et sa région, l'une des plus dynamiques du Royaume, se positionne en terre d'opportunités au-delà de ses secteurs traditionnels.

large plébiscite. Exit l'islamisme communal qui a montré son incapacité chronique à produire des idées constructives et développer des projets utiles pour la collectivité. Place aujourd'hui à une équipe, jeune et entreprenante, investie à fond dans la restructuration et la relance de la ville sur de nouvelles bases. On savait que l'arrivée d'une nouvelle majorité communale allait faire du bien aux Gadiris et leur rendre le sourire grâce à la mise en place d'une politique de rupture tournée vers l'amélioration de leur cadre de vie. Celle-ci passe sans conteste par une requalification urbaine du centre-ville qui, figé dans le passé, a besoin d'être renouvelé et modernisé, préalable à une redynamisation de ses divers commerces (bazars, restaurants et autres échoppes à souvenirs) qui vivent depuis longtemps en raison du tassement de l'activité touristique. Épine dorsale de l'économie locale qui fait vivre des milliers de familles, le tourisme gadiri a justement du plomb dans l'aile. Depuis des années déjà, bien avant le covid, les flux touristiques ne sont plus ce qu'ils étaient. En cause, une conjonction de facteurs, principalement la déconnexion aérienne d'Agadir pour des raisons troublantes de ses principaux marchés émetteurs (Lire article PXXX), le caractère un peu

suranné de son produit à prédominance balnéaire qui n'a pas évolué par rapport aux destinations concurrentes et une capacité litière qui au lieu d'augmenter a paradoxalement régressé sous l'effet des fermetures et des redressements judiciaires pendant que le gros des établissements encore debout est en mal de rénovation. Depuis septembre dernier, Saïd Scally, figure de proue du tourisme local et national, sorti de sa retraite pour reprendre dans le cadre d'un mandat limité dans le temps les rênes du Conseil régional du tourisme (CRT), s'emploie, armé de son expérience et de sa bonne volonté, à reconstruire le chemin de la relance d'un écosystème, malade, confronté à de multiples défis. Alors qu'Agadir lutte avec acharnement pour retrouver ses positions touristiques perdues, le tourisme dans la région se renouvelle à quelque 15 km de la ville. A Taghazout Bay précisément. Grand motif de satisfaction et de fierté à la fois, cette station balnéaire nouvelle génération, que l'on croyait maudite à jamais en raison des échecs successifs depuis les années 80 de ses projets d'aménagement, a enfin jailli de terre grâce à un partenariat public-privé 100% marocain. La réussite de ce modèle du cru nous a fait quelque peu oublier le jeu trouble des aménageurs-développeurs étrangers qu'un certain Adil Douiri a fait entrer dans son Plan Azur avant d'en sortir mystérieusement les uns après les autres pour virer mystérieusement à l'imposture... Or, Agadir a aujourd'hui plus que jamais toutes les cartes en main pour tirer pleinement profit de ses multiples atouts. Sur le plan politique, les astres sont bien alignés grâce à une majorité soudée, qui dispose de tous les leviers du pouvoir local et régional, autour du maire qui est en même temps chef du gouvernement. Une chance inouïe. Enfant prodige de la région à laquelle il est viscéralement attaché, Aziz Akhannouch y a démarré sa carrière politique, d'abord comme simple élu local dans son fief électoral de Tafraout, puis comme député et enfin en tant que président de la région (à l'époque Souss-Massa-Draa) en qualité de ministre, chef de parti et enfin comme Premier ministre.

Forte de sa centralité consacrée par le souverain dans son discours de la Marche Verte de 2019, Agadir et sa région, l'une des plus dynamiques du Royaume, se positionne en terre d'opportunités au-delà de ses secteurs traditionnels (tourisme, agriculture et pêche) pour se diversifier autour de la déclinaison régionale du Plan d'accélération industrielle qui offre un potentiel de développement supplémentaire. Sans conteste, les nouveaux relais de croissance de la capitale du Souss dépendent aussi de la capacité d'Agadir à dépasser ses réflexes de repli sur soi en affaires pour se projeter dans son espace géographique immédiat que sont les Iles Canaries distants d'Agadir d'à peine 620 km à vol d'oiseau, soit 1 h 20 par avion. De ce point de vue, Agadir constitue pour les Canaries, territoire presque saturé formé de 7 îles magnifiques, un prolongement naturel pour déployer des investissements d'intérêt commun. Atout stratégique précieux, cette proximité prend une importance tout particulière à l'heure du nouveau partenariat gagnant-gagnant scellé entre le Maroc et l'Espagne. La capitale du Souss et l'archipel espagnol, 14 millions de touristes, ont tout à gagner à intensifier leur coopération en développant des joint-ventures notamment dans les secteurs du tourisme et des services qui représentent l'essentiel de l'économie canarienne. Terre des hommes qui a enfanté une race d'entrepreneurs berbères d'exception dont fait partie le père de Aziz Akhannouch, Agadir et sa région ont une fenêtre d'opportunité inespérée pour devenir un modèle d'une régionalisation intégrée et accomplie. Il ne faut pas la rater. ●

Programme de développement urbain (PDU)

Une transformation tous azimuts

Lancé en février 2020, le Programme de développement urbain (PDU) de la ville d'Agadir a connu un coup d'accélérateur après l'arrivée en septembre 2021 d'une nouvelle majorité conduite par le RNI.

Ahmed Zoubair

Le 4 février 2020 marque une date capitale dans la transformation d'Agadir. Ce jour-là, S.M le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince héritier Moulay El Hassan, présidait la cérémonie de lancement du Programme de Développement Urbain (PDU) d'Agadir pour la période 2020-2024. Dans le cadre de ce programme ambitieux que la pandémie n'a pas fait suspendre, de nombreux projets et sous-projets ont été achevés pour un investissement global de plus de 1,46 MMDH, soit 23% du coût global du programme, selon un bilan d'étape annoncé à l'issue de la 8ème réunion du Comité de pilotage, de suivi et d'évaluation du PDU. D'une enveloppe de 400 millions de DH, les projets finalisés sont au nombre de 10, dont : la mise à niveau de l'Avenue Mohammed V, la construction de 20 terrains de proximité, la réalisation du parc urbain Ibn Zaidoun, l'aménagement d'espaces verts à Anza, Bensergao et Tikiouine, la réhabilitation du marché municipal de Talborjt ou encore la construction du parking souterrain Al Inbiâat et la création de nombreuses infrastructures scolaires.

Après trait jaune ajoute : Dans le cadre du PDU, Al Omrane Souss Massa est maître d'ouvrage délégué de plusieurs projets comme le Grand théâtre d'Agadir pour un investissement de 250 millions de DH. Ayant mobilisé un investissement de 1,6 MM de DH, les sous-projets menés à bon



Le souverain lors du lancement du PDU d' Agadir en février 2020.

port ne sont pas en reste. Le bilan du Comité du Pilotage a annoncé la réalisation de la trémie de la voie express urbaine au croisement du Barreau Est-Ouest et de celle de la trémie de la voie express urbaine au croisement de l'Avenue Abderrahim Bouabid, qui viennent s'ajouter à l'aménagement d'un réseau important de de voies et artères. Last but not least, la restructuration urbaine des quartiers sous-équipés à Tikiouine et à Anza, la réhabilitation du Cinéma Sahara et la restructuration de deux salles couvertes, Zerkouni et Al Qods. Ont été également achevées les installations du chantier de la première ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à travers les travaux d'aménagement du lot1 entre le port d'Agadir et le Rond-point Al Kamra, le renforcement

de l'éclairage public des principales avenues de la ville, la réalisation du pôle d'échange "Vallée des oiseaux", la finalisation d'un ouvrage hydraulique sur Oued Lghazoua et le renforcement et l'élargissement du pont sur Oued Tildi au niveau de l'Avenue Mohammed V.

Accessibilité

2023 est une année charnière pour le PDU du Grand Agadir. Avant la fin du premier semestre, plusieurs grands projets seront livrés. Aménagement du Barreau Est-Ouest, mise en service du tronçon de la voie de contournement Nord-Est du Grand Agadir entre l'Aéroport et la Trémie Abaraze (quartier Hay Mohammadi), aménagement d'une quatrième voie d'accès sur 2 km entre la

Trémie Abaraze et l'Avenue des FAR - permettant la connexion entre la Voie de Contournement Nord-Est - et la Voie express urbaine... Au cœur des enjeux de mobilité, ces ouvrages de taille sont conçus pour améliorer l'accessibilité aux différents secteurs de la ville. Côté tourisme, un Centre d'information touristique, un complexe administratif de la plage d'Agadir et le Musée de la reconstruction d'Agadir seront livrés avant la fin de l'année. La culture et l'animation sont également au menu.

Dans l'esprit de Aziz Akhannouch et son équipe, ces investissements colossaux convergent vers un seul objectif : donner à Agadir une identité urbaine forte avec un cachet spécifique pour en faire une ville où il fait bon vivre et séjourner. ●

**Propos recueillis par
Jamil Manar**

Le Canard Libéré : Cela fait près d'un an et demi qu'une alliance dirigée par le RNI a pris les rênes de la ville d'Agadir. Quel bilan d'étape dressez-vous de votre action ?

Mostafa Bouderkha : Nous avons pris les rênes de cette ville alors que le train du développement urbain a déjà été lancé en 2020 par Sa Majesté que Dieu le glorifie. Nous avons alors fait de ce programme, ambitieux et structurant pour Agadir, notre première priorité. A commencer par les engagements financiers des deux premières années 2020-2022 qui n'ont pas encore été honorés (Il est à rappeler que notre commune contribue dans ce programme à hauteur de 32%). Comme les canaux classiques de financement

n'auraient pas pu suffire à débloquer cette situation, nous avons convergé nos efforts, au niveau du conseil, afin de trouver des solutions de financement innovantes. C'est ainsi que la commune d'Agadir devint la première commune territoriale à réussir, avec succès, une émission obligataire à l'échelle nationale. L'opération qui a permis de lever 1 milliard de DH par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels nationaux et internationaux, nous a permis d'honorer nos engagements, dans le PDU, pour les deux premières années. Et afin de bien remplir notre rôle dans la chaîne de valeur du PDU, en tant que Conseil municipal, nous avons travaillé sans relâche, aux côtés de nos collègues des autres institutions et des SDL pour solutionner tout problème relatif au foncier ou autre, afin de maintenir

la cadence qui permettra de livrer les projets dans les délais impartis.

Par ailleurs, cette période fut aussi pour nous l'occasion de dresser un diagnostic plus exhaustif des besoins de la population. Cette étape était primordiale, avant d'entamer notre préparation du Plan d'Action Communal 2022-2027.

Pour ce faire, nous avons organisé des rencontres qui nous ont permis d'écouter plus de 1 000 citoyens et plus de 100 associations de la société civile à travers tout le territoire de la commune. Par ailleurs, et dans le même cadre, nous avons tenu 13 réunions thématiques avec les forces vives de la ville et les organisations partenaires.

Nous avons été plutôt satisfaits et rassurés du bilan de ce diagnostic participatif. Car nous avons non seulement réussi notre exercice

démocratique, mais nous avons aussi trouvé que la plupart des demandes convergent parfaitement avec la vision de notre conseil pour la ville d'Agadir.

Les projets de mise à niveau d'Agadir, qui sont au cœur du PDU, sont-ils sur la bonne voie?

D'emblée, vous pouvez constater que la ville est en train de se métamorphoser. Ce n'est pas juste une impression. Agadir est en pleine mutation. Aménagement des grandes avenues et de la voirie de proximité, Bus à haut niveau de service (BHNS), renforcement de l'éclairage public, espaces verts, terrains de proximité, infrastructures culturelles et sociales, etc. Après seulement 34 mois du lancement du PDU, pas moins de 23 grands projets sont déjà achevés et plusieurs autres seront livrés dans les prochains mois. Par ailleurs, notre Plan d'Action Communal 2022-2027 viendra compléter le PDU en accordant une attention particulière aux quartiers sous équipés à savoir, l'aménagement de la voirie de proximité, la mise à niveau des centres socioculturels et sportifs et l'animation urbaine.

Ceci dit, les chantiers de la ville sont réellement sur la bonne voie aussi bien côté qualité des travaux que délai de livraison pour les secteurs concernés.

Agadir est devenu en effet un chantier à ciel ouvert depuis votre arrivée en septembre 2021.

Quels sont les projets que vous jugez prioritaires et déterminants dans la transformation de la ville?

A vrai dire, nous estimons que tous les chantiers entamés aujourd'hui à Agadir, sont d'une importance vitale pour la ville, car il s'agit du basique, de l'essentiel. Il s'agit tout d'abord de garantir le minimum pour assurer une bonne qualité de vie tout d'abord, pour



les Gadiris. Ce qui ne nous empêche nullement de mettre le paquet sur les projets susceptibles de rehausser l'attractivité de la ville en vue de contribuer à son essor économique.

Le volet culturel est un élément essentiel dans le dispositif de la transformation urbaine d'Agadir. D'où la mise à niveau des centres culturels, la création de l'école des beaux-arts, des musées et du grand théâtre ainsi que l'organisation de manifestations culturelles de taille pour attirer des visiteurs nationaux et internationaux. L'aménagement des salles couvertes, piscines olympiques et terrains de proximité vont enrichir l'offre d'animation sportive de la ville. En revanche, la création d'une cité olympique autour du grand stade Adrar permettra de promouvoir le sport d'élite et d'encourager le tourisme sportif. Par ailleurs, la réhabilitation de la Casbah d'Agadir Oufella et l'aménagement de la zone touristique vont dans notre vision contribuer essentiellement à booster le tourisme domestique et international. D'autres

Mostafa Bouderkha

« Agadir est en pleine mutation »

Premier vice-président de la commune d'Agadir dont le président est Aziz Akhannouch, Mostafa Bouderkha est la cheville ouvrière de la mise à niveau urbaine de la ville et de sa mue qui sont sur la bonne voie. Entretien.



Premier vice-président de la commune d'Agadir

SPÉCIAL AGADIR



Mostafa Boudarka, premier vice-président de la commune d'Agadir.

paramètres entrent en ligne de compte pour améliorer la qualité de vie en mettant en valeur les qualités de la ville. La réhabilitation des souks et marchés, notamment Souk Elhed, les souks de Talborjt, Tikiouine et Anza, ainsi que les marchés de proximité est tout aussi essentielle. S'agissant des espaces verts, nous ambitionnons d'augmenter la superficie par habitant par l'aménagement des parcs et ceintures vertes de proximité et de la forêt urbaine qui seront arrosés par les eaux usées traitées. Dans ce même cadre, nous comptons déployer une stratégie en matière de gestion des déchets pour maintenir un état de propreté irréprochable, tout en gardant, une

exception à l'échelle nationale, la gestion directe de ce service dans le giron la commune.

Agadir regorge d'attraits et son potentiel touristique est immense, un littoral magnifique et un arrière-pays exceptionnel. Comment voyez-vous les synergies entre le conseil de la ville et le CRT pour une meilleure exploitation de ces atouts ?

Le Conseil Régional du Tourisme (CRT) est notre partenaire stratégique en ce qui concerne l'animation de la ville. Cette bonne synergie nous permet déjà d'organiser depuis plusieurs années une manifestation culturelle de grande envergure. Il s'agit du concert pour la tolérance qui contribue à la promotion de la ville auprès d'un très large public international. Pour notre part, nous

ambitionnons d'organiser, chaque année, 5 événements culturels et artistiques de marque, à l'instar du Timitar et du concert pour la tolérance, en vue d'animer davantage la ville et séduire de nouveaux touristes.

La ville d'Agadir a-t-elle les moyens de ses ambitions côté financement ?

Il faut noter que la commune dégage une moyenne annuelle de 200 millions de DH d'excédent budgétaire. Par ailleurs, nous avons entamé un grand travail en matière de rationalisation des dépenses et d'amélioration des recettes dont nous récoltons déjà les fruits. Cependant, nous estimons qu'entre le PDU et le PAC, la commune va enregistrer des recettes annuelles en hausse à hauteur de 7 à 8%. Nous sommes à la fois déterminés et confiants. ●

Le Plan d'Action Communal 2022-2027 expliqué par M. Boudarka

« Le Plan d'Action Communal (PAC) est le fruit de plusieurs mois de séances de consultations de la population et de concertation avec les forces vives du territoire d'Agadir. Ce diagnostic participatif nous a permis de cerner mieux les attentes des uns et des autres que nous avons prises en compte dans notre plan d'action pour la période 2022-2027 qui a mobilisé un budget de 2,7 milliards de DH.

« Faire d'Agadir une métropole attractive, moderne et ouverte sur ses citoyens et un modèle de transition durable et intelligente » Telle est notre vision pour la ville d'Agadir que nous avons déclinée en : 4 dimensions, 12 axes, 48 volets, le tout résumé dans un diagramme que nous avons baptisé «la roue du développement».

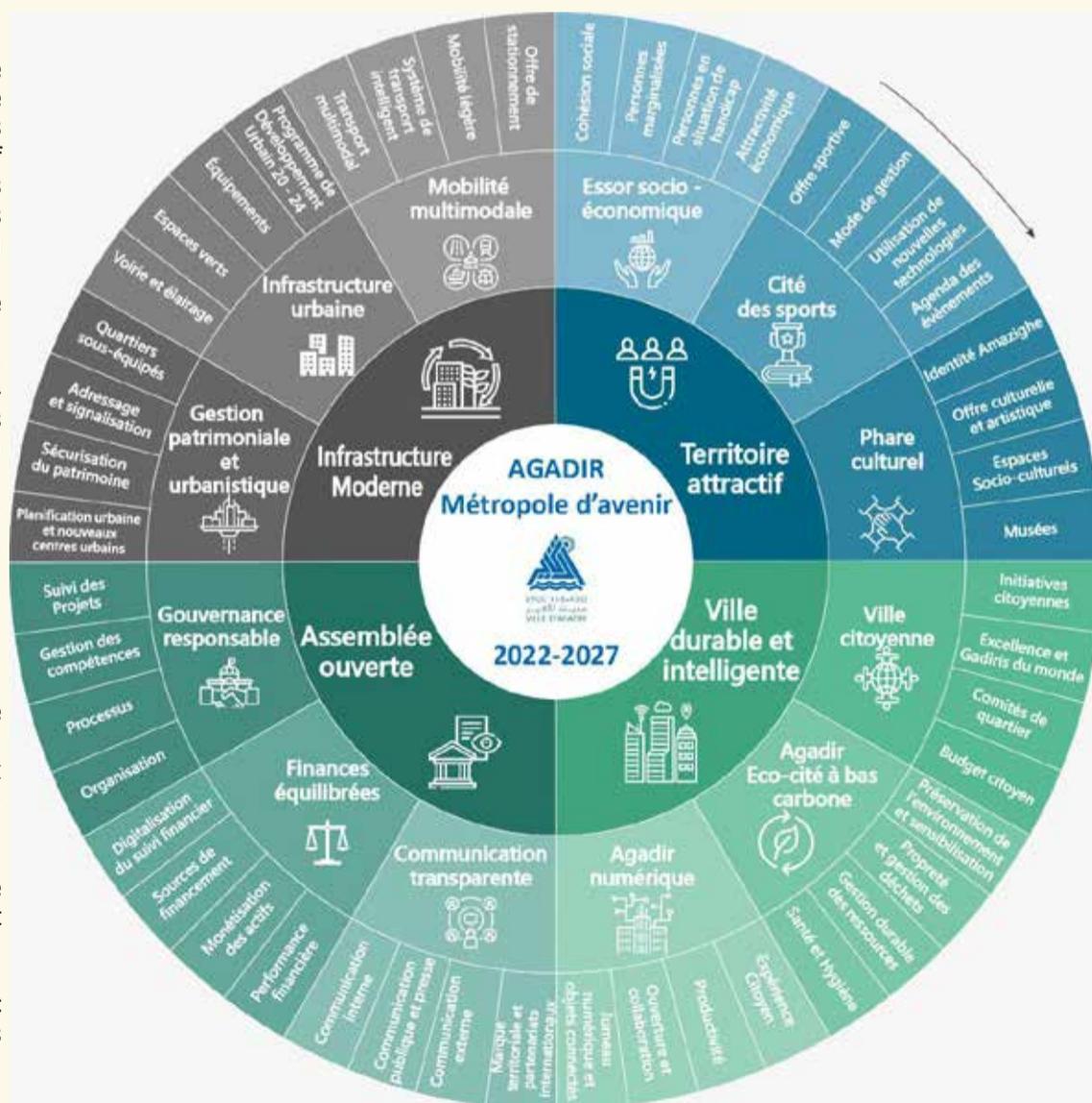
Si je dois synthétiser notre PAC en 4 points essentiels, je citerai :

- Un territoire attractif, et inclusif par l'amélioration de l'offre sportive et culturelle qui inclut infrastructures et animation 365 jours.

- Une infrastructure urbanistique moderne qui couvre tout le territoire de la ville avec une mobilité multimodale et inclusive. Avec la création de nouveaux centres urbains en vue de renforcer les infrastructures de proximité pour une vraie équité territoriale.

- Une ville durable et intelligente ; tournée vers le futur, qui privilégie les initiatives co-responsables et promeut les nouvelles technologies.

Une assemblée ouverte sur son environnement avec un mode de gouvernance responsable, des finances équilibrées et une communication transparente. ●



Jamil Manar

L'année 2004 marque la création de Atlas Blue à l'initiative du gouvernement de l'époque, celui de Driss Jettou. A la manœuvre, il y avait Adil Douiri au Tourisme et Karim Ghellab au Transport qui passaient aux yeux de bien des observateurs pour des ministres compétents et intelligents. Pure illusion. Ce duo istiqlalien, qui a porté beaucoup de tort aux secteurs dont ils avaient la charge, a convaincu Driss Jettou de l'importance stratégique d'accompagner la fameuse Vision 2010 par la création d'une filiale locale low cost du transporteur aérien national. Mohamed Berrada, alors président de la RAM, dit amen sans se poser trop de questions. Grosse erreur.

« Il est impossible pour Atlas Blue de concurrencer des compagnies low cost géantes comme Ryanair ou Easyjet, qui possèdent des flottes de 300 avions et desservent le Maroc à partir du monde entier ». Cette déclaration aux allures de confession, émanait du successeur de Mohamed Berrada : Driss Benhima. Nous sommes en 2009. Atlas Blue, cadeau empoisonné dont il a hérité, venait de mettre la clé sous le paillason. Invité à commenter cette faillite, M. Benhima fait cet aveu lors d'une conférence à la Chambre Française de Commerce et d'Industrie (CFCIM).

Un crash annoncé car il est impossible, sauf à poursuivre d'autres objectifs inavoués, que Atlas Blue concurrence les géants aériens du low cost avec 6 appareils seulement ! Mais le lancement de Atlas Blue s'est fait principalement au détriment d'Agadir qui se fait d'emblée dépouiller de 8 avions. Ces appareils assuraient des vols directs avec plusieurs capitales et villes européennes comme Genève, Zurich, Londres, Milan et Rome dans le cadre de contrats avec des tours opérateurs. Du jour au lendemain, Agadir perd ses marchés traditionnels qui la faisaient vivre sans même que ces voyageurs ne soient avisés. Les conséquences en cascade sont terribles sur l'ensemble de la chaîne touristique : Hôtelières, restaurateurs transporteurs et autres prestataires de service. Faute de touristes, Agadir s'ins-



L'hôtel Sofitel Agadir Royal Bay a fermé ses portes en 2020 pour motif de rénovation...

Comment Agadir a perdu ses touristes

Le déclin du tourisme gadiri n'a pas commencé, comme certains le pensent ou veulent le faire croire, avec la pandémie en 2020. Mais bien avant. Il faut remonter à 2004 pour en trouver les premières germes.

...talle progressivement dans le déclin qui atteint son point d'orgue à partir de 2012.

Ville sinistrée

Les dégâts sont énormes. Une vingtaine d'hôtels classés, parmi les plus en vue de la ville, entre fermetures et redressement judiciaires, sont aujourd'hui à l'arrêt : L'ex-Sofitel Bay, le Palais des Roses, les Omayades, Igoudar,

la Kasbah, le Transatlantique, Salam Hotel, le Royal Hotel... et last but not least le Club Med qui avait fait les beaux jours d'Agadir. A cette hécatombe s'ajoute une ribambelle d'unités de seconde ligne en mal de rénovation.

Résultat : Sur une capacité hôtelière d'environ 34.868 lits, à peine 12.557 sont opérationnels. Le taux de fréquentation de la destination en termes de nui-

tées et de durée de séjour s'en ressent terriblement.

Quelques rares hôtels, adossés à des chaînes connectées au marché, comme le Tikida et Atlas Hospitality, arrivent à tirer leur épingle du jeu dans un paysage hôtelier ravagé. N'ayant plus assez de touristes à transporter pour être rentables, les transporteurs touristiques sont plongés dans le désarroi. Qui a mis la clé sous le paillason, qui s'est

désengagé du secteur, qui s'est reconverti... Les restaurateurs mangent de la viande enragée et les guides sont déboussolés... Le All inclusive, adopté par des hôtels y compris du centre-ville en l'absence d'une réglementation claire, a agi comme un facteur fragilisant du tourisme gadiri qui a pâti aussi de la passivité de ses opérateurs et de leur incapacité ou refus de se projeter dans l'avenir. Le renouveau touristique d'Agadir ne se fera pas toute seule, par la seule beauté de son climat et la récurrence des vœux pieux. Les hôtels fermés ou en redressement judiciaire ont besoin de solutions concrètes au cas par cas pour reprendre leur activité. La relance de la destination sur de nouvelles bases en dépend. Touristiquement, Agadir est une ville sinistrée. La ministre du Tourisme Fatima-Zahra Ammor serait mieux inspirée de délocaliser son bureau sur place pour contribuer à l'émergence d'un plan de sauvetage des établissements en déshérence. ●

Agadir menacée par Taghazout ?

La destination qui a le vent en poupe et monte petit à petit en gamme c'est sans conteste la station balnéaire de Taghazout, dont le développement risque de se faire au détriment d'Agadir. Surtout en cas du maintien du statu quo ravageur qui frappe une bonne partie de l'offre en hébergement de la ville. De plus en plus de professionnels expriment d'ailleurs leur crainte face à cette perspective à mesure que Taghazout Bay, réintégré dans le Plan Azur, accueille des enseignes hôtelières prestigieuses.

La nouvelle demande touristique nationale et internationale et la dynamique des investissements dans le secteur se glissent en effet progressivement vers ce nouveau Resort moderne, qui a jailli enfin de terre après plusieurs décennies de blocage et de ratages.

Les marques Hilton, Hyatt Regency, Tikida et Fairmont, déjà opérationnels depuis quelques années déjà, seront bientôt rejoints par le Marriott, Radisson et Eco resort dont l'ouverture est prévue en 2024.

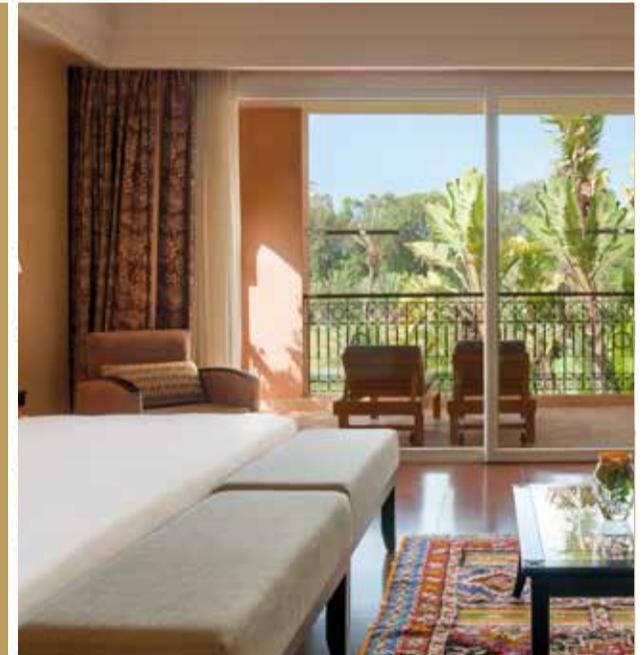
S'étirant sur une superficie de 615 hectares en front d'une bande côtière de 4,5 km de plages au nord d'Agadir, Taghazout bay a été dimensionné pour l'implantation de 9 établissements hôteliers pour un investissement global de 11 milliards de DH.

Le modèle économique de Taghazout est différent tourné vers une clientèle haut de gamme désireuse de pratiquer certaines activités comme le golf, le tennis ou le surf dans un cadre écoresponsable. C'est ce concept de complexe bien intégré dans son environnement naturel, érigé en modèle de tourisme durable, que les promoteurs du resort, la Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout (SAPST), met en avant. Créée en 2011, la société est le fruit d'un partenariat public-privé construit autour d'une kyrielle d'institutionnels marocains publics et privés (Madaëf, Ithmar Al Mawarid, Sud Partners, Akwa Group et Smit). ●




 TIKIDA GOLF PALACE
 AGADIR

**LE BIEN-ÊTRE
 S'INVITE DANS
 VOS ÉVÉNEMENTS**



◆ -10% avec le code **EVENT23** sur le tarif des chambres et des séminaires*

* Valable pour la période du 1/06 au 1/10

* Offre séminaire valable pour un minimum de 50 personnes



GOLF COURSE



SPA
By Sothys



PISCINE



LA TABLE GU GOLF
by Jacques RUIVO



Instagram de l'Hôtel

+212 5 28 83 27 27
 reservation@tikidagolfpalace.com
 www.tikidagolfpalace.com



+212 5 28 33 73 30
 reservation@golfdusoleil.com
 www.golfdusoleil.com



Instagram du Golf

Said Scally, président du CRT Agadir Souss-Massa

« Il faut des solutions pour accompagner tout l'écosystème touristique d'Agadir »

Président du CRT Agadir Souss-Massa, Said Scally dresse dans cet entretien l'état des lieux du tourisme à Agadir et les actions de fonds à mener pour sortir la destination de la crise où elle se débat depuis au moins une décennie.

**Propos recueillis par
Ahmed Zoubair**

Votre retour à la tête du Conseil régional du Tourisme (CRT) d'Agadir qui a été bien accueilli par les professionnels locaux et nationaux répond-t-il à quels objectifs stratégiques ?

Said Scally : Permettez-moi d'apporter une précision sur mon retour à la tête du CRT Agadir Souss Massa. Durant les derniers mois de la pandémie, les quatre past présidents, les représentants des associations du collège privé et des amis du collège élu, n'ont cessé de me solliciter pour remettre la main à la pâte.

J'ai accepté cette mission et vous rappelle qu'elle est limitée dans le temps, élu à l'unanimité avec des objectifs clairs qui se résument en trois phases : L'assainissement et l'apurement des comptes, la mise en place des mécanismes de la gouvernance et la signature des accords pour amorcer la relance du tourisme de la région Agadir Souss Massa.

Quel bilan dressez-vous de votre action depuis votre arrivée en septembre 2022 et comment se présente la situation financière actuelle du Conseil ?

Le bilan que je vais présenter à l'assemblée générale avant fin mars aura rempli toutes les conditions des objectifs à l'exception de la réception à ce jour des listes des mandats des associations qui siégeront au prochain bureau du CRT pour la validation des nouveaux statuts, l'élection du nouveau conseil d'administration et le bureau exécutif ainsi

que le lancement de l'appel à candidature du directeur.

En ce qui concerne la situation financière du CRT Agadir, elle a été assainie grâce à la confiance des pourvoyeurs des fonds (région, commune urbaine et ONMT) qui ont permis de régler toutes les instances et de nombreux dossiers en litiges entre 2016 et 2022.

Le CRT d'Agadir n'a pas de problème pour avoir les fonds nécessaires à l'exécution des plans d'actions qui seront soumis aux partenaires pour le financement par le nouveau bureau exécutif du CRT.

Les défis touristiques qui se posent à la ville d'Agadir sont énormes. Comment comptez-vous les relever avec une capacité litière faible en raison des fermetures et des faillites d'une vingtaine d'établissements hôteliers ?

Notre mission est de convaincre les responsables du secteur de la nécessité d'atteindre plus de 100.000 lits pour que notre région soit considérée comme la première station balnéaire du royaume.

Pour les hôtels en redressement judiciaire ou fermés pour différentes raisons avant ou durant la pandémie (comme l'ex-Club Med/CDG, la Kasbah, Palais de Roses etc ...), il faudra proposer, voire imposer des solutions urgentes au cas par cas. Il n'y a pas de solution générale (Renov Hôtel) pour les 20 établissements.

En plus de la détérioration de l'infrastructure hôtelière, quels sont les autres handicaps qu'il faut lever pour que la destination Agadir retrouve les positions qu'elle a perdues sur le marché de l'incoming ?



Said Scally, une mission salubre...

Il ne faut pas se limiter à la capacité litière mais en particulier, il faut proposer des solutions et accompagner tout l'écosystème touristique (transport touristique, restaurants, guides, formation, aérien, et parallèlement reconsidérer l'infrastructure de l'aéroport d'Agadir et du quai au port pour les croisières).

Pour relancer la destination Agadir sur de nouvelles bases, vous avez besoin de l'adhésion des professionnels. Sont-ils sur la même longueur d'ondes que vous ?

Fédérer est l'objectif à atteindre, j'ai la conviction que malgré la crise que le secteur traverse, la grande majorité adhère à cette nouvelle dynamique. Il « reste à Dieu la perfection.

Comment se positionne Agadir à l'heure du tourisme digital devenu prépondérant dans le dispositif des réservations ?

Le digital s'impose. Le site « Visit Agadir » est opérationnel depuis l'arrivée du comité transitoire et je profite de cette occasion pour remercier l'ONMT pour son soutien. Il reste beaucoup d'efforts au niveau des réseaux sociaux, autres outils qui seront la priorité du nouveau bureau exécutif.

Agadir est en train de faire peau neuve sur le plan urbanistique et de monter en gamme en matière d'animation touristique avec la création du téléphérique qui vient s'ajouter aux autres espaces de loisirs comme le croco parc et le delphinarium. Des projets dans la même veine sont-ils programmés ?

La principale raison de mon acceptation de revenir à la tête du CRT / Agadir est en réalité la cause directe du changement du paysage de la ville d'Agadir pour son PDU voulu par sa Majesté et par sa nouvelle gouvernance voulu par les Gadiris...

L'appellation territoriale Souss-Massa est jugée comme un handicap sérieux pour la promotion touristique d'Agadir. Où en sont les démarches pour que le nom de la ville figure au début de la dénomination de la région ?

Les professionnels de toutes les activités économiques de la région (agriculture, pêche et particulièrement le tourisme) sont unanimes sur la nécessité que le chef-lieu de la région figure sur son appellation : AGADIR-SOUSS-MASSA. Nous n'avons aucune revendication politique de territoire, ni de découpage, à l'exception de rappeler que l'appellation actuelle nous pénalise... ●

Visit Agadir

Le CRT Souss Massa s'est doté récemment d'un nouveau site web. En six langues. Belle ergonomie. Design moderne et friendly. Dynamique et interactif. Textes concis et photos de haute qualité. Bien conçue, cette plateforme présente dans un style convivial les attraits du tourisme à Agadir et dans les autres composantes de la région. Parcours utilisateur fluide du début jusqu'à la fin de la navigation. Bon point. ●



Cité des Métiers et des Compétences de Souss-Massa

Au plus près des besoins des entreprises

Située dans la commune rurale de Drarga relevant de la préfecture d'Agadir Ida Outanane, la Cité des Métiers et des Compétences de Souss-Massa a été la première à ouvrir ses portes le 4 octobre 2022.

Jamil Manar

Un groupe de 1 600 stagiaires a été accueilli dès l'ouverture de la Cité des Métiers et des Compétences. Celle-ci offre 11 pôles métiers, 81 filières de formation en phase avec les besoins de l'écosystème régional, 6 plateformes d'application pour des expériences de formation réelles et immersives et un cadre propice à l'apprentissage. La Cité des Métiers et des Compétences (CMC) Souss-Massa dont la pose de la première pierre a été effectuée par le Souverain le 7 février 2020, se positionne comme un acteur-clé dans le dispositif de la formation des talents. La CMC Souss-Massa offre une capacité d'accueil globale de 3 000 places pédagogiques qui sera renforcée prochainement par la réalisation, en partenariat avec la région Souss-Massa, de l'Institut Spécialisé en agro-industrie. D'une capacité de 420 places supplémentaires pour les jeunes désireux d'acquérir un



Le souverain lors du lancement de la Cité des Compétences et des Métiers de Souss Massa.

savoir-faire dans les métiers de l'industrie alimentaire où Agadir offre des opportunités d'embauche non négligeables. Conçue dans un esprit dynamique et innovant, la CMC est

organisée autour d'infrastructures modernes favorisant une formation immersive et une expérience d'apprentissage unique, regroupant des pôles métiers, des structures com-

munes et des espaces de vie ouverts à l'ensemble des apprenants. La CMC Souss-Massa dispose d'une offre de formation diversifiée de 81 filières dont 60% nouvellement créées. Ce qui permet aux stagiaires de bénéficier d'un large éventail de formations diplômantes et qualifiantes en adéquation avec les besoins des entreprises de la région.

Soft Skills, espace de vie... un établissement de nouvelle génération

En plus de l'offre de formation actualisée, les stagiaires de la CMC bénéficient d'un modèle pédagogique performant et libérateur d'énergies, caractérisé par le Learning by doing, la pédagogie active, l'inclusion du Digital à travers l'apprentissage numérique et les logiciels de simulation, ainsi que le renforcement des soft skills (compétences numériques, linguistiques et entrepreneuriales), qui représentent jusqu'à 30% du programme.

En vue d'initier les apprenants à la collaboration, au partage d'idées et à la créativité, la CMC a mis en place une chaîne d'innovation (Coworking, Fablab, Incubateur et Digital Factory), un centre de langues et Soft Skills ainsi qu'une médiathèque.

La CMC dispose également d'un centre d'orientation professionnelle qui assure l'accompagnement des jeunes depuis la formation jusqu'à la fin de leurs parcours et l'appui à leur intégration dans le monde professionnel.

Au-delà de ces infrastructures pédagogiques se voulant de dernière génération, la CMC abrite une maison de stagiaires avec une capacité d'hébergement et de restauration de 400 lits et couverts, une cafétéria, des terrains de sport et plusieurs espaces de rencontre. Grâce à une équipe de 178 collaborateurs dont 139 formateurs, la Cité se targue de placer l'apprenant au cœur du processus d'apprentissage. ●

Cités des Métiers et des Compétences : Investissement précieux dans le capital humain

La CMC Agadir, à la pointe de la modernité dans le domaine de la formation professionnelle, offre 11 pôles métiers dotés de 6 plateformes d'application intégrées :

- Pôle Industrie incluant une usine pédagogique ;
- Pôle Tourisme & Hôtellerie, avec un hôtel et restaurant pédagogiques ;
- Pôle Gestion & Commerce disposant d'une entreprise virtuelle ;
- Pôle Agriculture, avec une ferme pédagogique de 2 hectares ;
- Pôle Santé doté d'une unité pédagogique de soins ;
- Pôle BTP comprenant une maison intelligente ;
- Pôle Arts & Industries graphiques ;
- Pôle Digital & Intelligence Artificielle ;
- Pôle Artisanat ;
- Pôle Pêche ;
- Pôle Agro-industrie (antenne).

La nouvelle feuille de route pour le développement de la formation professionnelle, présentée devant le Roi en avril 2019 prévoit la création de 12 Cités des Métiers et des Compétences à travers le Royaume. L'objectif étant de favoriser l'employabilité des jeunes, la création de valeur au niveau des territoires et la compétitivité des entreprises.

La rentrée 2022/2023 a été marquée par le démarrage de la formation dans les CMC des régions de l'Oriental et de Laâyoune-Sakia El Hamra alors que, les CMC de Rabat-Salé-Kenitra, de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et de Béni Mellal-Khénifra ont commencé à accueillir les stagiaires début 2023. Les CMC de Casablanca-Settat, Marrakech-Safi, Fès-Meknès, Drâa-Tafilalet, Guelmim-Oued Noun et Dakhla-Oued Eddahab sont toujours en chantier. ●

Universiapolis

Un label d'excellence dans la région de Souss-Massa

Créée en 1989 grâce à l'appui de l'Agence Canadienne de développement international et en collaboration avec un réseau d'universités canadiennes, l'Université Internationale d'Agadir «Universiapolis» représente un véritable hub de formation d'excellence des élites de la région de Souss-Massa.

Business school (ISIAM), école d'ingénieurs (Ecole Polytechnique), école de droit (Suphdroit), faculté de Santé (Universiahealth), école Hôtelière (Suph'com). Tous ces établissements d'enseignement supérieur sont rassemblés sous l'égide d'une seule institution. Il s'agit de l'Université Internationale d'Agadir «Universiapolis». Créée en 1989 avec l'appui de l'Agence Canadienne de développement international et en collaboration avec un réseau d'universités canadiennes, cette université se positionne comme un hub de formation d'excellence des élites de la région de Souss-Massa dans différentes disciplines.

un étudiant entrepreneur et entreprenant. L'initiative, le leadership, la responsabilité, l'autonomie sont les valeurs fondatrices qui lui sont inculquées», précisent-ils. C'est dans cet esprit que Universiapolis organise chaque année le célèbre salon de l'entrepreneur «Feeera» [idée]. L'objectif étant d'encourager l'esprit d'entreprise chez l'étudiant et lui permettre de vivre une vraie expérience en tant que futur entrepreneur. «Acteurs économiques, financiers, experts, entrepreneurs, conseillers et partenaires, [assistent] à ce rendez-vous incontournable [afin] de découvrir les projets d'entreprises ou de start-up des porteurs d'idées de l'Université», indiquent les responsables de l'institution.



Une formation de qualité pour accompagner le développement de la région.

Méthodes pédagogiques nord-américaines

Depuis sa création, le 6 novembre 1989, Universiapolis a opté pour des méthodes pédagogiques nord-américaines basées sur le développement de la personnalité, des compétences et de l'esprit entrepreneurial. Elle figure d'ailleurs parmi l'une des premières universités de la place à avoir adopté ce mode de formation. Selon ses promoteurs, Universiapolis est tournée vers l'innovation, privilégie la compétence et pousse l'étudiant à devenir responsable de son apprentissage. La finalité de cette méthode est de développer chez l'étudiant la dimension entrepreneuriale. En effet, «le projet pédagogique consiste à former

45 diplômes reconnus par l'État

Atout de taille, les diplômes délivrés par Universiapolis depuis 2017 sont reconnus par l'État dans le cadre de la loi 01.00 sur l'Enseignement supérieur et délivre désormais des diplômes équivalents aux diplômes nationaux tels que Licence, Master et Ingénieur d'État. Universiapolis fait partie des premières institutions d'enseignement supérieur privées à bénéficier de ce statut. Avec pas moins de 45 diplômes bénéficiant de la reconnaissance étatique, l'Université internationale d'Agadir affiche le palmarès le plus élevé à l'échelle nationale, confirmant la qualité pédagogique de ses enseignements dans diffé-

rentes disciplines. Parmi celles-ci figurent des programmes Master en double diplomation avec des universités étrangères notamment en Europe et en Amérique du Nord. Selon les responsables de l'université, quelque 18 partenariats ont été établis avec des établissements basés en France, au Canada, en Espagne, en Belgique et même en Chine. En plus de ce réseau international, Universiapolis a noué plusieurs partenariats de premier plan avec le monde économique national. «Ce réseau d'entreprises est très utile car il permet aux étudiants de trouver des stages pour les aider dans leur immersion professionnelle tout en favorisant une meilleure intégration de nos diplômés dans le marché du travail», explique un dirigeant de Universiapolis.

L'université compte dans sa liste de partenaires des acteurs économiques d'envergure nationale ainsi que des opérateurs industriels opérant à l'échelle régionale.

Apprentissage et épanouissement

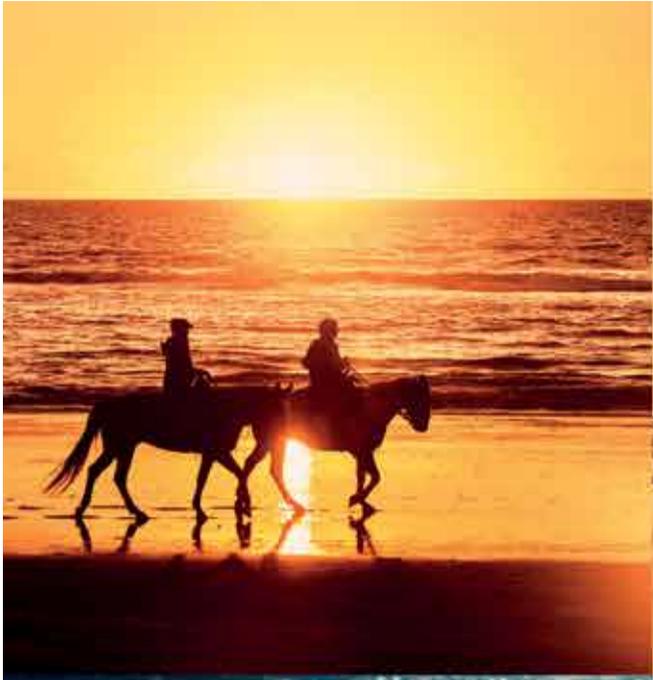
Résidence universitaire, complexe sportif, Restaurant Universitaire, Centre de documentation, Espace de vie, centre de congrès, centre de langue... Le campus d'Universiapolis, qui s'étend sur six hectares, offre aux étudiants un espace propice autant à l'apprentissage qu'au développement personnel à travers une multitude d'activités de loisirs. La recherche scientifique n'est pas en reste. L'Université confirme son statut de hub dans ce domaine érigé en activité-pivot. En effet, 22 laboratoires scientifiques et techniques sont à la disposition des étudiants. Il s'agit, entre autres, de laboratoires d'automatisme, automatique et robotique, d'électronique, de sciences de base en ingénierie et de matériaux. Et pour garantir une meilleure expérience étudiant, une salle de marché a été montée au sein de l'Université. «Universia Trading» se veut une véritable plateforme d'initiation aux métiers de bourse et de trading, qui permet aux traders débutants ou confirmés, d'investir sur les marchés européens et américains. Depuis sa création il y a un peu plus de trois décennies, Universiapolis qui dispose d'une antenne à Laâyoune, a formé plus de 5 000 étudiants. Cette performance a été rendue possible grâce au dévouement d'une équipe pédagogique de 200 enseignants dont 30 internationaux qui assure l'encadrement de centaines d'apprenants issus de 20 nationalités différentes. ●

FEECRA, le salon qui met l'entrepreneuriat à l'honneur

Chaque année, quelque 400 étudiants exposent leurs projets d'entreprises et de startups dans 90 stands du salon «FEECRA». Initié par Universiapolis, ce salon, qui en est cette année à sa 8e édition, offre aux étudiants l'occasion d'aller à la rencontre des professionnels et des investisseurs. Tourisme, restauration, agroalimentaire, élevage, formation, services, commerce, textile, beauté, loisirs, mécanique, industrie... Tous les secteurs sont pratiquement concernés. Les idées de projets ne manquent pas chez les étudiants d'Universiapolis, formés qu'ils sont à l'entrepreneuriat. Expliquant les enjeux d'une telle manifestation, le président d'Universiapolis Aziz Bouslikhane rappelle que le devoir d'un établissement d'enseignement supérieur est de mobiliser toutes ses ressources afin de «préparer une jeunesse qualifiée, innovatrice et entreprenante» capable de relever le défi de l'entrepreneuriat ou de réussir leur carrière au sein des entreprises qui les recrutent. Le Salon Feeera, qui accueille chaque année plus de 5 000 visiteurs dans une ambiance conviviale et studieuse, vise à stimuler l'esprit d'entreprise chez l'étudiant et lui permettre de vivre l'expérience en étant confronté aux situations et aux problématiques réelles d'un entrepreneur. Soutenu par les partenaires institutionnels d'Universiapolis, dont notamment la CGEM, la Banque Populaire, le Conseil de la région et l'ANAPEC, «FEECRA» connaît une forte participation des acteurs économiques et financiers ainsi que des experts nationaux et internationaux.



Aziz Bouslikhane, président d'Universiapolis.




Taghazout
bay

MEET . LIVE . ENJOY



Plan d'Accélération Industrielle

Souss Massa affiche ses ambitions

La déclinaison du Plan d'Accélération Industrielle (PAI) de la région de Souss Massa, présentée le 28 Janvier 2018 sous la présidence de SM le Roi Mohammed VI, a doté la région d'une stratégie d'industrialisation ambitieuse.

Saliha Toumi

Avec la mise en œuvre du Plan d'Accélération Industrielle, le Maroc s'est fixé comme objectif l'accroissement de 8 points de la part industrielle dans le PIB (de 14% à 23%). Initié dans la continuité du plan Émergence, ce programme a déjà permis de booster la croissance des exportations nationales de 22%. Première région à bénéficier de la déclinaison de ce Plan au niveau régional, Souss Massa s'est idéalement positionnée en créant un environnement attractif, propice à l'émergence d'une industrie exportatrice compétitive articulée autour de secteurs à haute valeur ajoutée. Région historiquement exportatrice, Souss Massa a développé un écosystème performant avec des avantages comparatifs indéniables notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. En effet, 9% de PIB national agricole provient de cette région de 2,7 millions d'habitants. Avec des exportations dépassant les 650 000 tonnes d'agrumes par an et 1,2 millions de tonnes de premiers par an, elle domine de loin ses concurrents. Dans le secteur de la pêche, Souss Massa se distingue encore plus, puisque 30% du PIB national de la pêche provient des activités dans la région qui se taille 50% des exportations nationales en produits transformés. Trois secteurs classiques à renforcer, cinq nouveaux à développer !

Le premier pilier du PAI s'appuie sur la mise en place d'écosystèmes industriels avec l'objectif de créer une dynamique nouvelle entre les grands groupes et la TPME. Selon les détails de ce



Agadir mise sur les secteurs industriels à haute valeur ajoutée pour développer son économie.

plan, ces écosystèmes sont dimensionnés pour favoriser une industrie intégrée susceptible d'attirer de grandes industries exportatrices avec effet dynamisant sur le tissu économique local. « Cette nouvelle impulsion permettra aux TPME d'arrimer leur croissance à celle des grands groupes, contribuant à une montée en valeur du secteur industriel dans sa totalité », précise le document de présentation du PAI. Pour atteindre ses objectifs, le PAI propose de soutenir les industries traditionnelles de la région organisées autour de l'agro-industrie, la construction navale, la chimie et parachimie. En plus de ces secteurs classiques, les concepteurs du PAI ont identifié 5 nouveaux écosystèmes prometteurs : l'Offshoring, le cuir, l'automobile, les matériaux de construction et la plasturgie. L'ob-

jectif étant de propulser la dynamique de la région notamment en encourageant les investissements étrangers et en privilégiant l'industrie tournée vers l'export.

La région met la main à la poche pour séduire les investisseurs

Conditions avantageuses

Pour séduire les investisseurs, la Région ne se contente pas de mettre à niveau ses infrastructures et de qualifier ses ressources humaines. Elle met également la main à la poche en offrant des subventions importantes pour l'acquisition du foncier industriel. Les nouveaux investisseurs bénéficient en effet d'une subvention de soutien à l'acquisition du terrain, accordée par le Conseil de la région et calculée sur la base de 250 DH par m² de foncier pour une superficie

d'un hectare. Les financements bancaires sont aussi accordés à des conditions avantageuses. Et ce n'est pas tout, la région accorde une prime à l'embauche de l'ordre de 7 000 DH pour tout emploi stable créé en appui aux projets du secteur de l'offshoring réalisés sur une superficie supérieure à 1 000 M² et générant au minimum 500 emplois stables. Le Fonds de développement industriel et le Fonds de développement agricole s'associent également pour mobiliser 500 millions de DH en faveur des projets industriels installés dans la région. De son côté, le secteur privé s'est engagé, à travers le Fonds de Développement de l'investissement de Souss Massa (FDIS) à consacrer 500 millions de DH alloués sous forme de prise de participation dans les investissements industriels. ●



Centre Régional d'Investissement
Souss Massa

CHOISISSEZ D'INVESTIR AU CENTRE DU MAROC CHOISISSEZ LA ZONE D'ACCÉLÉRATION INDUSTRIELLE SOUSS MASSA

**La Zone franche
Souss Massa c'est:**

- Des avantages fiscaux et douaniers
- Une proximité d'un grand bassin d'emploi
- Une grande connectivité

1 jour de
l'Europe
du Sud

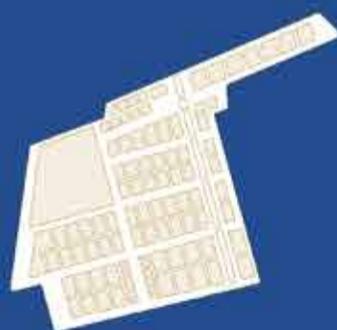
2400 km
de Dakar

3-4 H d'avion des
principales capitales
Européennes et
Africaines

3 jours pour
l'Europe en
bateau

Un écosystème industriel diversifié et florissant

Un climat des affaires propice à l'investissement



Située à l'entrée de l'Autoroute A7 qui relie Agadir à Marrakech et Casablanca, la Zone Franche occupe une superficie de 305 hectares bénéficiant d'avantages fiscaux qui entrent dans le cadre des exonérations accordées aux entreprises en zones franches au Maroc

La Zone d'Accélération Industrielle Souss Massa est destinée aux industries exportatrices à haute valeur ajoutée (alimentaire, chimie et parachimie, automobile, aéronautique, énergies renouvelables, textile, matériaux de construction, industries métallurgique, mécanique, électrique et électronique, industrie navale, plastique, ...) et qui réalisent **au moins 85% de leur chiffre d'affaires à l'export.**

www.zonesindustriellessoussmassa.ma

www.agadirinvest.com

Saïd Dor : « Nous jouons le rôle d'impulseur et d'accompagnateur de la dynamique économique régionale »

Président de la chambre de Commerce, d'Industrie et de Services Souss Massa, Saïd Dor est un fin connaisseur de la problématique de l'investissement et des enjeux de développement en général à Agadir et dans la région Souss Massa. Lui-même entrepreneur expérimenté, plusieurs fois député, cet élu chevronné présente dans cet entretien les missions de la Chambre et ses réalisations.

**Propos recueillis par
Saliha Toumi**

Le Canard Libéré : La chambre de Commerce, d'Industrie et de Services (CCIS) Souss Massa occupe une place particulière dans le monde économique d'Agadir et de la région. Comment aidez-vous les différents opérateurs (commerçants, industriels et autres prestataires) dans leur croissance ?

Saïd Dor : Plus qu'un organisme consultatif, la Chambre est effectivement devenue un organisme actif dans le développement économique de la Région Souss Massa. Cela est en grande partie dû à notre adhésion au plan de développement des Chambres de Commerce, d'Industrie et des Services, notre socle d'engagement qui a pour objectif de nous repositionner à un niveau fondamental dans la prise de décision.

En plus d'un catalogue de services multiples et diversifiés destiné à nos membres, nous nous sommes positionnés sur l'échiquier régional en tant que membre du Conseil d'administration du CRI, en qualité de membre dynamique au sein de la commission régionale unifiée d'investissement (CRUI) et comme administrateur au sein du Technopark et de la cité d'innovation. A travers sa présence dans toutes ces instances, la Chambre a pu renforcer son rôle à la fois d'impulseur et d'accompagnateur de la dynamique économique régionale.

Quelle est la nature des actions menées par la chambre au profit de ses différents membres ?

La CCIS Souss Massa, en tant qu'institution constitutionnelle, s'est inscrite dans une dynamique citoyenne,



Saïd Dor, un homme d'action à l'écoute des commerçants et des industriels de la région.

pour être présente dans tous les volets de la vie économique de la région, en tant que représentant légal des différentes filières en tant que partenaire et force de proposition.

Son rôle va au-delà du statut de représentant et d'interlocuteur des secteurs professionnels pour englober l'animation économique, la promotion des investissements et des exportations, l'accompagnement des entreprises dans leur développement à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale. La diversité de nos missions procède de notre engagement fort pour répondre aux attentes des entreprises en leur proposant des projets en ligne avec leurs ambitions de productivité, de croissance et de compétitivité. Les axes stratégiques de notre action multiforme sont multidirectionnels :

Ils vont du renforcement des mécanismes de l'appui aux entreprises à la redynamisation de la politique de la proximité, de l'amélioration des services d'accompagnement des TPE/PME, à la consolidation du rôle de la formation au profit de nos adhérents, à l'accompagnement des entreprises dans leur ouverture à l'international et aux actions d'encouragement de l'investissement étranger. Sans oublier notre intervention via le Centre de la médiation et d'arbitrage et notre politique de proximité par la création de nouveaux guichets.

Développer la communication externe de la Chambre et contribuer à l'animation commerciale et économique de la Région, organiser des forums et salons d'expositions, animer des journées d'études et d'informations thématiques font aussi partie de

la panoplie des missions de la CCIS de Souss Massa.

Le Commerce, maillon essentiel de l'économie locale et régionale, est-il mieux outillé et comment la Chambre accompagne les commerçants dans les différentes mutations notamment digitales ?

Le commerce occupe une place importante dans l'économie régionale, vu sa participation directe dans la création de l'emploi et de la richesse. Aujourd'hui, il est temps que ce commerce se modernise pour faire face à la concurrence de la grande distribution, du e-commerce et du commerce ambulancier.

Lors du forum marocain du commerce qui a eu lieu à Marrakech les 24-25 avril 2019, une série de recommandations ont servi à l'élaboration d'une nouvelle « vision nationale du commerce » qui a permis de dessiner une feuille de route portant sur les lignes directrices d'une refonte fédératrice et organisant le secteur du commerce.

L'enjeu est bien entendu d'identifier les outils essentiels du développement équilibré du commerce dans toutes ses formes et d'anticiper les mutations du secteur à travers l'accompagnement et la formation. C'est dans ce contexte que la CCIS Souss Massa a pris les devants en initiant un label de qualité pour mettre en valeur le commerce de proximité et le rendre plus compétitif et agile. De même, la CCIS SM s'inscrit dans la démarche de la mise en œuvre d'un ensemble de projets de formation proposé par le ministère de tutelle et la fédération des CCIS Maroc. Pour encourager l'accès à la digitalisation, la CCIS SM organise en parallèle des rencontres de sensibilisation en collaboration avec la société STORENO. Par ailleurs, la Chambre a accompa-

gné la communauté des commerçants dans le processus de son adhésion au régime de la CPU (Contribution Professionnelle Unique) en organisant en partenariat avec la direction des impôts des caravanes de communication.

Quels sont les domaines d'intervention de la CCIS SM dans le cadre de la déclinaison régionale du programme d'accélération qui a fait d'Agadir une plate-forme de premier plan pour diverses industries allant de l'agroalimentaire, chimie et parachimie, à l'automobile, aéronautique et textile ?

Membre signataire de la déclinaison régionale du Plan d'Accélération Industrielle (PAI), notre institution continue de jouer son rôle de fédérateur pour la concrétisation de ce programme industriel aussi bien par les opérateurs publics que privés. Grâce à la CCIS, la Région Souss-Massa s'est dotée de son propre Technopark en accélérant la régionalisation de ses incubateurs pour la promotion de l'entrepreneuriat innovant, notamment dans les domaines des TIC.

À cet égard, cette structure d'Agadir accueille, conformément à la convention du projet, près de 100 entreprises, principalement des start-ups et des PME. Le Technopark comprend aussi des espaces et des équipements communs, en plus d'un espace dédié aux conférences d'une capacité totale de 800 personnes et d'autres commodités (crèche, salle de sport et salle de prière).

Parc industriel intégré : Toujours dans le cadre de la mise en œuvre de la déclinaison régionale du Plan d'Accélération Industrielle (PAI) notamment dans sa partie foncière, la Chambre a joué un rôle très important auprès des investisseurs, en partenariat avec le club des investisseurs d'Agadir Souss-Massa. Grâce à cette synergie, la commercialisation du parc industriel intégré d'Agadir a été complètement réalisée en puisant essentiellement dans le potentiel régional, ce qui a permis de lancer la 2ème et la 3ème tranche du parc industriel intégré.

Cité d'Innovation : C'est l'une des composantes de la déclinaison du PAI à l'échelle de notre région. Depuis son inauguration par Sa Majesté le Roi que Dieu l'assiste, la CCIS SM s'est investie dans le processus de sélection des startups par notre par-

ticipation effective aux différentes réunions du comité de sélection présidées par le Wali de la région.

Tata : La Chambre initie les zones d'activités économiques

Toujours dans le cadre de la mobilisation du foncier industriel visant à répondre aux demandes des investisseurs, la CCIS, a initié la création de la zone d'activité économique de la province de Tata lors des Assises de l'investissement tenues à Tata en novembre 2016, fruit d'un partenariat entre la Chambre, les ministères de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, de l'Industrie et du Commerce, la Wilaya de la région Souss-Massa, le Conseil provincial et communal de Tata. En plus de la promotion de l'acte d'investir, il est à préciser que nous participons de façon hebdomadaire aux travaux de la commission régionale unifiée d'investissement qui réalise un travail remarquable.

En effet, depuis l'instauration de la commission régionale unifiée d'investissement (CRUI), érigée en cadre d'évaluation, d'instruction et de traitement des dossiers d'investissement en vertu de la loi 47-18 portant réforme des centres régionaux d'investissement, la CCIS SM participe activement aux travaux de cette commission tenue régulièrement chaque semaine sous la présidence du wali de la région.

Êtes-vous satisfait du degré de concertation et synergie avec les autres institutions représentatives de la ville notamment la municipalité, le conseil régional et la CGEM?

Depuis le début de notre mandat, nous avons veillé à adopter une approche participative, convaincus que nous sommes de l'importance d'associer les opérateurs économiques et leurs institutions élus à la prise de décision sur tous les dossiers d'intérêt économique.

Les axes stratégiques de notre action sont guidés par la volonté de renforcer le partenariat institutionnel afin de promouvoir un lobbying économique utile pour la région Souss Massa. Cela a toujours été notre devise puisque la CCIS SM avait initié, en partenariat avec d'autres acteurs régionaux, la création du collectif régional à la fois pour la concertation et la coordination des initiatives en matière de développement économique. Le mémorandum d'entente qui a

donné naissance à ce collectif a été conclu entre la CCIS SM, le Conseil Régional Souss Massa ainsi que la Chambre Régionale de l'Agriculture, la Chambre de l'Artisanat, la Chambre des Pêches Maritimes de l'Atlantique Centre Agadir, la CGEM Union Régionale Souss Massa et le Conseil Régional de Tourisme Souss Massa (CRT).

Ce collectif compte en son sein des compétences reconnues, nous espérons l'élargir à d'autres instances afin de forger une force de proposition et d'action au profit du développement économique de notre région.

Nous avons également conclu des conventions de partenariats avec certaines communes territoriales comme Tiznit, Inezgane... D'autres conventions de partenariats similaires sont à l'étude.

La chambre que vous présidez a pour rôle d'être au service des entreprises dans toute leur diversité; comment se porte l'entrepreneuriat à votre avis dans la région et qu'est-ce qu'il faut, de votre point de vue d'homme de terrain expérimenté, comme mesures incitatives supplémentaires pour le stimuler davantage ?

L'entrepreneuriat est l'un des principaux leviers du développement à la fois régional et national. Pour rappel, le gouvernement a mis en place toute une batterie de mesures pour améliorer la culture entrepreneuriale et encourager les jeunes à créer leurs propres entreprises.

La CCIS-SM veille à la mise en œuvre de tous les programmes gouvernementaux afin de promouvoir l'esprit entrepreneurial dans la région à travers l'accompagnement et la formation des porteurs de projets durant l'ensemble des phases du projet, depuis le cadrage de l'idée de départ jusqu'à l'aide au montage du dossier de financement, en passant

par des formations autour de l'entrepreneuriat, l'appui à l'élaboration du business plan et l'assistance dans les autres démarches administratives..

A cet effet, nous avons signé des conventions avec des institutions financières, notamment l'association Initiative Souss Massa (ISM) afin d'instaurer une synergie entre les parties prenantes pour arriver à une meilleure inclusion financière des jeunes. Nous sommes heureux de constater que les efforts des uns et des autres ont porté leurs fruits. Bien des choses ont été réalisées mais beaucoup reste encore à faire pour booster davantage l'entrepreneuriat dans la région. Ceci passe par un certain nombre de mesures :

- Assurer une coordination entre les différents programmes et divers intervenants ;

- Faciliter l'accès à l'information: l'entrepreneur souffre de l'absence d'interlocuteur fiable, que ce soit du point de vue des procédures ou des informations ;

- Renforcer les mesures incitatives fiscales.

- Faciliter l'accès au financement qui demeure problématique malgré la baisse des taux d'intérêts et les différents dispositifs mis en place pour encourager l'accès au crédit ;

- Lever les barrières qui empêchent les PME à bénéficier de la commande publique ;

- Créer des réseaux entrepreneuriaux, encourager l'acte d'investir à travers les modèles de réussite, promouvoir la culture entrepreneuriale en multipliant les incubateurs au profit des jeunes entrepreneurs avec l'encouragement du parrainage et du monitoring. ●

Les restaurateurs au menu de la Chambre...

Relevant de la CCIS-Souss Massa, la Commission du tourisme, des congrès et des expositions s'est penchée le 1er mars 2023 sur la situation des restaurateurs d'Agadir. Maillon important de la chaîne touristique, la profession est minée depuis des années par une crise profonde liée à une baisse de fréquentation due à une conjonction de facteurs. Confrontés à une multitude de contraintes à la fois conjoncturelles et structurelles, les restaurateurs sont en quête de solutions pour renouer avec la rentabilité. La réunion, qui s'est déroulée en présence du président de la Chambre Saïd Dor et du premier vice-président Bachir Ahechmoud, a justement permis de dresser un état des lieux de la profession et les actions à déployer pour lui permettre de retrouver son attractivité. Les recommandations adoptées lors de cette réunion ont été transmises au bureau de la Chambre pour une concrétisation rapide compte tenu de l'urgence de la situation.

« Souss Massa peut jouer le rôle de relais dans l'écosystème de l'automobile et de l'aéronautique »

Président de la CGEM Souss Massa, Driss Boutti livre dans cet entretien sa vision des nouveaux gisements de croissance de la région

**Propos recueillis par
Jamil Manar**

Le Canard Libéré : Quel regard portez-vous sur la dynamique de développement dans la région de Souss Massa ?

Driss Boutti : La région de Souss Massa connaît un développement exceptionnel depuis le Discours Royal du 6 novembre 2019 qui a replacé la région d'Agadir au centre du Maroc. Après ce discours fondateur d'une nouvelle vision pour Souss-Massa et sa capitale, l'impulsion la plus importante qu'aït connue la région, sont venus le Plan de développement urbain (PDU) et le Plan d'accélération industrielle (PAI) d'Agadir qui sont déterminants pour la transformation de Souss Massa.

Aujourd'hui, tous les acteurs de l'écosystème économique, politique et même social se mobilisent pour que ces deux programmes réalisent les objectifs tracés.

Le visage de la ville est en train de changer et son paysage de se transformer avec le lancement de plusieurs projets structurants dans les domaines culturel, social, sportif et économique.

Quel rôle joue la CGEM dans le renforcement de l'attractivité économique de la région et dans l'amélioration du climat des affaires ?

La CGEM agit comme une force de proposition grâce à son réseau régional de chefs d'entreprises très actifs regroupant l'ensemble du tissu économique de la région dans toute sa diversité (industrie, tourisme, agriculture, services, pêche, services, digital...).

Notre structure, par le truchement de ses commissions dédiées, joue également un rôle essentiel dans

l'accompagnement et le suivi des projets d'investissement dans la région, qu'ils soient des incubateurs pour l'employabilité des jeunes ou qu'ils relèvent d'autres secteurs d'activités.

Vous avez souvent fait référence à la vocation africaine de la région. Comment Souss Massa peut-elle jouer pleinement ce rôle de fer de lance de l'économie du Maroc dans le continent ?

Il faut dire qu'Agadir jouit d'un statut particulier sur l'échiquier national du fait de sa notoriété mondiale qu'elle doit essentiellement à sa vocation touristique et à la renommée de ses produits agricoles de grande qualité.

Agadir se distingue aussi par sa proximité de l'Afrique et c'est à partir de notre région, forte de son immense potentiel agricole et halieutique, que se déploient par voie terrestre les dynamiques de développement des échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne notamment en matière agricole et halieutique.

La région de Sous Massa figure en tête dans les exportations d'agrumes, de fruits et légumes et de poisson.

L'Afrique offre donc un bon marché pour ces produits et c'est naturellement qu'Agadir s'est tournée vers le continent. Cela dit, la vocation africaine d'Agadir est appelée à se renforcer davantage, via la création dans l'avenir de la ligne directe avec Dakar et Abidjan. Le Maroc, à travers la région de Souss Massa, a tous les atouts pour jouer un rôle clé dans la sécurité alimentaire de notre continent.

Quels sont les principaux secteurs sur lesquels compte la région pour drainer les investissements ?



Driss Boutti, une voix très écoutée.

La région occupe la première place dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la pêche et des produits dérivés de la mer. Notre région offre naturellement tous les avantages pour les investisseurs désireux d'investir dans ces secteurs. L'autre point fort de Souss Massa réside dans sa complémentarité économique.

Avec sa vocation touristique, associée aux autres secteurs traditionnels qu'il s'agit d'étoffer par une bonne offre industrielle et de services dans les nouveaux métiers d'avenir Souss Massa possède le potentiel nécessaire pour devenir une région économiquement puissante en jouant un rôle de relais dans l'écosystème de l'automobile et de l'aéronautique.

Projet de ligne à grande vitesse reliant Agadir à Marrakech, voie express traversant tout le Sahara marocain presque achevée, création de liaisons maritimes...

Dans quelle mesure, l'amélioration de la connectivité peut-elle renforcer l'attractivité territoriale d'Agadir ?

Effectivement, l'Alpha et l'Oméga du développement c'est la connectivité. Pour qu'une région se développe, il faut qu'elle soit reliée, côté moyens de transport, à d'autres villes et d'autres pays. La ligne à grande vitesse Agadir-Marrakech est un projet royal qui fera un grand bien aux deux villes. Également fruit de la vision royale, la voie express, qui sera bientôt livrée, est structurante pour la région. Nous réclamons la connexion de cette voie express à l'autoroute Agadir-Marrakech, ce qui va permettre une grande économie de temps et d'énergie et impulser une dynamique certaine au tourisme dans plusieurs zones au sud de la ville de Tiznit. ●

Foncier industriel

Le terrain de l'investissement bien balisé

Zones industrielles, zones logistiques, zones franches... La région déroule le tapis rouge aux investisseurs nationaux et étrangers à travers une offre foncière intégrée.

Jamil Manar

Souss-Massa met le paquet pour concrétiser ses ambitions industrielles. Avec une superficie de plus de 892 hectares, elle offre plusieurs plateformes d'accueil industrielles de dernière génération. Rien n'est trop cher pour attirer les capitaux et les compétences dans une région réputée pour le dynamisme de ses habitants.

Haliopolis : Un parc d'activité dédié aux produits de la mer

Championne nationale des produits de la mer, la région de Souss-Massa dispose du premier parc d'activité du Maroc dédié principalement à la valorisation des produits de la mer. Baptisé Haliopolis, ce parc, d'une superficie de 150 hectares, est très prisé par les investisseurs. Sur les 330 lots industriels aménagés, 294 sont déjà alloués, soit un taux d'affectation de 88%. Selon les chiffres récents, le parc a reçu 174 projets industriels, dont 23 unités déjà opérationnelles.



Ces projets, mobilisant des investissements de pas moins de 3,5 milliards de dirhams sont conçus pour créer, à terme, quelque 10.686 emplois. Le dernier bilan fait état de 48 chantiers déjà entamés et 18 autres en cours de lacement. « 7 projets sont en cours d'autorisation, 15 en cours d'instruction par la Commission Grands Projets sur la plateforme Rokhas, 9 en pré-instruction, 25 en cours de dépôt du dossier du permis de construire et 29 affectés au niveau de la 4e tranche qui a été réceptionnée le 6 avril 2022 », toujours selon le même bilan.

Deux Parcs industriels intégrés à Agadir

66,3 hectares, telle est la superficie totale des deux Parcs industriels intégrés à Agadir (PIIA). Composé de 67 lots, le premier Parc, qui s'étend sur une superficie totale de 35,6 hectares, accueille déjà 58 projets industriels. Située à Drarga, cette zone industrielle a la capacité, selon les responsables de la région, de drainer 1,12 milliard de DH d'investissements et créer, à terme, 2.843 emplois. La deuxième partie de ce parc, réceptionnée le 28 avril 2022, s'étale sur une superficie de 30,7 hectares. A l'instar du premier, ce parc a une vocation multi-



écosystèmes. Se composant de 51 lots industriels dont 46 déjà attribués, le Parc compte 40 projets industriels ayant mobilisé un montant global d'investissement de 715,55 millions de DH. Le succès de ces deux premiers fait déjà sentir le besoin de lancer une troisième tranche... Ce sera fait dans les mois à venir.

Zone franche Souss-Massa: 64 hectares aménagés

La zone franche Souss-Massa, située à l'entrée de l'autoroute A7 qui relie Agadir à Marrakech, en est à sa première tranche qui s'étire sur 64 hectares. Cette tranche, réceptionnée le 30 avril 2020, affiche actuellement un taux d'affectation de 21%, soit 18 lots sur 87 selon le dernier bilan arrêté en juillet 2022. Du chemin reste encore à faire pour cette zone où ont été implantés 5 projets industriels seulement, totalisant 860 millions de DH d'investissement projetés et 725 emplois à créer à terme. Destinée aux industries exportatrices à haute valeur ajoutée, cette plateforme accueille l'ensemble des écosystèmes du PAI déclinés à l'échelle de la région. La diversité des industries qu'elle regroupe en fait l'une des zones les plus attractives. Elle est composée d'un pavillon regroupant 80 lots industriels, d'une partie dédiée aux services de 9 lots, d'une zone showrooms de 7 espaces et d'une zone logistique de 4 lots.





Mohamed El Moudden, président de l'Initiative Souss-Massa (ISM).

Entretien avec Mohamed El Moudden, président de l'Initiative Souss-Massa (ISM)

« Nous agissons pour l'inclusion économique des jeunes »

Créé en 2007 par le Conseil régional (baptisé Souss-Massa-Draa l'époque) et la Chambre de commerce, d'industrie et des services, rejoints ensuite par des institutions publiques, semi-publiques et privées, Initiative Souss Massa (ISM) est un dispositif innovant de financement de porteurs de projets essentiellement des TPE. Ce financement a ceci de particulier qu'il se présente sous forme de prêts d'honneur accordés à taux zéro sans garantie ni caution. Inspirée de l'Initiative France dont elle est partenaire, l'ISM est une expérience inédite au Maroc portée depuis sa création par Mohamed El Moudden. Homme dynamique et plein de bonne volonté, celui-ci a mis en place l'Alliance Initiative Maroc qui œuvre sans relâche pour que ce mécanisme vertueux, déjà adopté par quatre régions, soit généralisé sur l'ensemble du territoire national . Entretien.

Propos recueillis par Ahmed Zoubair

Le Canard Libéré : Quel bilan faites-vous de l'action de l'association Initiative Souss-Massa ?

Mohamed El Moudden : Aujourd'hui nous gérons un fonds de 62 millions de DH dont le taux de remboursement frôle les 85%. Jusqu'à ce jour, plus de 1060 projets ont été soutenus par notre plateforme dans le cadre de prêts d'honneur et sans garanties. Ce qui a permis de créer plus de 2800 emplois.

Êtes-vous satisfait en tant que président du travail accompli en termes de créations de projets et d'emplois depuis la création de l'association en 2008 ?

Notre ambition est de faire plus en matière de soutien de l'entrepreneuriat des jeunes. C'est pour cela que nous sommes fort désireux de développer de nouvelles plateformes similaires à la nôtre en la généralisant à toutes les régions du Maroc. Initiative Souss-Massa fédère déjà dans le cadre de l'Alliance Initiative Maroc qu'elle préside cinq plateformes régionales (Rabat-Salé-Kenitra, l'Oriental, El Hajeb Initiative (Région Fès-Meknès), Larache Initiative (Région Tétouan-Al Hoceima). Ces plateformes ont été implantées en étroite collaboration avec Initiative France et l'AFD.

En quoi consiste l'apport de ces deux organismes ?

Initiative France opère au Maroc dans une logique de coopération en relation avec son projet « Consolider et développer les réseaux Initiative au Maroc, en Tunisie et Burkina Faso ». Ce dispositif est financé en grande partie par l'Agence française de développement (AFD).

Quel est le profil des bénéficiaires de l'ISM et en quoi consiste votre soutien aux jeunes porteurs de projets de la région Souss-Massa ?

Le prêt d'honneur et sans garanties est destiné à toute personne désireuse d'entreprendre en milieu urbain ou en zone rurale. L'ISM intervient dans ce processus en tant que partenaire qui fournit aussi bien le financement requis que l'assistance technique nécessaires aux candidats sélectionnés.

Notre dispositif de soutien est conçu pour s'adapter à tous les profils: Les jeunes de moins de 30 ans, les hommes de plus 45 ans, les femmes, les personnes en situation de handicap et même les anciens détenus...

D'où proviennent les fonds qui forment le prêt d'honneur que vous accordez aux jeunes entrepreneurs ?

Notre bailleur de fonds principal est le Conseil régional de Souss-Massa ainsi que d'autres institutions du public et du privé qui font aujourd'hui partie du réseau des partenaires de l'ISM. Les fonds récupérés par notre association au titre du

remboursements des prêts par les bénéficiaires forment aussi notre principale source de financement.

Financez-vous 100% des projets et quels sont les critères de financement?

Nous finançons jusqu'à 70% du montant d'investissement global du projet, le reste devant être apporté par le candidat. L'ISM peut également cofinancer des projets avec les banques ou d'autres organismes tels que l'INDH. Le financement participatif est un excellent outil qui contribue davantage à la réussite de l'entreprise.

Les critères de financement sont flexibles, ils s'adaptent à chaque territoire et à tous les secteurs d'activité. Notre seul intérêt est que le porteur du projet rencontre la réussite, synonyme de création d'emplois, de valeur et de développement de l'économie régionale.

Quel est le taux de réussite des projets que ISM finance et êtes-vous satisfait du taux de remboursement des prêts?

Le taux de remboursement se situe autour de 85%. Ce qui est une performance remarquable qui me conforte personnellement dans l'extrême utilité économique et sociale de l'apport de l'ISM.

L'association dispose-t-elle d'un recours contre les mauvais payeurs ou bien vous misez uniquement sur la bonne foi des emprunteurs ?

Nous disposons des deux leviers à la fois. Mais l'essentiel pour nous c'est de garder de bonnes relations avec nos entrepreneurs que nous pouvons financer à nouveau dans le cadre de leur croissance.

En plus, ils peuvent devenir les parrains de nouveaux entrepreneurs et, forts de leur expérience, siéger dans le conseil d'administration de notre association.

Attendez-vous plus d'engagements des bailleurs de fonds de l'ISM pour financer plus de projets et contribuer ainsi davantage au développement de l'entrepreneuriat des jeunes de Souss-Massa ?

Le modèle PPP (Partenariat public-privé) est un mécanisme adapté à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et représente un excellent vecteur pour les élan de de responsabilité et d'engagement au service de l'inclusion des jeunes par l'entrepreneuriat et la lutte contre le chômage et la précarité.

Toutes les entités-ressource, banques et collectivités territoriales, ont la possibilité de s'inscrire dans cette dynamique vertueuse.

Par ailleurs, cela me fait chaud au cœur c'est que l'acte d'entreprendre ne fait plus peur aux jeunes des deux sexes qui sont de plus en plus nombreux à refuser de se complaire dans le chômage, la précarité et l'indignité. Ce désir croissant de se lancer dans l'aventure est de mon point de vue un acquis immense, un capital précieux qu'il faut fructifier davantage. ●

SPÉCIAL AGADIR

Initiative Souss-Massa

La maison fait crédit... à taux zéro et sans garantie

L'Initiative Souss-Massa est une plateforme qui contribue à l'émergence d'entrepreneurs à Agadir et sa région. Son dispositif attrayant basé sur des prêts d'honneur sans intérêts ni garanties et un accompagnement technique des bénéficiaires a séduit plusieurs centaines de personnes qui ont réussi à monter leurs projets dans diverses activités et à les mener à bon port. En voici quelques exemples.

Mohamed Aberghaz, 42 ans, menuisier



Menuisier de père en fils, Mohamed Aberghaz compte parmi l'un des premiers bénéficiaires des prêts sur l'honneur accordés par l'association « Initiative Souss-Massa ». Dès 2009, cet artisan a postulé pour l'obtention d'un crédit sans garantie et sans intérêts d'un montant de 100.000 DH pour l'équipement de son atelier avec du matériel de menuiserie de dernière génération. Donnant un véritable coup de pouce à son activité grâce à cette initiative, il a pu rembourser son crédit au bout de 4 ans d'activité. « J'ai fourni le local et l'Initiative Souss-Massa m'a aidé à financer l'acquisition

des machines et de l'outillage nécessaires au démarrage de mon entreprise », assure-t-il, une pointe de fierté dans la voix. Quelques années plus tard, notre entrepreneur qui compte 6 artisans dans son équipe se tourne vers l'Initiative Souss-Massa pour contracter un second prêt. « Mon activité commence à se développer et il fallait que j'équipe mon atelier en nouvelles machines pour adapter mon activité aux nouvelles tendances du marché et répondre au mieux aux besoins de mes clients », explique-t-il.

Naima Aini 54 ans, traiteur

Passer d'une salle de fête mobile à un véritable projet de traiteur avec une plateforme moderne, tel était le rêve de Naima Aini. Un rêve qu'elle réalise grâce au prêt sur l'honneur accordé par l'association « Initiative Souss-Massa ». Femme dynamique, Mme Aini est aujourd'hui à la tête d'une affaire qui marche. Ce qui n'émousse en rien son appétit pour de nouvelles réussites. Naima Aini, flair des affaires et ambition comme armes, a su élaborer une offre adaptée à destination des salles de fête de la ville d'Agadir. « Une salle mobile n'est pas toujours déployable surtout quand les conditions climatiques sont difficiles, explique-t-elle. Grâce au financement sans intérêt que j'ai obtenu auprès de l'Initiative Souss-Massa, j'ai réussi à aménager ma propre salle pouvant accueillir jusqu'à 16 tables de 10 personnes » affirme enthousiaste, celle qui occupe plusieurs fonctions régionales et nationales au sein de l'association professionnelle des traiteurs. Pour Mme. Aini, tout projet est une aventure, il suffit d'y croire, de travailler suffisamment son idée et de trouver le bailleur de fond qui vous accompagne. « Les responsables de l'Initiative Souss-Massa ont cru en moi et m'ont donné les moyens de réaliser mon rêve », explique-elle non sans fierté.



Aich Bougrine 55 ans, artisan menuisier



Installé dans la ville de Déchira dans la banlieue d'Agadir, Aich Bougrine est un artisan talentueux qui en impose dans la profession qui est la sienne. Fort d'un savoir-faire qu'il a développé au fil des années, il décide de tourner le dos au salariat pour s'installer à son propre compte. Les prêts sur l'honneur de l'Initiative Souss-Massa lui offrent la source de financement idoine pour son projet. « Quand je me suis lancé dans l'aventure entrepreneuriale, j'avais besoin d'argent frais pour honorer mes premières commandes. Le prêt de l'Initiative que j'ai remboursé sur une durée de 36 mois m'a permis de financer l'achat des matières premières », confie-t-il. Saluant l'engagement de l'Initiative Souss-Massa notamment en faveur des jeunes en phase de démarrage de leurs affaires, notre artisan insiste surtout sur le volet accompagnement et formation assurés par l'Association pour les porteurs de projets. Il ne s'agit pas seulement d'accorder des prêts mais également d'accompagner les porteurs de projets. « J'ai moi-même bénéficié de quatre sessions de formation et je n'hésite pas à intervenir à mon tour en faveur des porteurs de projets qui démarrent pour les faire profiter de mon expérience », indique l'artisan menuisier.

Noura Essaidy 42 ans imprimeur

Après plusieurs années de salariat et une expérience non négligeable dans le secteur de l'imprimerie, Noura Essaidy décide en 2015 de devenir son propre employeur en 2015. Avec les idées bien claires et un projet bien étudié, la jeune « imprimeuse » s'est lancée dans la recherche du financement. Sa quête la conduit au siège de l'Association Souss-Massa et son dispositif attrayant de prêts sur l'honneur sans intérêts et sans garanties. Notre investisseur est toute contente de décrocher un financement de 80.000 DH pour jeter les premiers jalons de



son projet. « Pour quelqu'un qui commence en business c'est une somme importante surtout qu'il y avait un véritable accompagnement et des facilités de paiement tout au long de la période du crédit », indique-t-elle. Forte d'une expertise précieuse dans le domaine de l'entrepreneuriat, Mme Essaidy incite les jeunes à s'inspirer de son expérience et sauter le pas de l'entrepreneuriat. « L'Initiative Souss-Massa » est un véritable partenaire qui tend la main aux jeunes et les accompagne pour concrétiser et réussir leurs projets. « C'est une belle occasion à saisir pour aller de l'avant sur le plan professionnel » affirme-t-elle.

Samira Ait Dour, 34 ans, organisatrice de mariage

Chez les Ait Dour, la relation avec l'association « L'initiative Souss-Massa » est une histoire de famille. En effet, après avoir bénéficié d'un prêt sur l'honneur pour le financement de son atelier de soudure, le père a exhorté sa fille à faire appel au même service. C'est ainsi que commence l'aventure entrepreneuriale de Samira Ait Dour. Spécialisée dans l'organisation des mariages marocains, la jeune femme de 34 ans recommande, à son tour, aux jeunes de faire appel aux services de l'association. « Les prêts sur l'honneur sont plus avantageux pour les porteurs de projets de petite taille, car il n'y a pas d'intérêts. », affirme la patronne. Évoluant dans un secteur fortement impacté par la pandémie de la covid19, Mme Ait Dour s'en sort plutôt bien notamment grâce à l'accompagnement fourni par l'association y compris pour les projets en difficulté.



Elmoubaraky Mustapha 34 ans coiffeur



Après une expérience de plusieurs années en tant que coiffeur exerçant dans des salons de la région, Mustapha Elmoubaraky estime que le temps est venu pour qu'il ouvre son propre salon de coiffure. Investir dans cette activité nécessite une mise de départ importante que le jeune de 34 ans ne possédait pas. En s'adressant à l'association « L'initiative Souss-Massa » il a pu bénéficier d'un prêt sur l'honneur et sans intérêts. « Personne aujourd'hui, même les plus proches, ne peut vous faire confiance et vous prêter de l'argent sur une durée qui peut aller jusqu'à 4 ans », concède-t-il. Pour le jeune

coiffeur, il s'agit d'une initiative très louable qu'il aimerait voir essaimer sur l'ensemble du territoire national. Pour un jeune qui ambitionne de créer son propre business, l'apport d'Initiative Souss-Massa n'a pas de prix et représente même la clé de la réussite, ajoute Elmoubaraky.

Rachid Serhane 38 ans gérant d'un café

Après une première prise de contact avec l'association « L'initiative Souss-Massa » et une étude de faisabilité du projet auprès de l'ANAPEC, Rachid Serhane et ses associés ont bénéficié d'un financement pour la réalisation d'un café. Issu du monde du tourisme où il a acquis une expérience considérable au Maroc et à l'international, l'homme de 38 ans n'a pas eu qu'à un simple financement mais également plusieurs sessions de formations et surtout des conseils de l'Initiative Souss-Massa pour la gestion de son projet. Associé avec ses frères vivant à l'étranger dans ce projet familial, M. Serhane insiste sur l'importance de la patience et de l'engagement comme clés pour la réussite de tout investissement, qu'il soit grand ou petit. Dans cette phase également, il met en avant le rôle primordial de l'association, notamment dans l'accompagnement financier et technique des porteurs de projets. Appelant les jeunes et les moins jeunes à faire appel aux services de l'Association, M. Serhane leur conseille de croire en leurs rêves et en « L'initiative Souss-Massa ». ●



La région Souss-Massa, du potentiel à revendre

La région de Souss-Massa dispose d'un potentiel de développement indéniable, compte tenu de la diversité de ses ressources, qui la qualifie à être la meilleure région du pays en termes d'opportunités économiques et de création d'emplois.

Une contrée aux contrastes des plus intenses au fil du Haut et de l'Anti-Atlas, remarquable par la qualité de son terroir riche et diversifié. Des atouts valorisés par une tradition du business et un esprit d'entreprise reconnu. C'est également une terre de migration, forte d'une imposante diaspora installée au-delà des frontières nationales. Occupant 7,6% du territoire, le Souss-Massa est scindé en 2 préfectures et 4 provinces avec comme chef-lieu : Agadir, cœur battant d'une région qui compte 2,6 millions d'âmes dont près de 5.000 étrangers.

Pôle économique, la région contribue à hauteur de 10,5% au PIB marocain. C'est en partie dû à l'opulence de son sol et sous-sol et à l'indéfectible hospitalité de sa population qui fait du Souss-Massa une destination touristique de premier plan. Dans certains secteurs clé de l'économie marocaine, les « soussis » se targuent d'être les leaders nationaux.

Timbre Atlantique

À dominante champêtre, Souss-Massa comprend des agglomérations urbaines essentiellement concentrées aux abords du littoral. Au pourtour des grandes villes de la région, l'arrière-pays n'est jamais bien loin.

Capitale historique de la région, dotée d'un grand port, Agadir compte plus de 700.000 habitants. Sa baie magnifique et sa plage dorée en font la station balnéaire la plus en vue du pays. Des centaines de milliers de touristes nationaux et étrangers affluent chaque année pour profiter de ses 300 jours d'ensoleillement par an, un record ! À l'intérieur des terres, c'est l'Ida Ou-Tanane, plus connu pour ses cascades (Imouzzer), un peu moins pour son rucher collectif, le plus grand au monde, du nom d'Inzerki. Le tout aux contreforts de l'extrême ouest du Haut-Atlas, plongeant brusquement dans l'Atlantique.

Inezgane-Aït Melloul : Deuxième

pôle urbain de la région, la préfecture d'Inezgane-Aït Melloul compte près de 540.000 habitants. Fractionné par l'Oued Souss qui débouche sur l'océan, c'est une importante plaque-tournante commerciale composée de grossistries et de magasins de détail. L'économie des deux localités tourne entre autres autour du souk tleta (du mardi) tourné vers le marché quotidien et le grand marché de gros. L'endroit est une plateforme du commerce de fruits et légumes vers et en provenance de tout le reste du pays. Comme tout espace marchand marocain qui se respecte, la subdivision d'Inezgane-Aït Melloul a également son souk du cuir, du bétail et de céréales.

Souss profond

Chtouka-Aït Baha : Composée de 22 communes, la province dispose de deux centres urbains, Biougra, son chef-lieu et Chtouka-Aït Baha. Avec une population estimée à 371.102 habitants, les Ichtouken sont connus dans le pays par leur esprit d'entreprise. Leur migration commença dès l'aube de l'indépendance en France et au Benelux, puis vers les grandes villes comme Fès et Casablanca. Au coude-à-coude, la diaspora locale œuvre pour le désenclavement des bourgs en manque d'infrastructures viables. La province est un lieu prisé des amateurs de trekking. Son domaine forestier, d'une superficie de 90.175 ha dont 83 830 d'arganiers offre un cadre propice à l'écotourisme. Autre attraction, les greniers pluri-centenaires d'Amtoudi valent le détour, certains sont même ouverts aux visiteurs.

Tiznit : Tiznit et ses environs plus au sud marquent les limites méridionales de la région. Chef-lieu, la ville a acquis sa renommée grâce à l'orfèvrerie, dont la fibule est le symbole phare. En effet, la composition géologique de la province de Tiznit se caractérise par la richesse de son sous-sol en minerais et roches ornementales. Elle recèle des gîtes et



Des atouts précieux à valoriser.

gisements miniers se comptant par dizaines. De plus, le territoire est exquis pour ces multiples facettes. Allant du rivage où Aglou et Mirleft constituent des hauts lieux de sports nautiques, au Parc National du Souss-Massa qui protège jalousement une faune et flore typique de la région, vers par la mirobolante vallée des Ammeln au milieu d'un ensemble de rocs de granit rose.

Hinterland

Taroudant : Nichée sur la plaine du Souss à la croisée du Haut et Anti-Atlas, Taroudant ressemble à s'y méprendre à ce que fut Marrakech avant son boom touristique. Autrement dit, une cité impériale au rythme relativement placide. Faite de vallées fertiles, le flanc ouest de cette ancienne capitale saadienne regorge de plantations d'agrumes et de primeurs essentiellement voués à l'export. De surcroît, la province Taroudant est dotée d'une zone industrielle au niveau de la commune d'Aït Azza. Elle abrite l'une des plus grandes coopératives agricoles du pays. À l'est, s'offre au regard un panorama aux contrastes surprenants où culmine l'Anti-Atlas à

3.304m d'altitude sur Jbel Siroua. En contrebas, et au creux de vallées, fleurissent des cultures étagées et de vastes champs de safran. Les plus connus étant ceux de Taliouine.

Tata : Fraction oasienne du Souss-Massa au piémont de l'Anti-Atlas, Tata ne fait plus partie de la région de Guelmim Essmara. Rattachée depuis 2015 à Souss-Massa, elle renferme un ensemble de palmeraies verdoyantes parsemé de pittoresques Ksour, appelés Igherman par ses quelque 120.000 pensionnaires. La plus grande province de la Région en superficie a fait du palmier dattier sa principale spécialité du fait de son climat désertique. Environ 1.141.808 palmiers-dattiers sont recensés, mais seulement 35 % demeurent productifs en raison des effets de la sécheresse et de la maladie de Bayoud qui ne cesse d'attaquer la principale richesse des habitants. Accusant d'un déficit chronique dans les infrastructures de base, la province a besoin d'un réel effort de solidarité pour être désenclavée. Forte d'un potentiel touristique indéniable, Tata a tous les atouts pour devenir une destination privilégiée pour les amateurs du désert et de ses oasis. ●

Attractions touristiques

Agadir chasse l'ennui

Agadir commence à étoffer son offre en attractions et loisirs. Ce qui ne peut que ravir le touriste en quête de distraction et d'expériences uniques. Téléphérique, Crocoparc, Delphinarium, Vallée des oiseaux, ...autant de curiosités touristiques uniques en leur genre au Maroc qui font émerger la capitale du Souss comme une destination où il fait bon voyager. En individuel, en groupe ou en famille.

Téléphérique : Agadir prend de la hauteur

Sur un trajet de 6 minutes environ, le téléphérique offre au visiteur une belle vue panoramique sur plusieurs sites de la ville.



Le président du Conseil municipal Aziz Akhannouch avec le wali de la région Ahmed Hajji coupant le ruban d'inauguration du téléphérique.

À l'instar des grandes capitales touristiques du monde, la ville d'Agadir s'est dotée d'un téléphérique dernière génération. Premier dispositif de transport du genre au Maroc, il a été inauguré le 15 juillet dans la soirée par le président du Conseil municipal Aziz Akhannouch. Fruit d'un investissement privé dans le secteur de loisirs, la machine reliant le pont Tildi à la Kasbah d'Agadir Oufella sur une distance de 1.700 mètres linéaires a été bien accueillie par les habitants et les acteurs touristiques. Un dispositif bienvenu de nature à accroître l'attractivité de la ville. Sur ce trajet de 6 minutes environ, le téléphérique survole plusieurs sites, donnant au visiteur une vue panoramique sur la baie d'Agadir, la corniche, la marina, le port de pêche et le port de plaisance et le centre-ville.

Comprenant 30 cabines dont 4 VIP, cette première ligne sera renforcée par une deuxième dotée de 18 cabines. A terme, le téléphérique pourra transporter 1.000 personnes par heure et générer 1.000 emplois directs.

Porté par la société «DaniaLand» dans le cadre de la réalisation de son parc d'attraction, ce projet, dont les travaux de réalisation ont été effectués par des spécialistes agréés et des multinationales dans le domaine de la construction de téléphériques, a nécessité un investissement global de 100 millions de DH. La société «DaniaLand» ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle prévoit le lancement de la seconde ligne à l'horizon 2024 dans le cadre de la deuxième tranche de ce projet qui reliera Agadir Oufella au parc d'attraction «DaniaLand», considéré comme le plus grand parc aquatique d'Afrique, ont annoncé les responsables de l'entreprise. Grâce à la mise en service de ce nouveau dispositif, la Kasbah d'Agadir Oufella reprend des couleurs. Désormais accessible par les airs, ce site historique vient d'être partiellement ouvert au public. Faisant l'objet d'un large projet de restauration, le site et ses abords seront réhabilités suivant une restitution archéologique des remparts tels qu'ils étaient la veille du tremblement de terre du 29 février 1960 qui ravagea Aga-

dir, tout en prenant en compte certaines époques antérieures.

Les travaux de la restitution architecturale et la réhabilitation du site historique d'Agadir Oufella s'inscrit dans le Programme de développement urbain (PDU) de la ville d'Agadir (2020-2024), lancé par le Roi Mohammed VI, pour une enveloppe budgétaire de 5,991 milliards de DH.

Crocoparc : Un parc animalier et plus encore...

Présents au Maroc jusque dans les années 70, les crocodiles ont progressivement disparu à cause de la chasse mais aussi de la sécheresse. Il a fallu attendre juin 2015, avec l'ouverture du Crocoparc d'Agadir, pour que quelque 300 crocodiles soient rassemblés dans un parc zoologique qui leur est dédié. S'étendant sur une superficie de quatre hectares, le Parc implanté à Drarga dans la banlieue d'Agadir est la première attraction du genre au Maroc que l'on doit à deux frères français Luc et Eric Fougeirol.

Excellente idée de sortie en famille ou de d'excursion pour touristes, Crocoparc accueille plusieurs espèces de ces reptiles dont notamment le Crocodile du Nil, une espèce qui peut atteindre jusqu'à 7m de long et un poids d'une tonne. Ici, on peut également admirer des iguanes verts du Salvador, des tortues géantes du Sahel et même des serpents, notamment un Anaconda originaire d'Amérique du Sud et un Python royal issu d'Asie. Les ouistitis à pinces blanches, singes, originaires du Brésil, font aussi partie des pensionnaires du parc. Crocoparc n'est pas qu'un paradis pour ces reptiles de grande taille. Il compte aussi un jardin botanique splendide où plus de 300 espèces de plantes exotiques du monde entier se côtoient. Tout au long du parcours de promenade, les visiteurs peuvent admirer des plantations originales et humer de divins parfums distillés par les jasmins, gardénias et autres plantes odorantes. Crocoparc, qui offre des espaces de restauration, est une adresse divertissante aussi bien pour les enfants que les adultes.



Un parc sympathique qui vaut le détour.

SPÉCIAL AGADIR

«Agadir dolphin world» : Les dauphins en spectacle

Apprécier un spectacle de dauphins au Maroc ? C'est possible. Et c'est dans la ville d'Agadir que les fans de danse de dauphins se donnent rendez-vous. En effet, la ville s'est dotée en 2018 du premier delphinarium du pays réalisé par des investisseurs russes. Baptisé le «Agadir dolphin world», ce site installé dans le quartier Anza sur une superficie de 1500m², a nécessité un investissement de 8 millions de DH. Animé par une équipe de dresseurs russes, le spectacle se présente sous formes de numéros enchaînés par des dauphins et des phoques. L'inauguration de cette attraction s'est accompagnée d'une vague de critiques émanant de quelques associations locales qui se sont mobilisées au nom de la défense de ces espèces. Leurs arguments sont ceux dégainés depuis des années par les amis des dauphins dans le monde ? « La capture dévastatrice de ces mammifères, les effets négatifs sur leurs conditions de vie, dont la perte de l'ouïe, ainsi que l'asservissement d'un animal célèbre pour son intelligence extrême et habitué à l'immensité des mers ». Une association a même réussi à collecter quelque 10.000 signatures pour empêcher l'ouverture du delphinarium gardiri. En vain. ●



Une petite attraction créée par des investisseurs russes.



Une belle vallée qui se fait encore plus belle...

Vallée des oiseaux : Une rénovation pour un nouvel envol

La Vallée des oiseaux est le plus ancien parc animalier d'Agadir ouvert au public en 1989. Situé au centre-ville à l'intersection de trois artères principales (les avenues Hassan II, Mohammed V et du 20 août), le site a été fermé pour rénovation dans le cadre du PDU d'Agadir pour un montant de 58 millions de DH. La livraison du nouveau parc, reconfiguré autour d'un nouveau concept, est prévue pour fin 2024. ●



Agadir chante l'amour et la fraternité.

Le concert pour la tolérance

Depuis 2005, Agadir abrite chaque année le Concert pour la Tolérance qui rassemble sur la belle plage de la ville des chanteurs marocains et français. L'idée de cet événement a germé dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 qui ont endeuillé l'Amérique et bouleversé le monde. Qui mieux que le Maroc, connu pour être une terre de coexistence, d'amour et de tolérance, pour promouvoir en sublimant une telle manifestation diffusée sur 2M et M6 ? 2005. Aux manettes de la région (à l'époque Souss-Massa-Draa), il y avait Aziz Akhannouch et aux commandes du CRT Said Scally. Les deux hommes s'entendent bien et se mobilisent pour la réussite de la première édition du concert qui offre à chaque fois un plateau artistique époustouflant. De grands noms de la chanson française et marocaine défilent depuis sur la plus belle baie du monde pour enflammer les foules en célébrant depuis Agadir les valeurs d'amour et du vivre ensemble. Le concert de la tolérance est devenu un acquis pour Agadir. Un rendez-vous qui enrichit le paysage culturel de la capitale du Souss. ●

Le Festival Timitar

Depuis 2004, Agadir organise chaque été, au mois de juillet, le festival Timitar Signes et Culture que la ville doit au Conseil régional présidé à l'époque par Aziz Akhannouch. C'est l'événement culturel-phare de la capitale du Souss qui enchante par la diversité de sa programmation les habitants et les touristes. Conçu comme un trait d'union entre la culture amazighe et les musiques du monde, Timitar propose de nombreux spectacles sur trois scènes réparties sur la territoire d'Agadir (Place Al Amal, Théâtre De Verdure et Place Al Wahda).

Les troupes traditionnelles du chant berbère lancent chaque soir les festivités comme une invitation adressée aux artistes venus du monde entier. Plusieurs stars comme Alpha Blondy, Najat Atabou, Idir, Faudel, Jimmy Cliff, Samira Said, UB 40, feu Manu Dibango et bien d'autres se sont produits pendant les premières éditions de Timitar qui attire plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. ●



Un acquis culturel pour la ville.



al omrane

Souss Massa

Offrez vous une **VILLA**
Au prix d'un **APPARTEMENT**



Villas **TALAINT**
À LEQLIAA

À PARTIR DE **409 000**^{DHS}



+212 (0) 5 28 83 22 08
www.alomrane.gov.ma

080 100 15 16
PRIX D'UNE COMMUNICATION LOCALE

Abdelaziz Houays : Le Monsieur loisirs et distraction d'Agadir

La capitale du Souss doit déjà beaucoup à cet ancien Marocain de France débordant d'énergie et d'idées. Portrait.

Ahmed Zoubair

Il est ce qu'on peut appeler un serial entrepreneur dans le domaine du divertissement touristique. C'est son secteur de prédilection, devenu son dada. Abdelaziz Houays n'est pas bardé de diplômes. Il n'en a pas besoin pour réussir dans les affaires. Ce n'est pas non plus un riche héritier comme le grand capital soussi en a produit. C'est un self made man qui s'est forgé tout seul. A force de détermination et de persévérance. Dans la lignée des hommes avec le flair des affaires et l'esprit d'entreprise comme principaux alliés. Naissance à Tiznit, à 90 kilomètres d'Agadir. Des études ordinaires au Maroc. Jusqu'au cycle supérieur à l'université cadé Ayyad à Marrakech. Section anglaise. Puis il se lance dans la vie active. Ce sera le tourisme. Abdelaziz fait ses premières armes en 1986 comme agent de comptoir polyvalent dans une agence de voyages à Agadir. Pas besoin d'avoir fait l'institut de tourisme de Tanger pour exercer la fonction. Esprit vif, et curieux, il apprend le métier sur le tas. Mieux et vite. Une opportunité de travail dans une autre ville chez une entreprise de transport international de voyageurs s'offre à lui. Ambitieux qu'il est et en quête toujours du meilleur, il s'autolice. Bonjour Marrakech. Il y reste 20 mois. Pas plus. Remarquant qu'il a beaucoup de potentiel, son employeur en fait son correspondant en France. Houays se sépare de son entreprise au bout de 14 mois. Pour devenir son propre patron. Le salariat ce n'est pas son truc. C'est ainsi qu'il crée son business dans le transport de voyageurs où il a cumulé une bonne expérience après avoir obtenu l'autorisation d'exercer auprès du ministère du transport français conditionnée par une formation dans le secteur. Notre MRE dégourdi se développe dans son métier en étoffant son portefeuille clients sur les lignes terrestres entre le Maroc et l'Hexagone, un mode de locomotion très prisé par une bonne partie des Marocains de France pour son caractère abordable et pratique. Abdelaziz Houays ne s'imaginait pas vivre en expatrié éternel. La nostalgie du pays le prend aux tripes. Son Souss natal, avec lequel il a gardé le contact, lui manque terriblement. Baptisée Aziz Voyages, son entreprise qui ouvrira entre temps des bureaux à travers la France et le Maroc marche bien. Mais sa décision est prise. Irreversible. Donner les commandes de son entreprise à son frère. Retour au bercail. « Je voulais absolument revenir dans mon pays pour le faire profiter de mon savoir-faire dans le domaine du tourisme », explique-t-il, le visage souriant.

À Agadir qu'il est heureux de retrouver, il lance son premier projet sur une superficie de 14 hectares : l'hôtellerie en plein air sous forme de mobile home installés en front de mer à Imi Ouaddar, à 24 km d'Agadir. Le camping connaît un tel succès auprès des estivants locaux et étrangers qu'il reproduit le même concept dans d'autres zones balnéaires limitrophes : Imourane, Tiznit et Taghazout. Encouragé par l'engouement suscité par ses bungalows au bord de la plage, notre professionnel qui déborde d'idées et de dynamisme ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. C'est ainsi qu'il remarque à juste titre d'ailleurs que Agadir manque de l'essentiel, une offre de distraction digne de ce nom et se donne les moyens de la construire pierre par pierre. Le téléphérique est un projet qui lui tient à cœur depuis qu'il a aperçu cet engin au-dessus d'une autoroute en France alors qu'il était au volant de son autocar. Parti de rien, entreprenant, de l'originalité M. Houays est en train d'inscrire son nom dans le secteur touristique de la région Souss-Massa. Quelle réussite inspirante ! Les fortunes gadiries doivent en prendre de la graine. ●



*Abdelaziz Houays,
président
de Danialand*

**« Nous sommes
déterminés à
étoffer notre
offre de
divertissement
sur Agadir »**

Pourquoi avez-vous choisi Agadir pour implanter votre premier téléphérique du Maroc ?

Dans le cadre de mes recherches des salons de transport par câble à l'étranger, j'ai visité le salon de Grenoble, réputé pour être en pointe dans ce domaine.

A cette occasion, j'ai rencontré le directeur commercial de la société Poma avec lequel je me suis entretenu d'un projet de transport par câble à Agadir Oufella. D'emblée, mon interlocuteur s'est interrogé sur un ton enjoué : « il n'est pas encore fait le téléphérique d'Agadir ? »

Cette boutade n'en est pas vraiment une car cela fait déjà 30 ans qu'Agadir attend son téléphérique. Pas une ville touristique de montagne au monde qui ne soit pas dotée d'un tel mode de transport divertissant. Agadir offre encore plus, une plage splendide, ce qui en fait une cité propice à toutes sortes d'activités de distractions et de loisirs.

La plus grande attraction du Maroc est née

Mobile home en front de mer avec services de restauration innovante, téléphérique unique en son genre au Maroc et parc d'attraction proposant une multitude de loisirs et d'activités récréatives, le groupe Danialand se distingue par son offre touristique intégrée, originale et audacieuse.

Le téléphérique est opérationnel depuis juillet dernier. Cet investissement unique en son genre au Maroc évolue-t-il conformément à vos prévisions ?

Les visiteurs affluent mais pas autant qu'on l'aurait souhaité. Ce qui est normal étant donné que le projet n'en est qu'à ses débuts et il faut du temps avant qu'il n'atteigne son rythme de croisière. La forte affluence de la clientèle sera au rendez-vous, on l'espère en tout cas, lorsque les travaux de réhabilitation de la Kasbah d'Agadir Oufella auront été achevés. Ce site historique, promis à une nouvelle vie de distraction et d'animation, deviendra un point de ralliement populaire important avec l'ouverture de cafés, restaurants et boutiques. En cours de réalisation, une deuxième ligne du téléphérique, qui augmentera l'attractivité des lieux, permettra aux visiteurs de découvrir notre parc Danialand.

Le téléphérique n'est qu'une infrastructure parmi plusieurs projets en cours de réalisation. Le portefeuille d'investissement de Danialand est assez large. Qu'est-ce qui motive cette stratégie de diversification ?

De mes nombreux voyages à travers le monde, j'ai tiré un certain nombre d'observations évidentes liées aux besoins des touristes. Pour passer un séjour agréable, ces derniers ont besoin d'un hébergement correct, une bonne restauration, des magasins pour le shopping et des équipements de loisirs et de divertissement. Un touriste, quel qu'il soit, indépendamment de la taille de son budget, cherche aussi à vivre une expérience inoubliable faite d'émotions fortes. Et c'est même en fonction de cela que de nos jours le touriste choisit sa destination. C'est pour cela que j'ai décidé d'être cet investisseur qui permet au touriste en séjour dans notre belle ville de prendre du bon temps et de ne pas s'ennuyer en joignant l'utile à l'agréable.

Danialand entend se développer juste sur le territoire gadiri où nourrit-elle des ambitions au-delà de la capitale du Souss ?

Aujourd'hui, les ambitions de mon entreprise se limitent à la ville d'Agadir où mon portefeuille d'investissements est assez lourd pour que l'on puisse se déployer ailleurs, du moins dans le court terme. Côté industrie de divertissement, la capitale du Souss a besoin de tout et je suis décidé à répondre à ce vide en y lançant une gamme de projets d'animation novateurs. Dans le pipe, nous avons déjà deux avions-restaurant, un lac artificiel, un karting, une patinoire, un club équestre, un Maroc en miniature... Nous sommes décidés à étoffer notre offre de divertissement sur Agadir. Avec l'ensemble des parties prenantes d'Agadir, autorités et élus, nous œuvrons d'arrache-pied pour qu'Agadir se hisse au rang de destination qui offre un tourisme divertissant de qualité aussi bien pour les enfants que les adultes.

Agadir rêvait d'un parc d'attraction, Abdelaziz Houays l'a fait. Se distinguant par un style architectural à la fois traditionnel et moderne, Danialand, en cours d'aménagement par une entreprise turque, se veut un complexe moderne qui allie à la fois loisirs, divertissement, culture et autres commodités comme la restauration et l'hébergement (camping de mobile-home). Joignable via la deuxième ligne du téléphérique en cours de réalisation, Danialand s'étend sur une superficie de 54 hectares et jouit d'un emplacement stratégique. Niché sur les premières hauteurs de l'Atlas, implanté dans un cadre enchanteur fait de verdure, le plus grand parc de loisirs du Maroc propose plusieurs activités entrant dans le cadre du divertissement du visiteur, grand et petit.

Le projet Danialand s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'investissement dans le secteur touristique par la mise en place d'une gamme diversifiée de moyens de distraction et de loisirs. L'objectif étant de renforcer et d'enrichir l'offre disponible et d'améliorer le potentiel attractif de la ville. Les promoteurs du projet promettent une expérience client exaltante. Danialand est en effet conçu pour être une solution appropriée à un grand besoin en matière d'animations dans le Grand Agadir. De par son offre intégrée (hébergement, restauration et distraction), Danialand a tous les atouts pour attirer des estivants des autres villes du Maroc et de l'étranger.

Le téléphérique d'Agadir

Le téléphérique de Danialand est conçu selon un design moderne et une esthétique raffinée, avec des composantes innovantes et des éléments en acier de qualité optimale, garantissant un niveau de sécurité supérieure pour les usagers. Depuis leurs cabines confortables pouvant accueillir les personnes à mobilité réduite, ces derniers ont une vue impressionnable et bien dégagée à 360° (voir encadré).



Avec les lumières scintillantes de la ville, le voyage est encore plus beau by night.



Jeux, loisirs et sport

Les touristes nationaux et étrangers pourront bientôt profiter du parc d'attractions de Danialand dont les prestations sont adaptées à toutes les envies et à différents âges. Le parc offre en effet une panoplie d'activités et de manèges comme une patinoire, un karting et un aquaparc, le plus grand d'Afrique...

Les activités sportives ne sont pas en reste : escalade murale, mini-golf, salle de sport couverte et bien d'autres disciplines.

Activités culturelles et éducatives

Danialand c'est aussi une offre culturelle et éducative riche en activités : théâtre en plein air, Maroc en miniature, musée...



Carlingues transformées en restaurants



Le volet restauration fait partie des prestations qui complètent la gamme d'activités estivales. Unique au Maroc et en Afrique, le concept est original, se présentant sous forme de deux carcasses d'avions importées de Turquie. C'est le clou de Danialand. Après 20 ans de bons et loyaux services, ce couple d'Airbus (A-340 et A-300-600) aura une seconde vie, l'un fera office de restaurant servant différentes spécialités et l'autre de café. Une équipe de techniciens turcs planche depuis des mois sur place sur le montage et l'aménagement des structures qui seront installées au-dessus du quartier Anza. Les clients ont la possibilité de prendre leur repas en jouissant d'une vue panoramique sur l'Atlantique. Un vrai régal !

Husa tourne la page Sidinou

Amine Dor prend les commandes

La relation d'une ville et son image se construisent aussi avec son club de football. Dans ce domaine, force est de constater que la capitale du Souss a mal à son club, le Hassania Union Sport d'Agadir (HUSA) qui n'arrive plus à s'imposer dans la Botola Pro depuis plusieurs années. Celui qui a été champion du Maroc deux fois d'affilié, en 2001-2002 et en 2002-2003 aura du mal à renouer avec les exploits. Husa est curieusement en perte de vitesse alors qu'il dispose de moyens financiers conséquents fournis par quelques grands sponsors et d'infrastructures sportives modernes notamment le Grand stade d'Agadir ouvert en 2013.

Enchaînant les mauvais résultats saison après saison, il trébuche sans cesse face aux équipes adverses, au grand malheur du public gadiri qui ne comprend pas ce qui ne tourne pas rond dans leur équipe.

En cause, un problème de gouvernance principalement qui a déteint grandement sur la performance du club. Il faut reconnaître que 10 années de gestion de Habib Sidinou a fait perdre à HUSA son prestige de naguère en



Amine Dor, un beau challenge.

l'empêchant de jouer aux avants postes du championnat national.

À la tête du club depuis 2013, l'homme, qui n'a réussi qu'à cristalliser le mécontentement du public et des critiques de certaines forces vives de la ville, a fini par jeter l'éponge sous

la pression en ce début de février.

Mis sur la touche, Sidinou a quitté non seulement la présidence du club mais également le conseil d'administration de la société sportive. Une manière de l'éloigner complètement de la gestion qui n'est pas visiblement son point

fort. « Pour certains, je suis la cause de tous les maux du club. Cela me désole, car après dix ans de bons et loyaux services, je suis véritablement massacré par les critiques. Donc je pars le cœur lourd et je redeviens un simple adhérent du club. Ce que je peux dire, c'est que désormais chacun doit assumer ses responsabilités en cette conjoncture difficile pour le club. Moi-même je serai toujours au service du club. Je souhaite que l'équipe dépasse cette phase difficile», a déclaré, très dépité, M. Sidinou en quittant ses fonctions. C'est certain, HUSA a besoin de sang neuf pour renouer avec les victoires et les sacres. Ce sang neuf est tout trouvé : Amine Dor. Nommé samedi 25 février à l'issue d'une assemblée générale pour un mandat de quatre ans, le nouveau président, jusque-là membre de la commission financière du club, est un jeune de son temps, féru de sport, qui a fait ses preuves dans le domaine de la gestion d'entreprises. C'est à lui qu'incombe maintenant la lourde responsabilité de faire repartir la Gazelle de Souss, fondée en 1946, sur de nouvelles bases en la remettant au centre du jeu. ●



ISLANE AGADIR

**À 5 MINUTES
DE LA PLAGE**

**APPARTEMENTS
DE STANDING**

F2

F3

F4

À PARTIR DE

450 000 DH

CORALIA

GROUPE ADDOHA

05 22 67 10 00

www.coraliaimmobilier.com





Le MIGRATEUR



Séisme/Syrie L'émir du Qatar critique la lenteur de l'aide d'urgence

L'émir du Qatar a déclaré dimanche qu'il était perplexe face au retard pris dans l'acheminement de l'aide aux victimes du tremblement de terre du mois dernier en Syrie, ajoutant qu'il n'était pas correct d'abuser de l'aide humanitaire à des fins politiques, dans une attaque apparente contre le gouvernement syrien.

Le Qatar fait partie des États de la région qui ont soutenu les rebelles dans la guerre civile en Syrie et s'est déjà prononcé contre les efforts déployés par certains pays pour normaliser les liens avec Damas.

L'émir Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, qui s'exprimait lors de l'ouverture de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés à Doha, a souligné la nécessité d'aider les Syriens "sans hésitation" et de soutenir les efforts de la Turquie pour se remettre du tremble-



Des Casques blancs syriens à Zardana, nord-ouest de la Syrie, le 6 février 2023. (Mohammed Al-Rifai / AFP).

ment de terre dévastateur.

Le bilan des victimes en Turquie s'élève à plus de 45 000 morts, ce qui porte le bilan total, Syrie comprise, à environ 51 000 morts. En Syrie, la région du nord-ouest contrôlée par les rebelles en guerre contre le président Bachar al-Assad a été la plus touchée.

"Alors que je m'étonne du re-

tard dans l'arrivée de l'aide à ce peuple (syrien), je souligne que l'exploitation d'une tragédie humaine à des fins politiques est inacceptable", a déclaré Sheikh Tamim.

Les Nations unies ont demandé l'accès de toutes les parties en Syrie, déjà dévastée par des années de guerre civile, afin d'intensifier les livraisons d'aide.

Les organismes de secours se plaignent des restrictions imposées par le gouvernement de Damas qui, selon eux, politisent la distribution de l'aide. D'autres organismes d'aide affirment que les rebelles intransigeants ont bloqué les livraisons d'aide depuis les régions de Syrie tenues par le gouvernement, ce qui complique encore les efforts.

Le Qatar a fourni de l'aide aux Syriens via la Turquie, tandis que d'autres États du Golfe, comme les Émirats arabes unis, ont directement acheminé des fournitures humanitaires par voie aérienne.

Doha, comme Washington, s'est opposé à toute démarche visant à réhabiliter ou à normaliser les liens avec Assad, invoquant la brutalité de son gouvernement pendant le conflit et la nécessité de progresser vers une solution politique.

Bola Ahmed Tinubu déclaré nouveau président du Nigéria

Déclaré vainqueur de l'élection présidentielle du Nigéria, mercredi 1er mars, M. Asiwaju Bola Ahmed Tinubu, 70 ans, ancien gouverneur de l'État de Lagos, a aussitôt lancé un appel à la réconciliation avec ses rivaux dans un discours prononcé à l'aube dans la capitale, Abuja. Le colistier d'un des candidats de l'opposition a cependant signalé qu'une contestation judiciaire de résultats de l'élection était imminente.



M. Asiwaju Bola Ahmed Tinubu, élu nouveau président du Nigéria.

cielle le 29 mai. "Je consacrerai ce jour et l'enregistrerai comme le moment où nous avons fait le vœu de nous rassembler pour que le Nigéria se lève et brille comme la république bien-aimée et courageuse que Dieu a créée pour nous tous", a déclaré le successeur du président Muhammadu Buhari dans un discours après

que la commission électorale lui a remis un certificat confirmant qu'il était président élu. M. Tinubu n'a obtenu que 37 % des voix lors de l'élection du samedi 25 février et serait le premier président du Nigéria à prendre ses fonctions avec moins de 50 % des voix, selon les analystes. Tinubu a devancé ses principaux rivaux, Atiku Abubakar du « Parti démocratique populaire » (PDP) qui a obtenu 6,9 millions de voix et Peter Obi du « Parti travailliste » (LP) qui a recueilli 6,1 millions de voix. Dix-huit candidats étaient en lice pour briguer la magistrature suprême au Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, avec plus de 220 millions d'habitants.

Quelques heures après l'annonce des résultats par la Commission électorale nationale indépendante, le colistier d'Obi, Datti Baba-Ahmed, a déclaré aux journalistes qu'ils allaient contester

les résultats devant les tribunaux au motif que les dispositions de la loi électorale du Nigéria n'ont pas été respectées.

"Le nouveau gouvernement de la République fédérale du Nigéria est illégal et inconstitutionnel", a déclaré M. Baba-Ahmed. "La seule langue que nous connaissons est la paix. Si les Nigériens parviennent à la paix par des manifestations pacifiques, (c'est) bienvenu." L'élection a enregistré le plus faible taux de participation depuis 1999, avec seulement 27% des électeurs éligibles qui ont voté. La faible participation ne reflète pas nécessairement l'apathie, mais plutôt les pénuries de carburant et de devises, la suppression des électeurs et la violence, a déclaré Mucahid Durmaz, analyste principal pour l'Afrique de l'Ouest chez Verisk Maplecroft, une société de renseignements sur les risques.

Macron termine sa tournée en Afrique sur des notes d'espoirs

Emmanuel Macron a fait part de sa vision d'un partenariat renouvelé avec l'Afrique, dans lequel celle-ci serait l'égal de la France, à l'issue d'une tournée au cours de laquelle il a cherché à dissiper l'image d'une ancienne puissance coloniale arrogante tout en se disputant l'influence future de la France. Le président français s'est entretenu samedi avec le président Felix Tshisekedi dans la capitale de la République démocratique du Congo, qui a connu la semaine dernière plusieurs manifestations. Bien que de faible ampleur, elles sont signe d'une montée du sentiment antifrançais dans certaines régions de l'Afrique francophone. Lors d'une conférence de presse conjointe, M. Macron a reconnu que la France faisait partie des puissances étrangères qui se bousculent pour avoir de l'influence en Afrique, mais il s'est engagé à travailler avec les États sur un pied d'égalité. "Nous voulons être des partenaires à long terme", a-t-il déclaré. "L'Afrique est un théâtre de compétition. Elle doit se faire dans un cadre équitable [...]. Nous avons notre rôle à jouer, ni plus ni moins." Cette tournée est la 18e visite de Macron en Afrique en tant que président et fait suite à une récente série de tournées en Afrique de hauts responsables américains, russes et chinois en quête de liens plus étroits.



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Salih Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Can'Art et CULTURE



Une femme maghrébine en quête de liberté by Laïla Amir

Coincitant avec la Journée internationale de la femme ce livre rend un vibrant hommage à la femme issue de l'immigration particulièrement maghrébine. « Ces pages contiennent des moments que j'ai vécus, des histoires que l'on m'a racontées, des souvenirs revisités. L'histoire de Malika n'est pas mon histoire : c'est une trajectoire migratoire comme il y en a eu des milliers, une manière d'être faite de rêves de liberté, de courage, d'audace, de résilience et de volonté d'émancipation. » (Laïla Amir). Au fil des pages, Malika, une femme maghrébine en quête de liberté, nous ouvre les portes de son univers, fait de petits morceaux de quotidien, de réflexions, de souvenirs d'enfance et d'adolescence dans une famille d'immigrés marocains.

Extrait : « Pour la petite histoire Tout a commencé le jour où Feyza, une jeune lycéenne, s'est un peu attardée dans mon bureau alors que je venais juste de terminer une conversation téléphonique. Elle me sourit puis finit par pousser un long soupir : « Ah, qu'est-ce que j'aimerais devenir comme vous, madame, et faire un métier pour aider les femmes. Je me dis que, vous, madame, cela pourrait être moi plus tard ! Est-ce que vous pourriez me raconter

comment vous avez fait ? — Je ne peux pas vous raconter ma vie en cinq minutes, Feyza. Vous me faites un peu penser à ma fille Sarah, l'aînée de mes quatre enfants. Elle doit avoir à peu près votre âge et, l'année prochaine, comme vous, elle va certainement passer le bac. Ensuite, elle va très probablement quitter la maison pour continuer ses études et je me rends compte que le temps est passé trop vite et qu'il y a beaucoup de choses que je n'ai pas eu le temps de lui dire. — Est-ce qu'elle a conscience de la chance qu'elle a, votre fille, madame ? Moi l'année prochaine, je ne passerai pas le bac parce que mes parents veulent que je me marie avec un jeune homme de leur pays. — Et vous, est-ce que vous voulez vous marier ? » Lorsque je vis ses yeux s'embuer de larmes, je compris. Puis elle remonta lentement ses manches et me montra les bleus sur ses bras, puis ceux qu'elle avait sur les jambes. — Mais, ce n'est pas possible ! Venez avec moi, Feyza... » Pour plus d'informations sur ce livre publié en mars 2013 chez L'harmattan - collection Histoire de vie et Formation (158 pages, 18 €), voir la vidéo où l'auteure présente elle-même l'ouvrage sur sa chaîne YouTube : <https://youtu.be/p6PbDuuPv0U>



tion Histoire de vie et Formation (158 pages, 18 €), voir la vidéo où l'auteure présente elle-même l'ouvrage sur sa chaîne YouTube : <https://youtu.be/p6PbDuuPv0U>

« Femmes en mouvement », une exposition dédiée à la cause féminine

Du 9 au 20 mars, Artwell et la Galerie des Tours Végétales accueillent l'exposition en duo des artistes marocaines Sabine Lahrech et Hajar El Moustassime sous le thème « Femmes en Mouvement ».

Sabine Lahrech et Hajar El Moustassime sont toutes deux des artistes diplômées de l'École des Beaux-arts de Tétouan, et ont participé à de nombreuses expositions artistiques. Si « la Femme » est mise à l'honneur traditionnellement au mois de mars, Hajar et Sabine le font tout au long de l'année à travers leurs œuvres. En effet les 2 artistes utilisent leur Art d'une part, comme une reconnaissance de l'importance du rôle de la Femme et d'autre part, comme un vecteur de sensibilisation et de mobilisation en faveur de l'émancipation des femmes. Elles utilisent dans ce projet artistique la symbo-



lique de « la roue » pour traduire l'évolution nécessaire, irrémédiable, mais non dénuée d'obstacles, de la condition des femmes. Pour Hajar El Moustassime, l'image de « la roue » est une représentation pour susciter l'éveil des consciences et le militantisme féminin.

Sabrine Lahrach s'appuie sur la représentation de l'outil industriel, à travers les anciennes machines à coudre « à roue » pour évoquer l'importance de l'inclusion économique et de l'autonomisation des femmes.

Sabrine Lahrech et Hajar El Moustassime sont deux jeunes artistes marocaines qui combinent avec un talent artistique que l'on ne peut nier : engagement citoyen, créativité, esthétisme, et un sens de la minutie et du

détail.

Vernissage : Le 9 mars à partir de 19h. Adresse: Tour Végétale Anis, 1, rue des Plateformes. Quartier Anfa Clubs, Casa-Anfa. Pour tout complément d'information, prière de contacter Nadia Bennouna au 0617082129.

Marrakech

Et de deux pour la Fashion Week !

Maroc Fashion Week (MFW) annonce sa deuxième édition du 8 au 12 mars 2023 à Marrakech, en partenariat avec M Avenue. Le temps de quelques jours d'exception, la ville ocre sera la capitale internationale de la mode, renouant ainsi

avec sa tradition de temple de la créativité. Dans l'écrin de M Avenue se tiendront le 10 mars des défilés de mode. « Fidèle à sa volonté de s'inscrire dans la durée et d'être un véritable levier de transmission, la MFW organise un concours de jeunes créateurs dont le gagnant aura l'opportunité de présenter ses créations lors d'un défilé à Paris. Ce concours est organisé en partenariat avec les écoles de stylisme et de modélisme Casa Moda, Collège LaSalle et l'Escom », indique un communiqué de l'événement. La MFW recevra l'école Academia Moda de Nazareth et son fondateur le Palestinien Saher Okal qui sera membre du jury aux côtés des Marocains Saïd Mahrouf et Zineb Joundy ainsi que du couturier



égyptien Hany El Behairy. Pour cette deuxième édition, la Maroc Fashion Week s'associe au Riad la Brillante, le prestigieux hôtel niché en plein cœur de la Médina où se conjuguent, avec harmonie et élégance, artisanat traditionnel et modernité des lignes. Y seront exposés les 9, 10 et 11 mars des caftans et œuvres d'artisanat d'art. Cette exposition, en collaboration avec l'association « Dar Lmâalma », a été pensée comme un hommage aux savoir-faire des femmes artisanes marocaines pour célébrer la Journée internationale des droits de la femme. Un dîner de gala aura lieu dans les murs du palace mythique Royal Mansour le samedi 11 mars et sera précédé d'un défilé des créations de grands noms de la mode venus de plusieurs régions du globe. Les bénéfices de ce dîner seront reversés à Atlas Kinder, une association qui veille, entre autres, à l'éducation des enfants orphelins.

« Mission : Impossible-Dead Reckoning Part Two » tournées en partie sur un porte-avions

La star hollywoodienne Tom Cruise a récemment atterri en hélicoptère sur un porte-avions américain au large de la côte-est de l'Italie pour tourner des séquences de son prochain film « Mission : Impossible - Dead Reckoning Part Two », rapporte Fox News citant le président de l'Apulia Film Commission.

Selon le média américain, Tom a atterri dans le port de Bari sur la mer adriatique, côte sud-est d'Italie, où il a passé la nuit dans un hôtel cinq étoiles avant de se rendre samedi 25 février en hélicoptère sur le plateau flottant le lendemain, a révélé Antonio Parente, président l'Apulia Film Commission.

La croisière devrait quitter Bari à la fin de la semaine, selon M. Parente, qui a déclaré à Variety, un média américain, que le navire naviguait vers le nord en direction de la Croatie pendant le tournage.

« Nous sommes fiers que [la] région [l'Apulia] ait été choisie comme base opérationnelle pour ce tournage plutôt complexe », a déclaré Parente au média.

Le sexagénaire a incarné pour la première



fois le protagoniste de la franchise, l'espion Ethan Hunt, il y a près de 30 ans dans le film « Mission : Impossible » de 1996.

« Mission Impossible : Dead Reckoning : Part One » devrait sortir en juillet. Dans la bande-annonce, on peut voir Cruise traverser des villes européennes en voiture et monter à cheval dans le désert.

On peut également le voir se préparer à piloter un avion de guerre, courir sur un train en marche et descendre une falaise en moto dans d'autres scènes de la bande-annonce pleine d'action. Selon Fox News, « Dead Reckoning: Part Two » devrait être la suite directe de « Part One » et devrait être diffusé en juin 2024. Christopher McQuarrie a réalisé le film qui mettra également en vedette Nick Offerman, Rebecca Ferguson, Vanessa Kirby et Hayley Atwell.



Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

DÉLICIEUSE MOUILLÉ	VILLES ELUS	POIDS ACROBATES	HABLES	VILLE DES ALPES CHAUFFEURS	SOUHAIT CROYANTE	RÉGIME	PÉRIODIQUE ETENDAI	DIVIN MARQUIS
			TRÈS SÉVÈRES					
DÉSASTRE DÉBITENT						VOLCAN ITALIEN	GENRE LITTÉRAIRE	
			DONNE LE CHOIX	GROSSIER SUR LES DIPLOMÉS				
ANCIENNE RUSSIE BLONDE ANGLAISE			ÉVOQUÉE ALCOOL		FOLLE À LIER ENTERRÉ			
	INDIVIDUALISTE CAPITALE DE L'ÉQUATEUR					VOYELLE DOUBLÉE	ARTICLE ARABE MOUCHE QUI PIQUE	AVANTS DE BATEAUX
ÉBAUCHE PRONOM INDEFINI				NE SERT À RIEN GUENILLE				
	BOÎTE COLONIE			FACTEUR SANG NOMADE			CONJONCTION	
CLASSEMENTS À LE POUVOIR			INFUSION CANTIQUE			PRÉPOSITION		SANS PARTI
		ANCIENNE POSTE SOUS LE BALLON		CONVERA DÉCHIFFRÉ				
CHEF RECRUTEUR	SUGGÉRÉE DOULEURS OSSEUSES					APPRIS MAL AU VENTRE		TISSU ECOSSAIS
		FLEUVE CÔTIER POLICE SECRÈTE	MINABLE RÉSIDU DE FER		AU FOND DES GORGES PLANS D'EAU			
HÉROS GREC GRUGE				POUR VOIR GREFFÉES			TRÈS COURT GRAISSAS	
	PLEURN-CHÉRENT FILS D'ADAM				AFFLUENT DE LA LOIRE			IL VIT À L'EST
POSSÉSSIF TOUR BIBLIQUE	GRAND LAC MÉLANGÉE			CONFESSION				POSSÉSSIF TRANSPORTA
			JADIS RÉPÈTE SA LEÇON		CONCURRENT RISTOURNE			
AUDACE GRAND ÉCRAN				BOULES DE GLACE PETIT OISEAU				
		ARTICLE ÉTRANGER OPPOSITIONS		CROCHET DE BOUCHER RISQUÉ		PARESEUX CARTE À JOUER		SUR LA CROIX
UTILISES	ENFERMÉE DU PLASTIQUE				COLLE À LA VITRE ARME DE POING			
				RAYONS NOTE			HOMOGÈNE FILM DE SPIELBERG	
NEZ DU CACHALOT VIES D'ERMITES			CHEFS MUSULMANS			RÔDE		
				PEU SUR				

Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

Horizontalement

[1] Florentin, théoricien de la politique. [2] Testerais. [3] Sous la glace. Pronom. Tranquille. [4] Lettres de Henri. Décoraient. [5] Mammifère du Pacifique. Lettres de Lourdes. [6] Gagne la haute mer. Fit tort. [7] Symbole chimique. Fils de Noé. [8] Œuvres musicales à une voix. [9] Là où l'on met de quoi écrire. Construit en vue d'une éclosion. [10] Apparence. Vase à deux anses de l'Antiquité. [11] Suites de réunion au Parlement. Préposition.

Verticalement

[A] Sujet d'un discours célèbre. Façon de marcher. [B] Discours fait à l'écart. Résidu. [C] Clameur. Ils travaillent en jouant. [D] Louai. [E] Lettres de Limours. Nom d'un chien. Un lieu précis mais qui peut changer. [F] Elle est en état d'ivresse. Nul. [G] Mit son petit au monde. Le début d'un rangement. [H] Fin d'infinif. Myriapodes. Lettres de Tunis. [I] Ville de l'ancienne Grèce, réputée pour ses guerriers. [J] Élément d'atome. Parcourir des yeux. [K] Familles d'oiseaux aux belles plumes.

Mots Mêlés

P	E	T	I	T	E	O	U	R	S	E	L	D
A	E	S	U	R	U	T	C	R	A	G	U	E
R	E	T	N	E	P	A	R	A	P	M	N	L
A	D	N	E	T	A	A	V	L	L	E	E	T
C	I	F	R	M	N	I	U	E	A	R	P	A
H	O	E	S	U	O	E	I	R	E	C	T	P
U	R	N	R	N	T	C	M	H	O	U	U	L
T	E	O	A	E	E	A	P	A	V	R	N	A
E	T	R	M	T	I	S	S	O	M	E	E	N
D	S	E	T	X	O	M	P	U	L	R	G	E
I	A	A	I	M	E	S	U	A	N	L	I	A
V	R	E	T	I	P	U	J	L	C	E	U	F
G	R	A	N	D	E	O	U	R	S	E	V	X

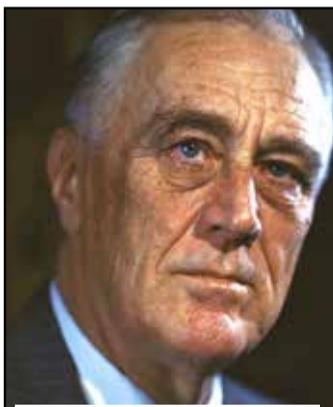
- A airon
- B Artanus
- C astéroïde
- D atmosphère
- E aurore
- F avion
- G comète
- D décaplane
- E espace
- F instrument
- G Grande Course grille-ciel
- J Jupiter
- L lumière
- M lune
- M Mars
- N Mercure
- N Neptune
- P parachute
- P petite Course
- Pollux
- S Saturne
- V Vénus
- V vide

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

			9					1
				3	8			4
		6					5	3
	7	2			6	4		
8			4		7			9
		4	8			1	2	
7	9					3		
1			2	4				
4					9			

A méditer



« La seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même. »
Franklin Delano Roosevelt.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

2	5	9	3	8	4	7	6	1
6	4	1	7	9	5	3	8	2
3	8	7	2	1	6	5	4	9
7	3	6	1	4	2	9	5	8
8	2	4	9	5	7	6	1	3
9	1	5	6	3	8	4	2	7
4	9	2	5	7	1	8	3	6
5	6	3	8	2	9	1	7	4
1	7	8	4	6	3	2	9	5

Mots fléchés

C	T	B	T					
C	A	L	I	B	R	E	R	A
V	E	R	E	U	S	E		
D	E	V	E	T	I	S	S	E
R	E	T	I	N	E	S		
A	N	E	S	S	E	E	T	
E	I	T	R	I				
O	U	R	L	E	R	A	S	
S	O	U	R	I	R	A	S	
R	E	S	I	S	T	E	R	A
S	E	S	U	S	A			
R	E	V	E	L	B	O		
I	R	A	A	L	L	E	U	

Mots croisés

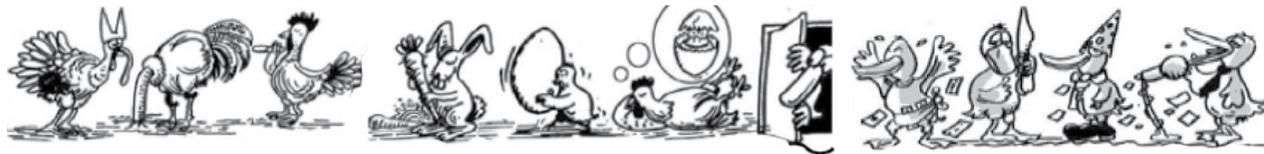
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	
1	B	U	R	E	A	U	C	R	A	T	E
2	U	R	U	B	U	S	I	A			
3	C	I	X	E	R	A	S	I	E		
4	C	A	E	N	O	S	I	E	R		
5	I	G	U	A	N	E	S	A	E		
6	N	E	R	V	O	S	I	S	M	E	
7	A	E	I	D	E	R	O	R	S		
8	T	E	R	U	L	M	I	S	E		
9	E	S	T	E	L	L	E	S	E	M	
10	U	S	A	E	A	R	L	E	E		
11	R	E	N	I	C	E	S	S	E	R	

Mots Mêlés

Mots Mêlés
Solution : Maquereau.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Renard voleur de balles

Le mystère des balles de golf disparues est enfin résolu, à Villeneuve-lès-Avignon (Gard). Depuis quelque temps, les balles du club local se volatilisèrent, comme par magie.

Le gérant de ce green a décidé de mener sa petite enquête : il a disposé quelques balles blanches sur une bâche, et a braqué une petite caméra, utilisée d'habitude par les chasseurs, en direction de son piège, raconte France 3 Occitanie.

Le lendemain, lorsqu'il a visionné la vidéo, surprise ! Le gérant a constaté... que c'était un renard qui chapardait le matériel du club, en pleine nuit, quand le domaine gardois est calme. Sur la vidéo publiée sur le site de la chaîne, on voit l'animal s'avancer prudemment, prendre une balle dans sa gueule, et s'enfuir à pas de loups. Ce petit renard a-t-il l'intention de monter, dans la plaine de l'Abbaye, son propre club de golf.

Chien miracle !

Une très belle histoire. 23 jours après le terrible séisme qui a touché une partie de la Turquie et de la Syrie, un chien a été extirpé des ruines à Antakya. Aleks était retenu prisonnier des plaques de béton qui ont formé comme un puits en s'effondrant sous l'effet de la secousse de magnitude 7,8 survenue le 6 février peu après 4 heures du matin, selon les images du sauvetage diffusées par l'agence de presse turque DHA.

C'est le propriétaire du chien, Murat Arici, qui a entendu sa plainte et a prévenu une équipe de secours dépêchée par la municipalité de Konya (centre).

"Aleks, viens mon chien", lancent des secouristes dans la vidéo puis "Bien... bien joué fiston", avant de pouvoir s'emparer du grand chien, hirsute mais apparemment en bonne santé.

Aleks a été confié aux bons soins d'une association de protection des animaux (Haytap) pour être examiné avant d'être rendu à son maître. Les secouristes ont sauvé des centaines de chats, chiens, oiseaux, lapins et même des vaches et des moutons, piégés dans les immeubles en ruines du sud de la Turquie. Les derniers survivants, un couple, ont été découverts à Antakya le 18 février.

Un ours vieux de 3.460 ans

Un ours brun vieux de 3.460 ans, parfaitement préservé dans le permafrost, avait été découvert en août 2020 par des éleveurs de rennes sur l'île Bolshoi Lyakhovskyn dans l'archipel de Nouvelle-Sibérie (Russie). La carcasse complète, unique au monde, a enfin fait l'objet d'une autopsie par des chercheurs, rapporte TF1 Info. Des images de cet examen exceptionnel, relayées sur les réseaux sociaux, ont déjà récolté des centaines de milliers de vues sur les différentes plateformes. Selon les analyses des chercheurs, cet ancien ours brun de 1,55 m pour 78 kg était une femelle de trois ans environ.

Elle serait morte à la suite d'un coup violent, peut-être l'effondrement d'un bloc de glace sur son corps. Les scientifiques ont en effet relevé plusieurs vertèbres lombaires cassées dans son corps. Par ailleurs, la femelle serait vraisemblablement morte à l'automne car elle avait déjà commencé à remplir ses réserves de graisse en vue de l'hibernation.

Les températures extrêmes de Sibérie ont permis de préserver de façon exceptionnelle les tissus mous de l'ourse. Lors de l'autopsie, l'animal a pu être disséqué et les scientifiques ont pu examiner son cerveau, ses organes internes et réaliser de nombreuses études inédites, détaille Le Parisien.

L'une d'elles avait pour objectif de comparer l'ADN de cet ours avec celui de ses descendants vivant en Sibérie aujourd'hui. Les conclusions ont déjà montré que l'ADN mitochondrial de la carcasse était similaire avec celui des ours bruns actuels de Tchoukotka et en Yakoutie.

Des échantillons des tissus de l'animal ont été prélevés dans l'espoir de trouver des cellules vivantes. « Ce serait une réalisation historique, une percée dans l'étude des animaux anciens », selon Hwan Wu Sok, chercheur qui a participé à l'autopsie. Autant de recherches qui aident à recréer une image de l'environnement d'il y a quatre mille ans, au milieu de l'Holocène.



Rigolard



■ C'est un petit garçon et son papa qui regardent les bateaux dans le port :

Le petit garçon voit un paquebot au loin et demande : "papa, c'est quoi le gros bateau là bas?"

Le papa répond fièrement : "Ça, mon fils, c'est un paquebot"

-Ah oui, et ça s'écrit comment Paquebot?

Le père épelle : "P-A-Q-U-E-B-O-T".

Le fils voit alors un deuxième bateau.

"Et celui là, là, c'est un PAQUEBOT aussi, Papa?"

Le père répond encore plus fièrement : "Non ça c'est un YACHT".

"Ah bon et ça s'écrit comment Yacht ?"

-Non, t'as raison, en fait c'est un Paquebot."

■ Un mec se rend chez son garagiste :

- Vous pouvez réparer ma roue ?

- Bien sur... Oh ! Comment avez-vous fait pour crever cette roue comme ça ?

- J'ai roulé sur une bouteille.

- Vous ne l'aviez pas vue ?

- Non, le mec l'avait dans la poche.

■ C'est un plongeur avec ses bouteilles qui est en train de contempler la faune sous-marine.

Il en est à -15 mètres lorsqu'il remarque un gars à côté de lui, en apnée... Aucune bouteille d'oxygène ou quoi que ce soit de l'équipement du plongeur traditionnel.

Le plongeur bouteille descend alors à -20 mètres mais se fait rapidement rejoindre par l'apnéiste.

Alors, un peu vexé, le plongeur descend à -30 mètres... mais ne tarde pas à voir le gars en apnée se rapprocher de lui.

Énervé, il saisit sa craie et son petit écritoire hydrofuge et il écrit :

- QU'EST-CE QUE VOUS FOUTEZ SI BAS SANS ÉQUIPEMENT ?

Et l'autre lui prend la craie et écrit :

- JE ME NOIE, CONNARD !

■ C'est un homme qui se trouve dans le désespoir le plus complet. Il trouve la vie si difficile qu'il ne voit plus qu'un moyen de s'en sortir : le suicide.

Il prend donc une corde et s'en va dans la forêt.

Alors qu'il est en train d'ajuster le nœud coulant sur une

branche, un autre homme passe tout près de lui. C'est un prêtre. Il voit ce que le premier s'apprête à faire et lui dit :

■ Mon brave, réfléchissez avant de commettre un acte pareil. Il y a sûrement mieux à faire. Tenez, j'ai une Bible sur moi, vous y trouverez sûrement une bonne parole qui vous reconfortera."

Le désespéré, entendant cela, se dit "Pourquoi pas ?". Il lâche la corde, s'assied sur une souche et ouvre le livre saint au hasard.

Et là, tout en haut de la page, il lit :

"Repens-toi!"

■ Deux amis habitant ensemble et au chômage, un polonais et un marocain, décident de se faire de l'argent le plus facilement et rapidement possible afin de subvenir à leurs besoins.

Dès lors chacun décide de faire la manche. Le polonais va faire la manche à châtelet et l'autre vers les Champs Elysées.

A la fin de la journée les 2 amis reviennent chez eux puis mettent en commun ce qu'ils ont obtenu. Le premier a ramené 10€, le deuxième 3000€.

Le polonais se dit : "Waow pas mal!"

Les jours passent, et chaque jour le polonais ramène 10€ tandis que le marocain ramène 3000€. Un jour le polonais dit au marocain : "Mais bon sang c'est pas possible!! Echangeons de place stp, moi je vais à châtelet et toi tu vas aux Champs Elysées". Ainsi le lendemain, le plan fut appliqué comme convenu. Le soir même, les 2 reviennent.

Bilan : le marocain ramène 3000€ et le polonais 10€.

Le polonais hallucine et dit : "Heinnnn!!!!!!!!!! Mais c'est pas vrai ça!! Comment tu fais? C'est quoi ton secret?"

Vrai le marocain rétorque : "Attends mais t'as écrit quoi sur ta pancarte?"

Le polonais dit : "Bah pouvez vous me passer de l'argent pour manger svp?"

Le marocain éclate de rire : "Bah voilà pourquoi on te donne rien!!!"

Le polonais lui demande alors étonné ce qu'il a marqué sur sa pancarte et le marocain lui dit : "Passez moi de l'argent pour retourner définitivement dans mon pays svp?"

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact :
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma